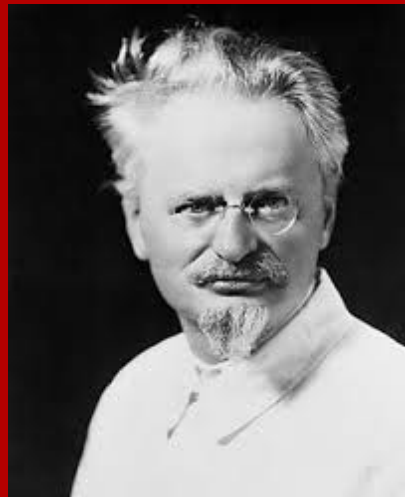


Où va
la
FRANCE ?



Léon TROTSKY

1934 - 1938

Table des matières

Préface à l'édition de 1936.....	3
1. Où va la France ? (<i>fin octobre 1934</i>).....	4
2. Encore une fois, où va la France ? (<i>fin mars 1935</i>)	19
1. COMMENT SE FORME UNE SITUATION REVOLUTIONNAIRE	20
2. LES REVENDICATIONS IMMEDIATES ET LA LUTTE POUR LE POUVOIR.....	25
3. LA LUTTE CONTRE LE FASCISME ET LA GREVE GENERALE	31
4. SOCIALISME ET LUTTE ARMEE.....	40
5. LE PROLETARIAT, LES PAYSANS, L'ARMEE, LES FEMMES, LES JEUNES.....	44
6. POURQUOI LA IV ^e INTERNATIONALE.....	48
7. CONCLUSION.....	55
Front populaire et comités d'action (<i>novembre 1935</i>).....	56
La France à un tournant (<i>21 mars 1936</i>)	60
L'étape décisive (<i>5 juin 1936</i>).....	70
La révolution française a commencé (<i>9 juin 1936</i>)	74
Devant la seconde étape (<i>9 juillet 1936</i>).....	78
L'heure de la décision approche : sur la situation en France (<i>18 décembre 1938</i>).....	82

Préface à l'édition de 1936

Cette brochure est formée d'articles écrits à des moments divers des deux dernières années et demie. Pour parler plus précisément : de l'offensive de la coalition fasciste-bonapartiste-royaliste du 6 février 1934 à la grandiose grève de masse de fin mai-début juin 1936. Quelle grandiose amplitude politique ! Les chefs du Front populaire sont, assurément, enclins à attribuer le mérite du déplacement qui s'est produit vers la gauche à la clairvoyance et à la sagesse de leur politique. Mais il n'en est rien. Le cartel tripartite s'est révélé être un facteur de troisième ordre dans la marche de la crise politique. Communistes, socialistes et radicaux n'ont rien prévu ni rien dirigé : Ils ont subi les événements. Le coup, inattendu pour eux, du 6 février 1934 les força, à l'encontre de leurs mots d'ordre et de leurs doctrines de la veille, à chercher leur salut dans l'alliance de l'un avec l'autre. La grève de mai-juin 1936, aussi inattendue, porte à ce rassemblement parlementaire un coup mortel. Ce qui a un coup d'œil superficiel peut sembler être l'apogée du Front populaire est en réalité son agonie.

Comme les différentes parties de cette brochure datent de divers moments, reflétant les diverses étapes de la crise que traverse la France, le lecteur trouvera dans ces pages d'inévitables répétitions. Les supprimer aurait signifié détruire complètement la construction de chacune des parties et, ce qui est beaucoup plus important, enlever à tout le travail sa dynamique, qui reflète la dynamique des événements eux-mêmes. L'auteur a préféré conserver les répétitions. Elles peuvent même ne pas être sans utilité pour le lecteur. Nous vivons à une époque de liquidation générale du marxisme dans les sommets officiels du mouvement ouvrier. Les préjugés les plus vulgaires servent actuellement de doctrine officielle aux chefs politiques et syndicaux de la classe ouvrière française. Au contraire, la voix du réalisme révolutionnaire résonne dans cette acoustique artificielle comme la voix du "sectarisme". Avec d'autant plus d'insistance faut-il répéter et répéter les vérités fondamentales de la politique marxiste devant l'auditoire des ouvriers avancés.

Dans telles ou telles affirmations particulières de l'auteur, le lecteur trouvera, peut-être, certaines contradictions. Nous ne les avons pas écartées. En fait ces prétendues "contradictions" viennent seulement du fait qu'ont été soulignés divers côtés d'un seul et même phénomène à diverses étapes du processus. Dans l'ensemble, la brochure, nous semble-t-il, a supporté l'épreuve des événements et, peut-être, se trouvera capable de faciliter leur compréhension.

Les journées de grande grève auront, sans aucun doute, le mérite de renouveler l'atmosphère stagnante, putride des organisations ouvrières, en la purifiant des miasmes du réformisme et du patriotisme, des genres "socialiste", "communiste" et "syndicaliste". Bien entendu cela ne se produira pas d'un seul coup ni de soi-même. Nous allons au-devant d'une opiniâtre lutte idéologique sur la base d'une âpre lutte des classes. Mais la marche à venir de la crise montrera que seul le marxisme permet de se retrouver à temps dans la texture des événements et de prévoir leur développement futur.

Les journées de février 1934 ont marqué la première offensive sérieuse de la contre-révolution unie. Les journées de mai-juin 1936 sont le signe de la première vague puissante de la révolution prolétarienne. Ces deux jalons marquent deux voies possibles : l'italienne et la russe. La démocratie parlementaire, au nom de laquelle agit le gouvernement Blum sera réduite en poudre entre deux puissantes meules. Quels que soient les prochaines étapes, les combinaisons et les regroupements transitoires, les flux et les reflux momentanés, les épisodes tactiques, dès maintenant il n'y a plus à choisir qu'entre le fascisme et la révolution prolétarienne. Tel est le sens du présent travail.

Le 10 juin 1936.

L. TROTSKY.

1. Où va la France ? (fin octobre 1934)

Nous voulons dans ces pages expliquer aux ouvriers avancés le sort qui attend la France dans les années qui viennent : la France qui, pour nous, n'est ni la Bourse, ni les banques, ni les trusts, ni le gouvernement, ni l'état-major, ni l'Église -*ceux-là sont les oppresseurs de la France-*, mais la classe ouvrière et les paysans exploités.

L'EFFONDREMENT DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE.

Après la guerre se produisirent plusieurs révolutions qui remportèrent de brillantes victoires : en Russie, en Allemagne, en Autriche-Hongrie et, plus tard, en Espagne. Mais c'est seulement en Russie que le prolétariat a pris complètement le pouvoir, qu'il a exproprié ses exploités et grâce à ces mesures, a su créer et maintenir un État ouvrier. Ailleurs, le prolétariat, malgré sa victoire, s'est arrêté à mi-chemin par la faute de la direction. Le résultat fut que le pouvoir lui échappa et passant de gauche à droite, devint la proie du fascisme. Ailleurs encore, le pouvoir est tombé aux mains de dictatures militaires. Nulle part le Parlement n'a eu la force de concilier les contradictions de classe et d'assurer une évolution pacifique. Partout le conflit s'est résolu les armes à la main.

En France, certes, on s'est longtemps bercé de l'idée que le fascisme n'avait rien à voir avec ce pays. Car la France est une république, où toutes les questions sont tranchées par le peuple souverain au moyen du suffrage universel. Mais, le 6 février, quelques milliers de fascistes et de royalistes, armés de revolvers, de matraques et de rasoirs, ont imposé au pays le réactionnaire gouvernement **Doumergue**, sous la protection duquel les bandes fascistes continuent à grandir et à s'armer¹. Que nous prépare demain ?

En France, certes, comme dans d'autres pays d'Europe -*l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, la Suisse, les pays scandinaves* -, il existe encore un Parlement, des élections, des libertés démocratiques ou tout au moins leurs débris. Mais dans tous ces pays, la lutte des classes s'exacerbe dans le même sens qu'auparavant en Allemagne et en Italie. Celui qui se console avec l'affirmation que "la France n'est pas l'Allemagne" est un imbécile sans espoir.

Dans tous les pays agissent aujourd'hui des lois identiques, celles de la décadence du capitalisme. Si les moyens de production demeurent entre les mains d'un petit nombre de capitalistes, il n'existe pas de salut pour la société qui est condamnée à aller de crise en crise, de misère en misère, de mal en pis. Selon les pays, les conséquences de la décrépitude et de la décadence du capitalisme s'expriment sous des formes diverses et se développent à des rythmes inégaux. Mais le fond du processus est partout le même. La bourgeoisie a conduit sa société à la faillite. Elle n'est capable d'assurer au peuple ni le pain ni la paix. C'est précisément pourquoi elle ne peut plus désormais supporter l'ordre démocratique. Elle est contrainte d'écraser les ouvriers par la violence physique. Or il est impossible de venir à bout du mécontentement des ouvriers et des paysans au moyen de la seule police ; il est trop souvent impossible de faire marcher l'armée contre le peuple, car elle commence à se décomposer et cela se termine par le passage d'une grande partie des soldats du côté du peuple. C'est pour ces raisons que le grand capital est contraint de constituer des bandes armées spécialisées, dressées à la lutte contre les ouvriers, comme certaines races de chiens contre le gibier. La signification historique du fascisme est qu'il doit écraser la classe ouvrière, détruire ses organisations, étouffer la liberté politique, et cela précisément au moment où les capitalistes sont incapables de continuer à dominer et à diriger par l'intermédiaire du mécanisme démocratique.

Son matériel humain, le fascisme le recrute surtout au sein de la petite bourgeoisie. Celle-ci est finalement ruinée par le grand capital et il n'existe pas pour elle d'issue dans la structure sociale

¹ L'émeute des Ligues, le 6 février 1934, provoqua la démission du gouvernement Daladier et la formation d'un gouvernement dit d'"union nationale" présidé par Gaston Doumergue et dans lequel figuraient notamment le maréchal Pétain, André Tardieu, chargé d'étudier la "réforme de la constitution", Pierre Laval, Édouard Herriot et le leader "néo-socialiste" Adrien Marquet. Daladier avait démissionné sans avoir été mis en minorité. Les radicaux, à l'exception de vingt-six députés qui s'abstinrent, soutinrent le gouvernement d'union nationale dont leur leader Herriot faisait partie.

actuelle : mais elle n'en connaît pas d'autre. Son mécontentement, sa révolte, son désespoir, les fascistes les détournent du grand capital pour les diriger contre les ouvriers : On peut dire du fascisme qu'il est une opération de "luxation" des cerveaux de la petite bourgeoisie dans l'intérêt de ses pires ennemis. Ainsi, le grand capital ruine d'abord les classes moyennes puis, à l'aide de ses mercenaires, les démagogues fascistes, il tourne contre le prolétariat la petite bourgeoisie sombrant dans le désespoir. Ce n'est que par de tels procédés de brigand que le régime bourgeois parvient encore à se maintenir Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce qu'il soit renversé par la révolution prolétarienne.

LE COMMENCEMENT DU BONAPARTISME EN FRANCE.

En France, le mouvement de la démocratie au fascisme n'en est encore qu'à la première étape. Le Parlement existe toujours, mais il n'a plus ses pouvoirs d'autrefois et ne les recouvrera jamais. Morte de peur, la majorité des députés, après le 6 février, a appelé au pouvoir Doumergue, le sauveur, l'arbitre. Son gouvernement se tient au-dessus du Parlement : il s'appuie non sur la majorité "démocratiquement " élue, mais directement et immédiatement sur l'appareil bureaucratique, sur la police et sur l'armée. C'est précisément pourquoi Doumergue ne peut souffrir aucune liberté pour les fonctionnaires et pour les serviteurs de l'État en général. Il lui faut un appareil bureaucratique docile et discipliné, au sommet duquel il puisse se tenir sans danger. La majorité des députés est contrainte de s'incliner devant Doumergue parce qu'elle a peur des fascistes et du "front commun". On écrit beaucoup actuellement sur la "réforme" prochaine de la Constitution, sur le droit de dissoudre la Chambre, etc. Ces questions n'ont qu'un intérêt juridique car, politiquement, la question est déjà résolue. La réforme s'est accomplie sans voyage à Versailles. L'apparition sur l'arène des bandes fascistes armées a donné aux agents du grand capital la possibilité de s'élever au-dessus du Parlement. C'est en cela que consiste maintenant l'essence de la Constitution française, tout le reste n'est qu'illusions, phrases ou tromperie consciente.

Le rôle de Doumergue actuellement -ou de ses éventuels successeurs, comme le **maréchal Pétain** ou Tardieu- ne constitue pas un phénomène nouveau. Dans d'autres conditions, Napoléon 1er et Napoléon III jouèrent un rôle analogue. L'essence du bonapartisme consiste en ce que s'appuyant sur la lutte de deux camps, il "sauve" la "nation" par une dictature bureaucratique-militaire. Napoléon 1er représente le bonapartisme de la jeunesse impétueuse de la société bourgeoise. Le bonapartisme de Napoléon III est celui de l'époque où la calvitie apparaît déjà sur le crâne de la bourgeoisie. En la personne de Doumergue, nous avons le bonapartisme sénile de l'époque du déclin capitaliste. Le gouvernement Doumergue est le premier degré du passage du parlementarisme au bonapartisme. Pour maintenir son équilibre, il lui faut à sa droite les bandes fascistes et autres qui l'ont porté au pouvoir. Réclamer de lui qu'il dissolve-non sur le papier, mais dans la réalité-les Jeunesses patriotes, les Croix de feu les Camelots du roi et autres, c'est réclamer qu'il coupe la branche sur laquelle il se tient. Des oscillations temporaires d'un côté ou de l'autre restent, bien entendu, possibles. Ainsi une offensive prématurée du fascisme pourrait provoquer dans les sommets gouvernementaux un écart "à gauche" : Doumergue ferait place, pour un temps, non à Tardieu, mais à Herriot. Mais il n'est d'abord pas dit que les fascistes feront une tentative prématurée, et ensuite un écart temporaire à gauche dans les sommets ne modifierait pas la direction générale du développement, et hâterait plutôt le dénouement. Il n'existe aucune voie pour retourner à la démocratie pacifique. Le développement conduit inévitablement, infailliblement, à un conflit entre le prolétariat et le fascisme.

LE BONAPARTISME SERA-T-IL DE LONGUE DUREE ?

Combien de temps l'actuel régime bonapartiste de transition peut-il se maintenir ? En d'autres termes, combien de temps reste-t-il au prolétariat pour se préparer au combat décisif ? Il est naturellement impossible de répondre avec précision à cette question. On peut cependant établir quelques données qui permettent d'évaluer la vitesse du développement du processus d'ensemble. L'élément le plus important pour cette estimation est le sort à venir du parti radical.

Le bonapartisme actuel, nous l'avons dit, est apparu dans les conditions du début d'une guerre civile entre les camps politiques extrêmes. Son principal appui matériel, il le trouve dans la police et dans l'armée. Mais il a aussi un appui à gauche : le parti radical-socialiste. La base de masse de ce parti est constituée par la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. Les sommets en sont formés par les agents "démocratiques" de la grande bourgeoisie qui, de loin en loin, ont donné au peuple de petites réformes et le plus souvent des phrases démocratiques, l'ont sauvé chaque jour-en paroles-de la réaction et du cléricalisme, mais, dans toutes les questions importantes, ont fait la politique du grand capital. Sous la menace du fascisme, et plus encore du prolétariat, les radicaux-socialistes ont été contraints de passer du camp de la "démocratie" parlementaire dans celui du bonapartisme. Comme le chameau sous le fouet du chamelier le radicalisme s'est mis sur ses quatre genoux, afin de permettre à la réaction capitaliste de s'asseoir entre ses bosses. Sans le soutien politique des radicaux, le gouvernement Doumergue serait actuellement impossible.

Si l'on compare l'évolution politique de la France à celle de l'Allemagne, le gouvernement Doumergue et ses successeurs éventuels correspondent aux gouvernements Brüning, Von Papen, Von Schleicher, qui comblèrent l'intervalle entre la démocratie de Weimar et Hitler. Il y a pourtant une différence qui, politiquement, peut revêtir une énorme importance. Le bonapartisme allemand est entré en scène au moment où les partis démocratiques avaient fondu, alors que les nazis grandissaient avec une force prodigieuse. Les trois gouvernements "bonapartistes" d'Allemagne, du fait de la faiblesse de leurs bases politiques propres, se trouvaient en équilibre sur une corde raide tendue au-dessus de l'abîme qui séparait les deux camps hostiles du prolétariat et du fascisme. Ils tombèrent tous trois très vite. Le camp du prolétariat était alors divisé, non préparé à la lutte, désorienté et trahi par ses chefs. Les nazis purent prendre le pouvoir pratiquement sans combat.

Le fascisme français ne représente pas encore aujourd'hui une force de masse. En revanche, le bonapartisme a un appui, certes pas très sûr ni très stable, mais un appui de masse dans la personne des radicaux. Entre ces deux faits existe un lien interne. Par le caractère social de sa base, le radicalisme est un parti de la petite bourgeoisie. Or le fascisme ne peut devenir une force de masse qu'en conquérant la petite bourgeoisie. En d'autres termes : en France, *le fascisme peut se développer avant tout aux dépens des radicaux.* Ce processus est déjà en train de se produire, mais il n'en est encore qu'à son début.

LE ROLE DU PARTI RADICAL

Les dernières élections cantonales ont donné les résultats qu'on pouvait et devait en attendre : les flancs, c'est-à-dire les réactionnaires et le bloc ouvrier, ont gagné, et le centre, c'est-à-dire les radicaux, a perdu. Mais gains et pertes sont encore infimes. S'il s'était agi d'élections législatives, ces phénomènes auraient pris, à n'en pas douter, une plus grande ampleur. Les déplacements qui se sont marqués n'ont pas pour nous d'importance en eux-mêmes, mais comme symptômes des changements qui se produisent dans la conscience des masses. Ils montrent que le centre petit-bourgeois a déjà commencé à fondre au profit des deux extrêmes. Cela signifie que ce qui subsiste du régime parlementaire va être de plus en plus rongé : les extrêmes vont grandir et les heurts entre eux approchent. Il n'est pas difficile de comprendre que c'est là un processus inévitable.

Le parti radical est le parti à l'aide duquel la grande bourgeoisie entretenait les espoirs de la petite bourgeoisie en une amélioration progressive et pacifique de sa situation. Les radicaux n'ont pu jouer ce rôle qu'aussi longtemps que la situation économique de la petite bourgeoisie restait supportable, qu'elle n'était pas véritablement ruinée, qu'elle gardait espoir en l'avenir. Le programme des radicaux a toujours été, certes, un simple chiffon de papier. Ils n'ont accompli et ne pouvaient accomplir aucune réforme sociale sérieuse en faveur des travailleurs: la grande bourgeoisie qui détient tous les véritables leviers du pouvoir, les banques et la Bourse, la grande presse, les hauts fonctionnaires, la diplomatie, l'État-major, ne le leur eût pas permis. Mais ils obtenaient de temps à autre, en faveur de leur clientèle, surtout en province, quelques petites aumônes et entretenaient par-là les illusions des masses populaires. Ainsi en allait-il jusqu'à la dernière crise. Actuellement, il devient clair, même pour le paysan le plus arriéré, qu'il ne s'agit

pas d'une crise ordinaire passagère comme il y en eut un certain nombre avant la guerre, mais d'une crise de l'ensemble du système social. Il faut des mesures hardies et décisives. Lesquelles ? Le paysan ne le sait pas. Personne ne le lui a dit comme il eût fallu le lui dire.

Le capitalisme a porté les moyens de production à un niveau tel qu'ils se sont trouvés paralysés par la misère des masses populaires qu'il a ruinées. De ce fait, tout le système est entré dans une période de décadence, de décomposition, de pourriture. Non seulement le capitalisme ne peut pas donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même de simples petites aumônes, mais encore il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée aujourd'hui dans l'ère de "**contre-réformes**" économiques et politiques. La politique de spoliation d'étouffement des masses n'est pas le fruit des caprices de la réaction mais résulte de la décomposition du système capitaliste.

C'est là le fait fondamental et tout ouvrier doit le comprendre s'il ne veut pas être dupé par des phrases creuses. C'est précisément pourquoi les partis démocratiques se décomposent et perdent l'un après l'autre leurs forces, dans l'Europe entière. Le même sort attend les radicaux français. Seuls des gens sans cervelle peuvent penser que la capitulation de Daladier ou la servilité d'Herriot devant la pire réaction résultent de causes fortuites ou temporaires ou du manque de caractère de ces deux lamentables chefs. Non ! Les grands phénomènes politiques ont toujours de profondes racines sociales. La décadence des partis démocratiques est un phénomène universel dont les causes sont dans la décadence du capitalisme lui-même. La grande bourgeoisie dit aux radicaux : "Maintenant, ce n'est plus le moment plaisanter ! Si vous ne cessez pas de faire des coquetteries aux socialistes et de flirter avec le peuple en lui promettant monts et merveilles, alors j'appelle les fascistes. Comprenez bien que le 6 février ne fut qu'un premier avertissement !" Après quoi, le chameau radical se met sur ses quatre genoux : il ne lui reste rien d'autre à faire.

Mais le radicalisme ne se sauvera pas sur cette voie. Liant son sort aux yeux de tout le peuple, à celui de la réaction, il abrège inévitablement sa carrière. La perte de voix et de mandats qu'il a subie aux cantonal n'est qu'un commencement. Le processus d'effondrement du parti radical s'accélérera de plus en plus. Toute la question est de savoir en faveur de qui, de la révolution prolétarienne ou du fascisme, se fera cet effondrement inévitable.

Qui présentera le premier, le plus largement, le plus hardiment, aux classes moyennes, le programme le plus convaincant et c'est là le plus important-saura conquérir leur confiance en leur montrant en paroles et en faits qu'il est capable de briser tous les obstacles sur la voie d'un avenir meilleur le socialisme révolutionnaire ou la réaction fasciste ? De cette question dépend le sort de la France, pour de nombreuses années. Non seulement de la France, mais de toute l'Europe. Non seulement de l'Europe mais du monde entier.

LES "CLASSES MOYENNES", LE PARTI RADICAL ET LE FASCISME.

Depuis la victoire des nazis en Allemagne, on fait dans les partis et les groupes de "gauche" beaucoup de discours sur la nécessité d'être proches des "classes moyennes" afin de barrer la route au fascisme. La fraction Renaudel et Cie s'est séparée du parti socialiste avec cet objectif particulier de se rapprocher des radicaux².

Il ne faut pas en conclure que la classe ouvrière doit tourner le dos à la petite bourgeoisie et la laisser à son malheur. Non, se rapprocher des paysans et des petites gens des villes, les attirer de notre côté, c'est la condition nécessaire du succès de la lutte contre le fascisme, pour ne pas parler de la conquête du pouvoir. Il faut seulement poser correctement le problème. Mais, pour cela, il faut comprendre clairement la nature des "**classes moyennes**".

Rien n'est plus dangereux en politique, surtout dans une période critique, que de répéter des formules générales sans examiner le contenu social qu'elles recouvrent.

² Fraction dite "néo-socialiste" animée surtout par Marcel Déat (qui devint ensuite ministre de Pétain) et Adrien Marquet]. Mais à l'heure même où Renaudel, qui vit encore sur les idées de 1848, tendait les deux mains à Herriot, ce dernier avait les deux mains prises, l'une par Tardieu, l'autre par Louis Marin [Représentant à la Chambre de la "droite classique"]

La société contemporaine se compose de **trois classes** :

La grande bourgeoisie, le prolétariat et les classes moyennes, ou petite bourgeoisie.

Les relations entre ces trois classes déterminent en fin de compte la situation politique. Les classes fondamentales sont la grande bourgeoisie et le prolétariat. Seules ces deux classes peuvent avoir une politique indépendante, claire et conséquente. La petite bourgeoisie est caractérisée par sa dépendance économique et son hétérogénéité sociale. Sa couche supérieure touche directement la grande bourgeoisie. Sa couche inférieure se fond avec le prolétariat et tombe même dans le lumpenprolétariat. Conformément à sa situation économique, la petite bourgeoisie ne peut avoir de politique indépendante. Elle oscille constamment entre les capitalistes et les ouvriers. Sa propre couche supérieure la pousse à droite ; ses couches inférieures, opprimées et exploitées sont capables, dans certaines conditions, de tourner brusquement à gauche.

Ce sont ces relations contradictoires entre les différentes couches des classes moyennes qui ont toujours déterminé la politique confuse et inconsistante des radicaux, leurs hésitations entre le Cartel et les socialistes, pour calmer la base, et le Bloc national avec la réaction capitaliste, pour sauver la bourgeoisie. La décomposition définitive du radicalisme commence au moment où la grande bourgeoisie, qui est elle-même dans l'impasse, ne lui permet plus d'osciller³. La petite bourgeoisie, incarnée par les masses ruinées des villes et des campagnes, commence à perdre patience. Elle prend une attitude de plus en plus hostile à sa propre couche supérieure : elle se convainc en fait de l'inconsistance et de la perfidie de sa direction politique. Le paysan pauvre, l'artisan, le petit commerçant se convainquent qu'un abîme les sépare de tous ces maires, ces avocats, ces arrivistes politiques du genre Herriot, Daladier, Chautemps, qui, par leur mode de vie et leurs conceptions, sont de grands bourgeois. C'est précisément cette désillusion de la petite bourgeoisie, son impatience et son désespoir que le fascisme exploite. Ses agitateurs stigmatisent et maudissent la démocratie parlementaire qui épaula les carriéristes et les staviskrates, mais ne donne rien aux petits travailleurs. Ces démagogues brandissent le poing contre les banquiers, les gros commerçants, les capitalistes. Ces paroles et ces gestes répondent pleinement aux sentiments des petits propriétaires qui se sentent dans l'impasse. Les fascistes montrent de l'audace, descendent dans la rue, s'attaquent à la police, tentent de chasser le Parlement par la force. Cela en impose au petit bourgeois qui sombrait dans le désespoir. Il se dit :

"Les radicaux, parmi lesquels Il y a trop de coquins, se sont vendus définitivement aux banquiers ; les socialistes promettent depuis longtemps d'anéantir l'exploitation, mais ils ne passent jamais des paroles aux actes ; les communistes, on n'y peut rien comprendre : aujourd'hui c'est une chose, demain c'en est une autre ; il faut voir si les fascistes ne peuvent pas apporter le salut."

LE PASSAGE DES CLASSES MOYENNES DANS LE CAMP DU FASCISME EST-IL INEVITABLE?

Renaudel, Frossard et leurs semblables s'imaginent que la petite bourgeoisie est avant tout attachée à la démocratie, et que c'est précisément pourquoi il faut s'allier aux radicaux ! Quelle monstrueuse aberration ! La démocratie n'est qu'une forme politique. La petite bourgeoisie ne se soucie pas de la coquille, mais du fruit. Que la démocratie se révèle impuissante, et au diable la démocratie ! Ainsi raisonne ou réagit chaque petit bourgeois. C'est dans la révolte grandissante des couches inférieures de la petite bourgeoisie contre ses couches supérieures, "instruites", municipales, cantonales, parlementaires, que se trouve la source politique et socialiste principale du fascisme. Il faut y ajouter la haine de la jeunesse intellectuelle, écrasée par la crise, pour les avocats, les professeurs, les députés et les ministres parvenus : les intellectuels petits-bourgeois

³ Édouard Herriot avait été successivement président du Conseil du gouvernement de Cartel des gauches, puis ministre d'État dans le gouvernement Poincaré d'Union nationale.

inférieurs se rebellent eux aussi contre leurs supérieurs. Cela signifie-t-il que le passage de la petite bourgeoisie sur la voie du fascisme soit inéluctable ? Non, une telle conclusion relèverait d'un honteux fatalisme. Ce qui est réellement inéluctable, c'est la fin du radicalisme et de tous les groupements politique qui lient leur sort au sien Dans les conditions de la décadence capitaliste, il ne reste plus de place pour un parti de réformes démocratiques et de progrès "pacifique" Quelle que soit la voie par laquelle doive passer le développement à venir de la France, le radicalisme disparaîtra de toute façon de la scène, rejeté et honni par la petite bourgeoisie qu'il a définitivement trahie. Que notre prédiction réponde à la réalité, tout ouvrier conscient s'en convaincra dès maintenant sur la base des faits et de l'expérience quotidienne. De nouvelles élections apporteront aux radicaux de nouvelles défaites. Les unes après les autres, des couches vont se séparer d'eux, les masses populaires en bas, les groupes de carriéristes effrayés en haut. Des départs, des scissions, des trahisons vont se succéder sans interruption. Aucune manœuvre et aucun bloc ne pourront sauver le parti radical. Il entraînera avec lui dans l'abîme le "parti" de Renaudel, Déat et Cie. La fin du parti radical est le résultat inévitable du fait que la société bourgeoise ne peut plus résoudre ses difficultés par les méthodes prétendues démocratiques. La scission entre la base de la petite bourgeoisie et ses sommets est inévitable.

Mais cela ne signifie pas du tout que les masses qui suivent le radicalisme doivent inévitablement reporter leurs espoirs sur le fascisme. Certes, la partie la plus démoralisée, la plus déclassée et la plus avide de la jeunesse des classes moyennes a déjà fixé son choix dans cette direction. C'est dans ce réservoir que puisent surtout les bandes fascistes. Mais les lourdes masses petites-bourgeoises des villes et des campagnes n'ont pas encore choisi. Elles hésitent devant une grave décision. C'est précisément parce qu'elles hésitent qu'elles continuent encore, mais déjà sans avoir confiance, à voter pour les radicaux. Ces hésitations, cette irrésolution ne dureront pourtant pas des années, mais seulement des mois. Le développement politique va prendre, dans la période qui vient, un rythme fébrile. La petite bourgeoisie ne repoussera la démagogie du fascisme que si elle a foi dans une autre voie. L'autre voie, c'est la révolution prolétarienne.

EST-IL VRAI QUE LA PETITE BOURGEOISIE CRAIGNE LA REVOLUTION ?

Les routiniers du Parlement, qui croient bien connaître le peuple, aiment à répéter : "il ne faut pas effrayer les classes moyennes avec la révolution, car elles n'aiment pas les extrêmes". Sous cette forme générale, cette affirmation est absolument fausse. Naturellement, le petit propriétaire tient à l'ordre tant que ses affaires vont bien et aussi longtemps qu'il espère qu'elles iront encore mieux le lendemain. Mais quand cet espoir est perdu, Il se met facilement en rage, prêt à se livrer aux moyens les plus extrêmes. Sinon, comment aurait pu renverser l'État démocratique et amener le fascisme au pouvoir en Italie et en Allemagne ? Les petites gens désespérés voient avant tout dans le fascisme une force qui combat contre le grand capital et croient qu'à la différence des partis ouvriers qui travaillent seulement de la langue, le fascisme, lui, se servira de ses poings pour établir plus de "justice". Le paysan et l'artisan sont à leur manière des réalistes : ils comprennent qu'on ne pourra pas se passer des poings. Il est faux, trois fois faux, d'affirmer que la petite bourgeoisie actuelle ne se tourne pas vers les partis ouvriers parce qu'elle craint les "mesures extrêmes". Bien au contraire. La couche inférieure de la petite bourgeoisie, ses grandes masses ne croient pas à la force des partis ouvriers, ne les croient pas capables de lutter, ni prêts cette fois à mener la bataille jusqu'au bout. S'il en est ainsi, vaut-il la peine de remplacer le radicalisme par ses confrères parlementaires de gauche ? Voilà comment raisonne ou réagit le propriétaire à demi exproprié, ruiné et révolté. Faute de comprendre cette psychologie des paysans, des artisans, des employés, des petits fonctionnaires- psychologie qui découlent de la crise sociale-, il est impossible d'élaborer une politique juste.

La petite bourgeoisie est économiquement dépendante et politiquement morcelée. C'est pourquoi elle ne peut avoir une politique propre. Elle a besoin d'un "chef" qui lui inspire confiance. Ce chef, individuel ou collectif, individu ou parti, peut lui être donné par l'une ou l'autre des deux classes fondamentales, soit par la grande bourgeoisie, soit par le prolétariat. Le fascisme unit et arme les masses disséminées ; d'une "poussière humaine» selon notre expression-il fait des détachements de combat. Il donne ainsi à la petite bourgeoisie l'illusion d'être une force

indépendante. Elle commence à s'imaginer qu'elle commandera réellement à l'État. Rien d'étonnant à ce que ces espoirs et ces illusions lui montent à la tête.

Mais la petite bourgeoisie peut aussi trouver son chef dans la personne du prolétariat. Elle l'a trouvé en Russie, partiellement en Espagne. Elle y tendit en Italie, en Allemagne et en Autriche. Malheureusement les partis du prolétariat ne s'y montrèrent pas à la hauteur de leur tâche historique. Pour gagner la petite bourgeoisie, le prolétariat doit conquérir sa confiance. Il faut pour cela qu'il ait lui-même confiance en sa propre force. Il lui faut un programme d'action clair et une détermination à lutter pour le pouvoir par tous les moyens. Soudé par son parti révolutionnaire, pour une lutte décisive et impitoyable, le prolétariat dit aux paysans et aux petites gens des villes : "Je lutte pour le pouvoir. Voici mon programme : je suis prêt à m'entendre avec vous pour en modifier tel ou tel point. Je n'emploierai la force que contre le grand capital et ses laquais ; avec vous, travailleurs, je veux conclure une alliance sur la base d'un programme donné." Un tel langage, le paysan le comprendra. Il suffit qu'il ait confiance dans la capacité du prolétariat de s'emparer du pouvoir. Mais il faut pour cela épurer le Front unique de toute équivoque, de toute indécision, de toutes les phrases creuses : il faut comprendre la situation et se mettre sérieusement sur la voie de la lutte révolutionnaire.

UNE ALLIANCE AVEC LES RADICAUX SERAIT UNE ALLIANCE CONTRE LES CLASSES MOYENNES.

Renaudel, Frossard et leurs semblables s'imaginent sérieusement qu'une alliance avec les radicaux est une alliance avec les classes moyennes et, par conséquent, une barrière contre le fascisme. Ces gens ne voient que les ombres parlementaires. Ils ignorent l'évolution réelle des masses et se tournent vers le parti radical qui se survit, alors que celui-ci leur a entre-temps tourné le dos. Ils pensent qu'à une époque de grande crise sociale une alliance des classes mises en mouvement peut être remplacée par un bloc avec une clique parlementaire compromise et vouée à sa perte. Une véritable alliance du prolétariat et des classes moyennes n'est pas une question de statique parlementaire, mais de dynamique révolutionnaire. Cette alliance, il faut la créer, la forger dans la lutte.

Le fond de la situation politique actuelle réside dans le fait que la petite bourgeoisie désespérée commence à se débarrasser du joug de la discipline parlementaire et de la tutelle de la clique "radicale" conservatrice, qui a toujours trompé le peuple et l'a maintenant définitivement trahi. Se lier aux radicaux dans une telle situation signifie se vouer au mépris des masses et pousser la petite bourgeoisie dans les bras du fascisme en qui elle verra son unique sauveur.

Le parti ouvrier ne doit pas s'occuper d'une tentative sans espoir pour sauver le parti des faillis ; il doit au contraire accélérer de toutes ses forces le processus par lequel les masses s'affranchissent de l'emprise radicale. Plus il mettra dans ce travail de zèle et de hardiesse, plus vite il préparera la véritable alliance de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie. Il faut prendre les classes dans leur mouvement, se régler sur leur tête et non sur leur queue. Malheur à qui reste sur place !

Quand Frossard dénie au parti socialiste le droit de démasquer, d'affaiblir, de décomposer le parti radical, il agit en radical conservateur, non en socialiste. Seul à le droit d'exister historiquement le parti qui croit en son programme et s'efforce de rassembler sous son drapeau le peuple entier. Sinon, il ne peut être un parti historique, mais une simple coterie parlementaire, une clique de carriéristes. C'est non seulement le droit, mais le devoir élémentaire du prolétariat que d'affranchir les masses travailleuses de la funeste influence de la bourgeoisie. Cette tâche historique revêt actuellement une particulière importance, car les radicaux s'efforcent plus que jamais de couvrir le travail de la réaction, endorment et trompent le peuple, et préparent ainsi la victoire du, fascisme. Les radicaux de gauche ? Mais ils capitulent aussi fatalement devant Herriot qu'Herriot devant Tardieu.

Frossard veut espérer que l'alliance des socialistes avec les radicaux aboutira à un gouvernement "de gauche", qui dissoudra les organisations fascistes et sauvera la République. Il est difficile d'imaginer amalgame plus monstrueux d'illusions démocratiques et de cynisme

policier. Quand nous disons qu'il faut une milice du peuple, Frossard et ses semblables objectent : "*Contre le fascisme, il faut lutter non avec des moyens physiques, mais sur le plan idéologique.*" Quand nous disons : seule une mobilisation révolutionnaire hardie des masses, qui n'est possible que par une lutte contre le radicalisme, est capable de miner le terrain sous les pieds du fascisme, les mêmes nous répliquent : "*Non, seule peut nous sauver la police du gouvernement Daladier-Frossard.*"

Pitoyable bredouille ! Les radicaux ont détenu le pouvoir et, s'ils ont consenti à le céder à Doumergue, ce n'est pas parce qu'il leur manquait l'aide de Frossard, mais parce qu'ils craignaient le fascisme, parce qu'ils craignaient la grande bourgeoisie qui les menaçait de rasoirs royalistes, parce qu'ils craignaient plus encore le prolétariat qui commençait à se dresser contre le fascisme. Pour comble de scandale, c'est Frossard lui-même qui, effrayé de l'effroi des radicaux, conseilla à Daladier de capituler ! Si l'on admet un instant-hypothèse manifestement invraisemblable-que les radicaux aient consenti à rompre l'alliance avec Doumergue pour s'allier avec Frossard, les bandes fascistes, en collaboration directe cette fois avec la police, seraient descendues trois fois plus nombreuses dans la rue, et les radicaux, avec Frossard ! Se seraient fourrés sous les tables ou dans les réduits les plus secrets de leurs ministères.

Faisons pourtant une autre hypothèse, non moins fantastique : imaginons que la police de Daladier-Frossard "désarme" les fascistes. La question est-elle résolue ? Qui désarmera la même police qui, de la main droite rendrait aux fascistes ce qu'elle leur aurait pris de la gauche ? La comédie du désarmement par la police n'aurait fait qu'accroître l'autorité des fascistes qui auraient fait figure de véritables combattants contre l'État capitaliste. On ne peut porter de coups réels aux bandes fascistes que dans la mesure où elles sont, en même temps, politiquement isolées. Un éventuel gouvernement Daladier-Frossard ne donnerait rien, ni aux ouvriers, ni aux masses petites-bourgeoises, car il ne pourrait attenter aux fondements de la propriété privée. Et sans expropriation des banques, des grandes entreprises commerciales, des industries clés, des transports, sans monopole du commerce extérieur et sans une série d'autres mesures profondes, il n'est nullement possible de venir en aide au paysan, à l'artisan, au petit commerçant. Par sa passivité, son impuissance, ses mensonges, le gouvernement Daladier-Frossard provoquerait une tempête de révolte dans la petite bourgeoisie et la pousserait définitivement dans la voie du fascisme si... si ce gouvernement était possible.

Il faut pourtant reconnaître que Frossard n'est pas seul. Le même 24 octobre où le modéré Zyromski intervenait dans *le Populaire* contre la tentative de Frossard de faire revivre le Cartel, Cachin intervenait dans *l'Humanité* pour défendre l'idée d'un bloc avec les radicaux-socialistes ! Lui, Cachin, saluait avec enthousiasme le fait que les radicaux s'étaient prononcés pour le "désarmement" des fascistes. Certes, les radicaux se sont prononcés pour le désarmement de tous, organisations ouvrières comprises. Certes, dans les mains de l'État bonapartiste, une telle mesure serait surtout dirigée contre les ouvriers. Certes, les fascistes "désarmés" recevraient le lendemain, et non sans l'aide de la police, deux fois plus d'armes. Mais à quoi bon se faire du souci par de sombres réflexions ? Tout homme a besoin d'espoir. Et voilà Cachin qui s'en va sur les traces de Wels et d'Otto Bauer, lesquels attendirent, eux aussi, en leur temps, le salut d'un désarmement effectué par les polices de Brüning et de Dollfuss. Opérant un tournant à 180 degrés, Cachin identifie les radicaux aux classes moyennes. Les paysans opprimés ? Il ne les voit qu'à travers le prisme du radicalisme. L'alliance avec les petits propriétaires travailleurs ? Il ne se la représente que sous la forme d'un bloc avec les affairistes parlementaires qui commencent enfin à perdre la confiance des petits propriétaires. Au lieu de nourrir et d'attiser la révolte naissante du paysan et de l'artisan contre les exploiters "démocratiques" et de la diriger sur la voie d'une alliance avec le prolétariat, Cachin s'apprête à soutenir les banqueroutiers radicaux de l'autorité du "front commun" et à pousser ainsi dans la voie du fascisme la révolte des couches inférieures de la petite bourgeoisie⁴.

⁴ Le 10 octobre, au meeting de Bullier, Thorez prit position en faveur "d'un vaste rassemblement populaire". À partir du 22 octobre, Cachin, dans *L'Humanité*, reprend systématiquement dans les titres l'expression "Front populaire" dont Thorez, le 24

En matière de politique révolutionnaire, la nonchalance théorique se paie toujours cruellement. L'"antifascisme" comme le "fascisme" ne sont pas pour les staliniens des conceptions concrètes, mais seulement des sacs vides dans lesquels ils fourrent tout ce qui leur tombe sous la main. Doumergue, pour eux, est un fasciste, comme l'était auparavant Daladier. En fait, Doumergue exploite pour les capitalistes l'aile fascisante de la petite bourgeoisie radicale. Les deux systèmes se combinent actuellement dans le régime bonapartiste. Doumergue est aussi, à sa manière, un "antifasciste", car il préfère une dictature "paisible", militaire et policière, du grand capital à une guerre civile à l'issue toujours incertaine. Par frayeur devant le fascisme et plus encore devant le prolétariat, l'"antifasciste" Daladier s'est allié à Doumergue. Mais le régime de Doumergue ne se conçoit pas sans l'existence des bandes fascistes. L'analyse marxiste élémentaire démontre ainsi la complète inconsistance de l'idée de l'alliance avec les radicaux contre le fascisme ! Les radicaux eux-mêmes prennent soin de souligner combien fantastiques et réactionnaires sont les chimères politiques de Frossard et de Cachin

L'ARMEMENT DU PROLETARIAT

On ne peut concevoir une grève sans propagande et sans agitation. On ne peut non plus la concevoir sans piquets de grève qui, quand ils le peuvent, agissent par la persuasion mais, quand ils y sont contraints, recourent à la force physique. La grève est en effet la forme la plus élémentaire de la lutte de classes, qui combine toujours, selon des proportions diverses, les procédés "idéologiques" et les procédés physiques. La lutte contre le fascisme est, dans son essence, une lutte politique, qui a pourtant besoin de milice comme la grève a besoin de piquets. Au fond, le piquet est l'embryon de la milice ouvrière. Celui qui pense qu'il faut renoncer à la lutte physique doit renoncer tout simplement à la lutte, car l'esprit ne vit pas sans la chair.

Suivant la magnifique expression du théoricien militaire Clausewitz, la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Cette définition convient également pleinement à la guerre civile. La lutte physique n'est qu'un "autre moyen" de la lutte politique. Il est impossible de les opposer l'une à l'autre, car il est impossible d'arrêter à volonté la lutte politique lorsque, sous le poids des nécessités internes, elle se transforme en lutte physique. Le devoir d'un parti révolutionnaire est de prévoir l'inéluctabilité de la transformation de la lutte politique en conflit armé déclaré et de se préparer de toutes ses forces pour ce moment, comme s'y préparent les classes dominantes.

Les détachements de la milice pour la défense contre le fascisme sont les premiers pas sur la voie de l'armement du prolétariat, et non le dernier. Notre mot d'ordre est : *Armement du prolétariat et des paysans révolutionnaires !* La milice du peuple doit, en fin de compte, embrasser tous les leurs. On ne pourra remplir *complètement* ce programme que dans le cadre de l'État ouvrier, entre les mains de qui passeront tous les moyens de production, et par conséquent aussi tous les moyens de destruction, tous les armements et les usines qui les produisent.

Il est pourtant impossible de parvenir à l'État ouvrier les mains vides. D'une voie pacifique, constitutionnelle vers le socialisme, ne peuvent parler aujourd'hui que des invalides politiques dans le genre de Renaudel. La voie constitutionnelle est coupée par les tranchées qu'occupent les bandes fascistes. Elles sont nombreuses devant nous. La bourgeoisie ne reculera pas devant une douzaine de coups d'état, avec l'aide de la police et de l'armée, pour empêcher le prolétariat de s'emparer du pouvoir. Un État ouvrier socialiste ne peut être créé autrement que par une révolution victorieuse. Toute révolution est préparée par la marche du développement économique et politique, mais se décide toujours en fin de compte par des conflits armés et déclarés entre les classes hostiles. Une victoire révolutionnaire n'est possible qu'à la suite d'une longue agitation politique, d'un long travail d'éducation, d'une organisation des masses. Mais le conflit armé lui-même doit également être préparé longtemps à l'avance. Les ouvriers doivent savoir qu'il leur faudra se battre dans une lutte à mort. Ils doivent vouloir des armes, comme gage

octobre, à Nantes, précise qu'il doit englober "les groupements radicaux hostiles à la réaction". Le Front populaire sera finalement conclu avec ces derniers sur leur programme.

de leur affranchissement. Dans une époque aussi critique que l'époque actuelle le parti de la révolution doit prêcher inlassablement aux ouvriers la nécessité de s'armer, et il doit tout faire pour assurer l'armement d'au moins l'avant garde prolétarienne. Sans cette condition, il n'est pas de victoire possible.

"Mais où donc prendrez-vous des armes pour tout le prolétariat ?" objectent de nouveau les sceptiques qui prennent leur propre inconsistance pour une impossibilité objective. Ils oublient que la même question s'est posée, tout au long de l'histoire, à toutes les révolutions. Et pourtant, les révolutions victorieuses jalonnent d'importantes étapes dans le développement de l'humanité

Le prolétariat produit les armes, les transporte construit dépôts et casernes où elles sont entreposées, les défend contre lui-même, sert dans l'armée et produit tout son équipement. Ce ne sont ni des serrures ni des murs qui séparent les armes du prolétariat, mais l'habitude de la soumission, l'hypnose de la domination de classe, le poison du nationalisme. Il suffit de détruire ces murs psychologiques et aucun mur de pierre ne résistera. Il suffit que le prolétariat veuille des armes, et il les trouvera. La tâche du parti révolutionnaire est d'éveiller en lui cette volonté et de faciliter sa réalisation.

Mais voilà que Frossard et des centaines de parlementaires, de journalistes et de fonctionnaires syndicaux apeurés lancent leur dernier argument, le plus pesant :

"Des gens sérieux peuvent-ils de façon générale placer leurs espoirs dans les succès de la lutte physique, après les tragiques expériences récentes d'Autriche et d'Espagne ? Songez à la technique actuelle : des tanks ! Des gaz ! Des avions !"

Cet argument démontre seulement que des "gens sérieux" non seulement ne veulent rien apprendre, mais que la peur leur fait oublier jusqu'au peu qu'ils ont autrefois appris. L'histoire de ces vingt dernières années démontre très clairement que les problèmes fondamentaux, dans les relations entre les classes, se résolvent par la force. Les pacifiques ont longtemps espéré que les progrès de la technique militaire rendraient la guerre impossible. Les philistins, depuis des dizaines d'années, ont répété que les progrès de la technique militaire rendraient la révolution impossible. Pourtant, les guerres et les révolutions vont leur train. Jamais il n'y a eu autant de révolutions, y compris victorieuses, que depuis la dernière guerre où précisément est apparue la puissance de la technique militaire.

En fait de nouveautés, Frossard et Cie présentent de vieux clichés : simplement, au lieu des fusils à répétition et des mitrailleuses, ils évoquent les tanks et les bombardiers. Nous répondons que derrière chaque machine il y a des hommes et que ces hommes ne sont pas seulement des instruments techniques, mais qu'ils ont aussi des liens sociaux et politiques. Quand le développement historique pose devant la société, comme une question de vie ou de mort, une tâche révolutionnaire inéluctable, quand il existe une classe progressive, à la victoire de laquelle est lié le salut de la société, la marche même de la lutte politique lui ouvre les possibilités les plus diverses: tantôt paralyser la force militaire de l'ennemi, tantôt s'en emparer, au moins partiellement. Pour la conscience d'un philistin, ce sont toujours des succès fortuits, dus au hasard, et qui ne se répéteront plus jamais. En fait, au cours de combinaisons les plus inattendues, mais au fond parfaitement naturelles, des possibilités de toute sorte s'ouvrent dans toute grande révolution véritablement populaire. La victoire, malgré tout, ne vient pas toute seule. Pour pouvoir utiliser des possibilités favorables, il faut une volonté révolutionnaire, une ferme résolution de vaincre, une direction hardie et perspicace.

L'Humanité admet en paroles le mot d'ordre de l'"armement du prolétariat", mais seulement pour y renoncer en fait. Actuellement, dans la période présente, selon ce journal, il est inadmissible de lancer un mot d'ordre qui n'est opportun qu'"en pleine crise révolutionnaire". Il est ; dangereux de charger son fusil, dit le chasseur trop "prudent", tant que le gibier ne s'est pas montré. Mais quand le gibier se montre, il est un peu tard pour charger le fusil. Les stratèges de *L'Humanité* pensent-ils qu'"en pleine crise révolutionnaire" ils pourront sans préparation mobiliser et armer le prolétariat ? Pour se procurer beaucoup d'armes, il en faut au moins une

certaine quantité. Il faut des cadres militaires. Il faut le désir invincible des masses de s'emparer d'armes. Il faut un travail préparatoire ininterrompu, non seulement dans les salles de gymnastique, mais en liaison indissoluble avec la lutte quotidienne des masses. Cela veut dire : il faut immédiatement construire la milice et en même temps mener une propagande en faveur de l'armement général des ouvriers et des paysans révolutionnaires.

MAIS LES DEFAITES D'AUTRICHE ET D'ESPAGNE...

L'impuissance du parlementarisme dans les conditions de la crise de tout le système social du capitalisme est si évidente que les démocrates vulgaires, à l'intérieur du camp ouvrier, Renaudel, Frossard et leurs émules ne trouvent pas un seul argument pour défendre leurs préjugés pétrifiés. Ils brandissent donc d'autant plus volontiers tous les échecs et toutes les défaites subis sur la voie révolutionnaire. Leur démarche de pensée est la suivante : si le parlementarisme pur n'ouvre pas d'issue, il ne sort rien, non plus de meilleur de la lutte armée. Les défaites des insurrections prolétariennes d'Autriche et d'Espagne sont bien entendu devenues maintenant pour eux des arguments de choix. En fait, l'inconsistance théorique et politique de ces démocrates vulgaires apparaît encore plus clairement dans leur critique de la méthode révolutionnaire que dans leur défense des méthodes de la démocratie bourgeoise en train de pourrir.

Personne n'a dit que la méthode révolutionnaire assurait automatiquement la victoire. Ce qui décide, ce n'est pas la méthode en soi, mais sa juste application, l'orientation marxiste dans les événements, une puissante organisation, la confiance des masses conquises par une longue expérience, une direction perspicace et hardie. L'issue de tout combat dépend du moment et des conditions du conflit, du rapport de forces. Le marxisme est bien loin de penser que le conflit armé soit la seule méthode révolutionnaire, une sorte de panacée valable dans n'importe quelles conditions. Le marxisme en général ne connaît pas de fétiches, qu'ils soient parlement ou insurrection. Tout vient en son temps et à sa place. Mais ce que l'on peut affirmer pour commencer c'est que le prolétariat socialiste n'a nulle part ni jamais encore conquis le pouvoir par la voie parlementaire, et ne s'en est même jamais approché par cette méthode. Les gouvernements des Scheidemann, Hermann Müller, MacDonald n'avaient rien de commun avec le socialisme. La bourgeoisie n'a laissé venir au pouvoir les social-démocrates et les travaillistes qu'à la condition qu'ils défendent le capitalisme contre ses ennemis. Et ils ont scrupuleusement rempli cette condition. Le socialisme purement parlementaire, antirévolutionnaire, n'a nulle part ni jamais abouti à un gouvernement socialiste ; en revanche, il a réussi à former de méprisables renégats qui exploitèrent le parti ouvrier pour faire une carrière ministérielle : les Millerand, Briand, Viviani, Laval, Paul-Boncour, Marquet

L'expérience historique montre, d'autre part, que la méthode révolutionnaire peut mener à la conquête du pouvoir par le prolétariat : en Russie en 1917, en Allemagne et en Autriche en 1918, en Espagne en 1930. En Russie, il y avait un puissant parti bolchevique qui prépara la révolution pendant de longues années et sut s'emparer solidement du pouvoir. Les partis réformistes d'Allemagne, d'Autriche et d'Espagne ne préparèrent ni ne dirigèrent la révolution : ils la subirent. Effrayés par le pouvoir qui était tombé entre leurs mains contre leur gré, ils le passèrent bénévolement à la bourgeoisie. Ainsi ils minèrent la confiance du prolétariat en lui-même, et plus encore la confiance de la petite bourgeoisie dans le prolétariat. Ils préparèrent les conditions de la croissance de la réaction fasciste dont ils tombèrent finalement victimes.

La guerre civile, avons-nous dit après Clausewitz, est la continuation de la politique, mais par d'autres moyens. Cela signifie que le résultat de la guerre civile ne dépend que pour un quart, pour ne pas dire un dixième, de la marche de la guerre civile elle-même, de ses moyens techniques, de la direction purement militaire, et pour les trois quarts, sinon pour les neuf dixièmes, de sa préparation politique. En quoi consiste cette préparation ? Dans la cohésion révolutionnaire des masses, dans leur affranchissement des serviles espoirs en la clémence, la générosité, la loyauté des esclavagistes "démocratiques", dans l'éducation de cadres révolutionnaires sachant braver l'opinion publique officielle et capables de montrer à l'égard de la bourgeoisie ne fût-ce que le dixième de l'implacabilité que la bourgeoisie montre à l'égard des travailleurs. Sans cette trempe,

la guerre civile, lorsque les conditions l'imposeront - *et elles finissent toujours par l'imposer* -, se déroulera dans les conditions les plus défavorables pour le prolétariat, dépendra de beaucoup de hasards et, même en cas de victoire militaire, le pouvoir risquera d'échapper des mains du prolétariat. Qui ne voit pas que la lutte des classes conduit inéluctablement à un conflit armé est un aveugle. Mais n'est pas moins aveugle celui qui, derrière le conflit armé et son issue, ne voit pas toute la politique antérieure des classes en lutte.

En Autriche, ce n'est pas la méthode de l'insurrection qui a été défaite, mais l'austro-marxisme ; en Espagne, le réformisme parlementaire sans principes. En 1918, la social-démocratie autrichienne transmit à la bourgeoisie, derrière le dos du prolétariat, le pouvoir qu'il avait conquis. En 1927, non seulement elle se détourna lâchement de l'insurrection prolétarienne qui avait toutes les chances de vaincre, mais elle dirigea le Schutz Bund ouvrier contre les masses insurgées. Par-là elle prépara la victoire de Dollfuss. Bauer et Cie disaient : "Nous voulons une évolution paisible ; mais si l'ennemi perd la tête et nous attaque, alors..." Cette formule semble très "sage" et très "réaliste". C'est sur ce modèle austro-marxiste que Marceau Pivert construit également ses raisonnements : "Si... alors..." Cette formule constitue en fait un piège pour les ouvriers : elle les tranquillise, les endort, les trompe. "Si" signifie que les formes de la lutte dépendent de la bonne volonté de la bourgeoisie et non du caractère absolument inconciliable des intérêts de classes. "Si" signifie : si nous sommes paisibles, prudents, conciliants, la bourgeoisie sera loyale, et tout se passera paisiblement. Courant après le fantôme "si", **Otto Bauer** et les autres chefs de la social-démocratie autrichienne reculèrent passivement devant la réaction, lui cédèrent une position après l'autre, démoralisèrent les masses, reculèrent de nouveau, Jusqu'au moment où ils se trouvèrent définitivement acculés dans l'impasse ; là, dans l'ultime redoute, ils acceptèrent la bataille et... la perdirent.

En Espagne, les événements passèrent par une autre voie, mais les causes de la défaite sont au fond les mêmes. Le parti socialiste, comme les socialistes-révolutionnaires, et les mencheviks russes, partagea le pouvoir avec la bourgeoisie républicaine pour empêcher les ouvriers de mener la révolution jusqu'au bout. Durant deux années, les socialistes au pouvoir aidèrent la bourgeoisie à se débarrasser des masses par des miettes de réformes agraires, sociales et nationales. Contre les couches les plus révolutionnaires du peuple, les socialistes employèrent la répression. Le résultat fut double. L'anarcho-syndicalisme, qui, avec une juste politique de l'ouvrier, aurait fondu comme cire dans le feu de la révolution, se renforça en fait et souda autour de lui les couches combattives du prolétariat. À l'autre pôle, la démagogie social-catholique exploitait habilement le mécontentement des masses contre le gouvernement bourgeois-socialiste. Quand le parti socialiste fut suffisamment compromis, la bourgeoisie le chassa du pouvoir et passa à l'offensive sur l'ensemble du front. Le parti socialiste dut se défendre dans les conditions extrêmement défavorables qu'il avait lui-même préparées par sa politique antérieure. La bourgeoisie avait déjà un appui de masse à droite. Les chefs anarcho-syndicalistes, qui commirent, au cours de la révolution, toutes les fautes qui passaient à portée de leurs mains de confusionnistes professionnels, refusèrent de soutenir une insurrection que dirigeaient les "politiciens" traîtres. Le mouvement, loin d'être général, ne fut que sporadique. Le gouvernement put porter ses coups sur toutes les cases de l'échiquier. La guerre civile, ainsi imposée par la réaction, se termina par la défaite du prolétariat.

Il n'est pas difficile de conclure, à partir de l'expérience espagnole, contre la participation des socialistes à un gouvernement bourgeois. La conclusion est indiscutable en soi, mais absolument insuffisante. Le prétendu "radicalisme" austro-marxiste ne vaut pas mieux que le ministérialisme espagnol. La différence entre eux est technique et non politique. L'un comme l'autre attendaient que la bourgeoisie leur rende "loyauté pour loyauté". Et tous deux ont mené le prolétariat à la catastrophe. En Espagne comme en Autriche, ce ne sont pas les méthodes de la révolution qui ont fait faillite mais les méthodes opportunistes employées dans une situation révolutionnaire. Ce n'est pas la même chose !

Nous ne nous arrêterons pas ici sur la politique de l'Internationale communiste en Autriche et en Espagne ; et nous renvoyons le lecteur collections de la Vérité des dernières années et à une série de brochures⁵.

Dans une situation politique exceptionnellement favorable, les partis communistes autrichien et espagnol, accablés par la théorie de la "la troisième période", du "social-fascisme", etc., se vouèrent à un complet isolement. Compromettant les méthodes de la révolution par l'autorité "Moscou" ils barrèrent ainsi la voie à une véritable politique marxiste une véritable politique bolchevique. Le propre de la révolution est de soumettre à un examen rapide et impitoyable toutes les doctrines et toutes les méthodes. Le châtiment suit presque immédiatement le crime. La responsabilité de l'Internationale communiste dans les défaites du prolétariat en Allemagne, en Autriche, en Espagne, est incommensurable. Il ne suffit pas de mener une politique "révolutionnaire" en paroles. Il faut une politique juste. Personne n'a encore trouvé d'autre secret pour la victoire.

LE FRONT UNIQUE ET LA LUTTE POUR LE POUVOIR

Nous l'avons déjà dit : le Front unique des partis socialiste et communiste renferme en soi des possibilités grandioses. Si seulement il le veut sérieusement, il deviendra demain le maître de la France. Mais il doit le vouloir.

Le fait que Jouhaux et, de façon générale, la bureaucratie de la C.G.T. se tiennent *en dehors* du Front unique et conservent leur "indépendance" semble contredire ce que nous avançons. Mais seulement à première vue. À une époque de grandes tâches et d'immenses dangers, où les masses se dressent, les cloisons disparaissent en effet entre organisations politiques et syndicales du prolétariat. Les ouvriers veulent savoir comment se sauver du chômage et du fascisme, comment conquérir leur indépendance envers le capital, et ils ne se soucient guère de l'"indépendance" de Jouhaux à l'égard de la politique prolétarienne (car Jouhaux, hélas, est fort dépendant de la politique bourgeoise). Si l'avant-garde prolétarienne incarnée dans ce Front unique trace correctement la voie de la lutte, toutes les bornes placées par la bureaucratie syndicale seront renversées par le torrent vivant du prolétariat. La clé de la situation est maintenant entre les mains de ce Front unique des deux partis. S'il ne s'en sert pas, il jouera le rôle lamentable qu'aurait inévitablement joué en Russie le front unique des mencheviks et des "socialistes-révolutionnaires" en 1917 si... si les bolcheviks ne les en avaient empêchés.

Nous ne traitons pas séparément des partis socialiste et communiste parce que tous deux ont politiquement renoncé à leur indépendance en faveur Front unique. Dès que les deux partis ouvriers qui dans le passé se concurrençaient vivement ont renoncé à se critiquer mutuellement et à se prendre l'un à l'autre des adhérents, ils ont par-là cessé d'exister en tant que partis distincts. Invoquer les "divergences de principe" qui demeurent ne change rien à l'affaire. Dès que les divergences principielles ne se manifestent pas ouvertement et activement, en un moment si lourd de responsabilité qu'aujourd'hui, elles cessent par-là d'exister politiquement ; elles sont comme les trésors qui dorment au fond des océans. Le travail commun aboutira-t-il ou non à la fusion ? Nous ne voulons pas le prédire. Mais, dans la période actuelle, décisive pour les destinées de la France, ce Front unique des deux partis se comporte comme un parti inachevé qui serait construit sur le principe fédéraliste.

Quels sont les objectifs de ce Front unique ? Jusqu'à maintenant il ne l'a pas dit aux masses. La lutte contre le fascisme ? Mais jusqu'à maintenant, il n'a même pas expliqué *comment* il pense lutter contre lui. D'ailleurs le bloc défensif contre le fascisme ne pourrait être suffisant que si, pour tout le reste, les deux partis conservaient une complète indépendance. Mais non : nous avons un Front unique qui embrasse presque toute l'activité politique des deux partis et exclut la lutte entre eux pour conquérir la majorité du prolétariat. Il faut dire toutes les conséquences de cette situation. La première et la plus importante est qu'il faut *lutter pour le pouvoir*. Le but du Front

⁵ Voir à ce sujet les écrits de Trotsky : "L'Internationale Communiste après Lénine", "Écrits sur l'Espagne".

unique des partis socialiste et communiste ne peut être qu'un gouvernement de ce Front, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin. Il faut le dire ouvertement. Si ce Front unique se prend au sérieux-et c'est à cette seule condition que les masses populaires le prendront au sérieux-, il ne peut se dérober devant le mot d'ordre de conquête du pouvoir. Par quels moyens ? Par tous ceux qui mènent au but. Le Front unique ne renonce pas à la lutte parlementaire. Mais il se sert du Parlement avant tout pour démontrer son impuissance et expliquer au peuple que le gouvernement bourgeois actuel à sa base en dehors du Parlement et qu'on ne peut le renverser que par un puissant mouvement des masses. La lutte pour le pouvoir signifie l'utilisation de toutes les possibilités qu'offre le régime bonapartiste semi-parlementaire pour le renverser lui-même par une poussée révolutionnaire et remplacer l'État bourgeois par un État ouvrier.

Les dernières élections cantonales ont donné une augmentation des voix socialistes et surtout des voix communistes. En lui-même, ce fait ne règle rien. A la veille de son effondrement, le parti communiste allemand a connu un afflux de voix incomparablement plus impétueux. De nouvelles larges couches d'opprimés sont poussées à gauche par l'ensemble de la situation, indépendamment même de la politique des partis extrêmes. Le parti communiste français est celui qui a gagné le plus de voix, car il demeure, traditionnellement, et malgré sa politique conservatrice d'aujourd'hui, l'"extrême gauche". Les masses ont manifesté par là leur tendance à donner une impulsion à gauche aux partis ouvriers, car elles sont beaucoup plus à gauche qu'eux. De cela témoigne également l'état d'esprit révolutionnaire de la Jeunesse socialiste. Il ne faut pas oublier que la jeunesse représente le baromètre sensible de toute la classe et de son avant-garde ! Si le front unique ne sort pas de sa passivité ou, pis encore, s'il entreprend un indigne roman avec les radicaux, on verra se renforcer à gauche du Front unique des deux partis les anarchistes, les anarcho-syndicalistes et d'autres groupements de désagrégation politique. En même temps se renforcera l'indifférence, précurseur curseur de la catastrophe. En revanche, si le Front unique socialiste-communiste, en assurant ses arrières et ses flancs contre les bandes fascistes, déclenche une large offensive politique sous le mot d'ordre de conquête du pouvoir, il rencontrera un écho si puissant qu'il dépassera les attentes les plus optimistes. Pour ne pas pouvoir le comprendre, il n'y a que des bavards, pour qui les grands mouvements de masses resteront toujours le livre aux sept sceaux.

PAS UN PROGRAMME DE PASSIVITE, MAIS UN PROGRAMME DE REVOLUTION

La lutte pour le pouvoir doit partir de l'idée fondamentale que si une opposition contre l'aggravation de la situation des masses dans le cadre du capitalisme est encore possible, aucune amélioration réelle de leur situation n'est concevable sans incursion révolutionnaire dans le droit de propriété capitaliste. La campagne du Front unique doit s'appuyer sur un programme de transition bien élaboré, c'est-à-dire sur un système de mesures qui avec un gouvernement ouvrier et paysan-doivent assurer la transition du capitalisme au socialisme⁶.

Or, s'il faut un programme, ce n'est pas afin de tranquilliser sa propre conscience, mais pour mener une action révolutionnaire. Que vaut un programme qui reste lettre morte ? Le parti ouvrier belge a adopté, par exemple, l'ambitieux plan De Man, avec toutes les "nationalisations". Mais quel sens cela a-t-il, s'il n'est pas prêt à lever même le petit doigt pour le réaliser ? Les programmes du fascisme sont fantastiques, mensongers, démagogiques. Mais le fascisme mène une lutte enragée pour le pouvoir. Le socialisme peut lancer le programme le plus savant, sa valeur sera nulle si l'avant-garde du prolétariat ne déploie pas une lutte hardie pour s'emparer de l'État. La crise sociale, dans son expression politique, est la crise du pouvoir. Le vieux maître a fait faillite. Il en faut un nouveau. Si le prolétariat révolutionnaire ne s'empare pas du pouvoir, c'est le fascisme qui le prendra, inévitablement !

⁶ Une note, dans la première publication de l'article, renvoyait ici le lecteur au Programme d'action édité quelques mois auparavant par la Ligue communiste, avant l'entrée de ses militants dans la SFIO. Ce texte, qui avait été rédigé par des militants français, dont Pierre Naville, avait été revu et corrigé par Trotsky. Il constitue le premier projet trotskiste pour un programme de transition.

Un programme de revendications transitoires pour les "classes moyennes", peut naturellement revêtir une grande importance s'il répond, d'une part, à leurs besoins réels, et de l'autre aux exigences de la marche vers le socialisme. Mais, encore une fois, le centre de gravité ne se trouve pas actuellement dans tel ou tel programme particulier. Les classes moyennes ont vu et entendu bien des programmes. Ce qu'il leur faut, c'est la confiance que ce programme sera bien réalisé. Quand le paysan se dira : "Cette fois, il semble bien que le parti ouvrier ne reculera pas", la cause du socialisme sera gagnée. Mais, pour y arriver, il faut d'abord démontrer par des actes que nous sommes fermement prêts à briser sur notre route tous les obstacles.

Il n'est pas besoin d'inventer des moyens de lutte, car ces derniers nous sont donnés par toute l'histoire du mouvement ouvrier mondial: une campagne de la presse ouvrière, orchestrée, frappant sur le même clou; des discours authentiquement socialistes à la Chambre, non de députés apprivoisés, mais de chefs du peuple; l'utilisation pour la propagande révolutionnaire de toutes les campagnes électorales; des meetings répétés, où les masses ne viennent pas simplement pour entendre les orateurs, mais pour recevoir les mots d'ordre et directives de l'heure; la création et le renforcement de la milice ouvrière; des manifestations bien organisées, balayant de la rue les bandes réactionnaires; des grèves de protestation: une campagne ouverte pour l'unification et l'élargissement des rangs des syndicats sous le signe d'une lutte de classes résolue; des actions opiniâtres et bien calculées pour gagner l'armée à la cause du peuple; des grèves plus larges ; des manifestations plus puissantes; la grève générale des travailleurs des villes et des champs ; une offensive générale contre le gouvernement bonapartiste, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Pour préparer la victoire, il est encore temps. Le fascisme n'est pas encore devenu un mouvement de masse. L'inévitable décomposition du capitalisme signifiera, pourtant, le rétrécissement de la base du bonapartisme, la croissance des camps extrêmes et l'approche du dénouement. Il ne s'agit pas d'années, mais de mois. Ce délai n'est assurément inscrit nulle part. Il dépend de la lutte des forces vives, au premier chef de la politique du prolétariat et de son Front unique. Les forces potentielles de la révolution dépassent de beaucoup les forces du fascisme et, en général, celles de toute la réaction réunie. Les sceptiques qui pensent que tout est perdu doivent être impitoyablement chassés des rangs ouvriers. Les couches les plus profondes vibrent, en écho à chaque parole hardie, à chaque mot d'ordre véritablement révolutionnaire. Les masses profondes veulent la lutte.

L'unique facteur progressif de l'histoire aujourd'hui n'est pas l'esprit de combinaison des députés et des journalistes : c'est la haine légitime créatrice des opprimés contre les oppresseurs. Il faut se tourner vers les masses, vers leurs couches les plus profondes. Il faut faire appel à leur raison et à leur passion. Il faut rejeter cette mensongère "prudence" qui sert de pseudonyme à la couardise et qui, dans les grands tournants historiques, équivaut à la trahison. Le Front unique doit prendre pour devise la formule de Danton : **"De l'audace, toujours de l'audace, et encore de l'audace"**⁷.

Bien comprendre la situation et en tirer toutes les conclusions pratiques -hardiment, sans peur, jusqu'au bout- c'est assurer la victoire du socialisme.

Domène, octobre 1934.

⁷ On pourrait s'étonner de voir ici Trotsky réclamer "de l'audace" à des partis qu'il jugeait-on le sait-comme des "obstacles" sur la voie révolutionnaire. Mais il ne faut pas oublier que les trotskystes étaient entrés dans la SFIO afin de prendre place "à l'intérieur du Front unique" et que ce manifeste émanait de militants révolutionnaires membres de la SFIO ; les circonstances, selon Trotsky, exigeaient une action révolutionnaire menée de l'intérieur.

2. Encore une fois, où va la France ? (fin mars 1935)

Au moment où Flandin succéda à Doumergue, nous avons posé devant l'avant-garde prolétarienne la question : "Où va la France ?" Les quatre mois et demi écoulés n'ont rien changé d'essentiel et n'ont affaibli ni notre analyse, ni notre pronostic. Le peuple français est arrivé à un carrefour : une voie mène à la révolution socialiste, l'autre, à la catastrophe fasciste. Le choix de la voie dépend du prolétariat. À sa tête se trouve son avant-garde organisée. Nous posons de nouveau la question : où l'avant-garde prolétarienne va-t-elle mener la France ?

LE DIAGNOSTIC DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE EST FAUX ET FUNESTE

La C.A.P. du Parti socialiste a lancé en janvier un programme de lutte pour le pouvoir, de destruction de l'armature de l'État bourgeois, d'instauration de la démocratie ouvrière et paysanne, d'expropriation des banques et des branches concentrées de l'industrie. Pourtant, le Parti jusqu'à maintenant n'a pas remué le petit doigt pour porter ce programme devant les masses. À son tour, le Parti communiste se refuse bel et bien à se mettre sur la voie de la lutte pour le pouvoir. La cause ? "*La situation n'est pas révolutionnaire.*"

La milice ? L'armement des ouvriers ? Le contrôle ouvrier ? Un plan de nationalisation ? Impossible ! "*La situation n'est pas révolutionnaire.*" Que peut-on faire ? Lancer de grandes pétitions avec les cléricaux, s'exercer à l'éloquence creuse avec les radicaux et attendre. Jusqu'à quand ? Tant que la situation ne deviendra pas d'elle-même révolutionnaire. Les savants médecins de l'Internationale communiste ont un thermomètre qu'ils mettent sous l'aisselle de la vieille femme qu'est l'Histoire et par ce moyen déterminent infailliblement la température révolutionnaire. Mais ils ne montrent leur thermomètre à personne.

Nous affirmons : le diagnostic de l'Internationale communiste est radicalement faux. La situation est révolutionnaire autant qu'elle peut être révolutionnaire avec la *politique non-révolutionnaire* des partis ouvriers. Le plus exact est de dire que la situation est *pré-révolutionnaire*. Pour que cette situation mûrisse, il faut une mobilisation immédiate, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme. C'est à cette seule condition, que la situation pré-révolutionnaire se changera en situation révolutionnaire. Dans le cas contraire c'est-à-dire si on continue à piétiner sur place, la situation *pré-révolutionnaire* se changera infailliblement en situation contre-révolutionnaire et amènera la victoire du fascisme.

La phrase sacramentelle sur la "situation non-révolutionnaire" sert actuellement uniquement à bourrer le crâne aux ouvriers, à paralyser leur volonté et à délier les mains à l'ennemi de classe. Sous le couvert de pareilles phrases s'assemblent dans les sommets du prolétariat le conservatisme, la mollesse, l'étourderie, la lâcheté, et se prépare la catastrophe comme en Allemagne.

LA TACHE ET LE BUT DE CE TRAVAIL.

Dans les pages qui suivent, nous, bolcheviks-léninistes, nous soumettons le diagnostic et le pronostic de l'Internationale communiste à une critique marxiste détaillée. À l'occasion, nous nous arrêterons sur les points de vue des divers chefs socialistes dans la mesure où cela sera nécessaire pour notre but fondamental : montrer la *fausseté radicale de la politique du Comité central du Parti communiste français*. Aux cris et aux injures des staliniens nous opposerons des faits et des arguments.

Nous ne nous bornerons pas, bien entendu, à une simple critique. Aux points de vue et aux mots d'ordre faux nous opposerons les idées et les méthodes créatrices de Marx et de Lénine.

Nous demandons au lecteur une attention concentrée. Il s'agit, dans le sens le plus direct et le plus immédiat, de la tête du prolétariat français. Pas un seul ouvrier conscient n'a le droit de rester impassible devant ces questions, de la solution desquelles dépend le sort de sa classe !

1. COMMENT SE FORME UNE SITUATION REVOLUTIONNAIRE

La prémisses économique de la révolution socialiste.

La première et la plus importante prémisses d'une situation révolutionnaire, c'est l'exacerbation intolérable des contradictions entre les forces productives et les formes de la propriété. *La nation cesse d'aller de l'avant.* L'arrêt dans le développement de la puissance économique et, encore plus, sa régression signifient que le système capitaliste de production s'est définitivement épuisé et doit céder la place au système socialiste.

La crise actuelle, qui embrasse tous les pays et rejette l'économie des dizaines d'années en arrière, a définitivement poussé le système bourgeois jusqu'à l'absurde. Si à l'aurore du capitalisme des ouvriers affamés et ignorants ont brisé les machines, maintenant ceux qui détruisent les machines et les usines ce sont les capitalistes eux-mêmes. Avec le maintien ultérieur de la propriété privée des moyens de production, l'humanité est menacée de barbarie et de dégénérescence.

La base de la société, c'est son économie. Cette base est mûre pour le socialisme dans un double sens : la *technique* moderne a atteint un tel degré qu'elle pourrait assurer un bien-être élevé au peuple et à toute l'humanité ; mais la *propriété capitaliste*, qui se survit, voue les peuples à une pauvreté et à des souffrances toujours plus grandes.

La prémisses fondamentale, économique, du socialisme existe depuis déjà longtemps. Mais le capitalisme ne disparaîtra pas *de lui-même* de la scène. Seule la classe ouvrière peut arracher les forces productives des mains des exploités et des étranlgers. L'histoire pose avec acuité cette tâche devant nous. Si le prolétariat se trouve pour telle ou telle raison incapable de renverser la bourgeoisie et de prendre le pouvoir, s'il est, par exemple, paralysé par ses propres partis et ses propres syndicats, le déclin de l'économie et de la civilisation se poursuivra, les calamités s'accroîtront, le désespoir et la prostration s'empareront des masses, le capitalisme-décépité, pourrissant, vermoulu-étranglera toujours plus fort les peuples, en les entraînant dans l'abîme de nouvelles guerres. *Hors de la révolution socialiste, point de salut.*

Est-ce la dernière crise du capitalisme ou non ?

Le présidium de l'Internationale communiste essaya d'abord d'expliquer que la crise commencée en 1929 était la dernière crise du capitalisme. Deux ans après, Staline déclara que la crise actuelle *n'est "vraisemblablement" pas encore la dernière.* Nous rencontrons aussi dans le camp socialiste la même tentative de prophétie : la dernière crise ou non ?

"Il est imprudent d'affirmer, écrit Blum dans Le Populaire du 23 février, que la crise actuelle est comme un spasme suprême du capitalisme, le dernier sursaut avant l'agonie et la décomposition." C'est le même point de vue qu'à Grumbach, qui dit le 26 février, à Mulhouse : *"D'aucuns affirment que cette crise est passagère ; les autres y voient la crise finale du système capitaliste. Nous n'osons pas encore nous prononcer définitivement."*

Dans cette façon de poser la question, il y a deux erreurs cardinales : premièrement, on mêle ensemble la *crise conjoncturelle* et la *crise historique de tout le système capitaliste* ; secondement, on admet *qu'indépendamment de l'activité consciente des classes*, une crise puisse *d'elle-même* être la "dernière" crise.

Sous la domination du capital industriel, à l'époque de la libre concurrence, les montées conjoncturelles dépassaient de loin les crises ; les premières étaient la "règle", les secondes l'"exception" ; le capitalisme dans son ensemble était en montée. Depuis la guerre, avec la domination du capital financier monopolisateur, les crises conjoncturelles surpassent de loin les réanimations ; on peut dire que les crises sont devenues la règle, les montées l'exception ; le développement économique dans son ensemble va vers le bas, et non vers le haut.

Néanmoins, des oscillations conjoncturelles sont inévitables et avec le capitalisme malade elles se perpétueront tant qu'existera le capitalisme. Et le capitalisme se perpétuera tant que la révolution prolétarienne ne l'aura pas achevé. Telle est la seule réponse correcte.

Fatalisme et marxisme.

Le révolutionnaire prolétarien doit avant tout comprendre que la *marxisme*, seule théorie scientifique de la révolution prolétarienne, n'a rien de commun avec l'attente fataliste de la "dernière" crise. Le marxisme est par son essence même *une direction pour l'action révolutionnaire*. Le marxisme n'ignore pas la volonté et le courage, mais les aide à trouver la voie juste.

Il n'y a aucune crise qui *d'elle-même* puisse être "mortelle" pour le capitalisme. Les oscillations de la conjoncture créent seulement une situation dans laquelle il sera plus facile ou plus difficile au prolétariat de renverser le capitalisme. Le passage de la société bourgeoise à la société socialiste présuppose l'activité de gens vivants, qui font leur propre histoire. Ils ne la font pas au hasard ni selon leur bon plaisir, mais sous l'influence de causes objectives déterminées. Cependant, leurs propres actions-leur initiative, leur audace, leur dévouement ou, au contraire, leur sottise et leur lâcheté-entrent comme des anneaux nécessaires dans la chaîne du développement historique.

Personne n'a numéroté les crises du capitalisme et n'a indiqué par avance laquelle d'entre elles serait la "dernière". Mais toute notre époque et surtout la crise actuelle dictent impérieusement au prolétariat : Prends le pouvoir ! Si, pourtant, le parti ouvrier, malgré des conditions favorables, se révèle incapable de mener le prolétariat à la conquête du pouvoir la vie de la société continuera nécessairement sur les bases jusqu' à une nouvelle crise ou une nouvelle guerre, peut-être jusqu'au complet effondrement de la civilisation européenne.

La "dernière" crise et la "dernière" guerre.

La guerre impérialiste de 1914-1918 représenta aussi une "crise" dans la marche du capitalisme, et bien la plus terrible de toutes les crises possibles. Dans aucun livre il ne fut prédit si cette guerre serait la *dernière* folie sanglante du capitalisme ou non. L'expérience de la Russie a montré que la guerre *pouvait* être la fin du capitalisme. En Allemagne et en Autriche le sort de la société bourgeoise dépendit entièrement en 1918 de la social-démocratie, mais ce parti se révéla être le domestique du capital. En Italie et en France, le prolétariat aurait pu à la fin de la guerre conquérir le pouvoir, mais il n'avait pas à sa tête un parti révolutionnaire. En un mot, si la II^e Internationale n'avait pas trahi au moment de la guerre la cause du socialisme pour le patriotisme bourgeois, toute l'histoire de l'Europe et de l'humanité se présenterait maintenant tout autrement. Le passé, assurément, n'est pas réparable. Mais on peut et on doit apprendre les leçons du passé.

Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme.

La phrase : cette crise n'est pas encore la "dernière", ne peut avoir qu'un seul sens : malgré les leçons de la guerre et des convulsions de l'après-guerre, les partis ouvriers n'ont pas encore su préparer ni eux-mêmes, ni le prolétariat, à la prise du pouvoir ; pis encore, les chefs de ces partis ne voient pas encore jusqu'à maintenant la tâche elle-même, en la faisant retomber d'eux-mêmes, du parti et de la classe sur le "développement historique". Le fatalisme est une trahison théorique envers le marxisme et la justification de la trahison politique envers le prolétariat, c'est-à-dire la préparation d'une nouvelle capitulation devant une nouvelle "dernière" guerre.

L'Internationale communiste est passée sur les positions du fatalisme social- démocrate.

Le fatalisme de la social-démocratie est un héritage de l'avant-guerre, quand le capitalisme grandissait presque sans cesse, que s'accroissait le nombre des ouvriers, qu'augmentait le nombre des membres du parti, des voix aux élections et des mandats. De cette montée automatique naquit peu à peu l'illusion réformiste qu'il suffit de continuer dans l'ancienne voie (propagande, élections, organisation) et la victoire viendra d'elle-même.

Certes, la guerre a détraqué l'automatisme du développement. Mais la guerre est un phénomène "exceptionnel". Genève aidant, il n'y aura plus de nouvelle guerre, tout rentrera dans la norme, et l'automatisme du développement sera rétabli.

À la lumière de cette perspective, les paroles : "*Ce n'est pas encore la dernière crise*", doivent signifier : "*Dans cinq ans, dans dix ans, dans vingt ans, nous aurons plus de voix et de mandats, alors, il faut l'espérer, nous prendrons le pouvoir.*" (Voir les articles et discours de Paul Faure⁸). Le fatalisme optimiste, qui semblait convaincant il y a un quart de siècle, résonne aujourd'hui comme une voix d'outre-tombe. Radicalement ; fausse est l'idée qu'en allant vers la crise future le prolétariat deviendra infailliblement plus puissant que maintenant. Avec la putréfaction ultérieure inévitable du capitalisme le prolétariat ne croîtra pas et ne se renforcera pas, mais se décomposera, rendant toujours plus grande l'armée des chômeurs et des lumpen-prolétaires ; la petite bourgeoisie entre-temps se déclassera et tombera dans le désespoir. La perte de temps ouvre une perspective au fascisme, et non à la révolution prolétarienne.

Il est remarquable que l'Internationale communiste aussi, bureaucratisée jusqu'à la moelle, ait remplacé la théorie de l'action révolutionnaire par la religion du fatalisme. Il est impossible de lutter, car "*il n'y a pas de situation révolutionnaire*". Mais une situation révolutionnaire ne tombe pas du ciel, elle se forme dans la lutte des classes. Le parti du prolétariat est le plus important facteur *politique* quant à la formation d'une situation, révolutionnaire. Si ce parti tourne le dos aux tâches révolutionnaires, en endormant et en trompant les ouvriers pour jouer aux pétitions et pour fraterniser avec les radicaux, il doit alors se former non pas une situation révolutionnaire, mais une situation contre-révolutionnaire.

Comment la bourgeoisie apprécie-t-elle la situation ?

Le déclin du capitalisme, avec le degré extraordinairement élevé des forces productives, est la prémisses économique de la révolution socialiste. Sur cette base se déroule la *lutte des classes*. Dans la lutte vive des classes se forme et mûrit une *situation révolutionnaire*.

Comment la *grande bourgeoisie*, maîtresse de la société contemporaine, apprécie-t-elle la situation actuelle, et comment agit-elle ? Le 6 février 1934 ne fut inattendu que pour les organisations ouvrières et la petite bourgeoisie. Les centres du grand capital participaient depuis longtemps au complot, avec le but de substituer par la violence au parlementarisme le bonapartisme (régime "personnel"). Cela veut dire : les banques, les trusts, l'état-major, la grande presse jugeaient le danger de la révolution si proche et si immédiat qu'ils se dépêchèrent de s'y préparer par un "petit" coup d'État.

Deux conclusions importantes découlent de ce fait :

- 1) les capitalistes, dès avant 1934, jugeaient la situation comme révolutionnaire ;
- 2) Ils ne restèrent pas à attendre passivement le développement des événements, pour recourir à la dernière minute à une défense "légale", mais ils prirent ; eux-mêmes l'initiative, en faisant descendre leurs bandes dans la rue. La grande bourgeoisie a donné aux ouvriers une leçon inappréciable de stratégie de classe !

L'Humanité répète que le "front unique" a chassé Doumergue. Mais, c'est, pour parler modérément, une fanfaronnade creuse. Au contraire, si le grand capital a jugé possible et raisonnable de remplacer Doumergue par Flandin, c'est uniquement parce que le Front unique, comme la bourgeoisie s'en est convaincue par l'expérience, ne représente pas encore un danger révolutionnaire immédiat : "Puisque les terribles chefs de l'Internationale communiste, malgré la situation dans le pays, ne se préparent pas à la lutte, mais tremblent de peur, cela veut dire qu'on peut attendre pour passer au fascisme. Inutile de forcer les événements et de compromettre prématurément les radicaux, dont on peut encore avoir besoin." C'est ce que disent les véritables maîtres de la situation. Ils maintiennent l'union nationale et ses décrets bonapartistes, ils mettent le Parlement sous la terreur, mais ils laissent se reposer Doumergue. Les chefs du capital ont apporté ainsi une certaine correction à leur appréciation primitive, en reconnaissant que la situation n'est pas immédiatement révolutionnaire, mais pré-révolutionnaire.

Seconde leçon remarquable de stratégie de classe ! Elle montre que même le grand capital, qui a à sa disposition tous les leviers de commande, ne peut apprécier d'un seul coup *a priori* et

⁸ Secrétaire général de la SFIO

infailliblement la situation politique dans toute sa réalité : il entre en lutte et dans le processus de la lutte, sur la base de l'expérience de la lutte, il corrige et précise son appréciation. Tel est en général le seul moyen possible de s'orienter en politique exactement et en même temps activement.

Et les chefs de l'Internationale communiste ? À Moscou, à l'écart du mouvement ouvrier français, quelques médiocres bureaucrates, mal renseignés, en majorité ne lisant pas le français, donnent à l'aide de leur thermomètre le diagnostic infaillible : "La situation n'est pas révolutionnaire." Le Comité central du Parti communiste français est tenu, en fermant yeux et oreilles, de répéter cette phrase creuse. La voie de l'Internationale communiste est la voie la plus courte vers l'abîme !

Le sens de la capitulation des radicaux.

Le *parti radical* représente *l'instrument politique de la grande bourgeoisie*, qui est le mieux adapté *aux traditions et aux préjugés de la petite bourgeoisie*. Malgré cela, les chefs les plus responsables du radicalisme, sous le fouet du capital financier, se sont humblement inclinés devant le coup d'État du 6 février, dirigé immédiatement contre eux. Ils ont reconnu ainsi que la marche de la lutte des classes menace les intérêts fondamentaux de la "nation", c'est-à-dire de la bourgeoisie, et se sont vus contraints de sacrifier les intérêts électoraux de leur parti. La capitulation du plus puissant parti parlementaire devant les revolvers et les rasoirs des fascistes est l'expression extérieure de *l'effondrement complet de l'équilibre politique du pays*. Mais celui qui prononce ces mots dit par cela même : la situation est révolutionnaire ou, pour parler plus exactement, *prérévolutionnaire*⁹.

La petite bourgeoisie et la situation prérévolutionnaire.

Les processus qui se déroulent dans les masses de la petite bourgeoisie ont une importance exceptionnelle pour apprécier la situation politique. La crise politique du pays est avant tout la crise de la confiance des masses petites bourgeoises dans leurs partis et leurs chefs traditionnels. *Le mécontentement, la nervosité, l'instabilité, l'emportement facile de la petite bourgeoisie* sont des traits extrêmement importants d'une situation prérévolutionnaire. De même que le malade brûlant de fièvre se met sur le côté gauche, la petite bourgeoisie fébrile peut se tourner à droite ou à gauche. Selon le côté vers lequel se tourneront dans la prochaine période les millions de paysans, d'artisans, de petits commerçants, de petits fonctionnaires français, la situation prérévolutionnaire actuelle peut se changer aussi bien en situation révolutionnaire que contre-révolutionnaire.

L'amélioration de la conjoncture économique pourrait-elle pour longtemps retarder, mais non pas arrêter la différenciation à droite ou à gauche de la petite bourgeoisie. Au contraire, si la crise allait s'approfondissant, la faillite du radicalisme et de tous les groupements parlementaires qui gravitent autour de lui irait à une vitesse redoublée.

Comment peut se produire un coup d'État fasciste en France ?

Il ne faut pas toutefois penser que le fascisme doive nécessairement devenir un puissant parti parlementaire, avant qu'il se soit emparé du pouvoir. C'est ainsi que cela se passa en Allemagne, mais en Italie ce fut autrement. Pour le succès du fascisme il n'est pas du tout obligatoire que la petite bourgeoisie ait rompu *préalablement* avec les anciens partis "démocratiques" : il suffit qu'elle ait perdu la confiance qu'elle avait en eux et qu'elle regarde avec inquiétude autour d'elle, en cherchant de nouvelles voies.

⁹ Il est extrêmement caractéristique de **la bureaucratie ouvrière** petite-bourgeoise effrayée, surtout des staliniens, qu'elle se soit alliée aux radicaux "*pour lutter contre le fascisme*" après que les radicaux eussent révélé leur incapacité à lutter contre le fascisme. Le cartel électoral avec les radicaux, qui était un crime du point de vue des intérêts historiques du prolétariat avait au moins, dans les cadres restreints, son sens pratique. **L'alliance extra-parlementaire avec les radicaux contre le fascisme est non seulement un crime, mais encore une idiotie.** (Note de l'auteur).

Aux prochaines élections municipales, la petite bourgeoisie peut encore donner un nombre très important de ses voix aux radicaux et aux groupes voisins, par l'absence d'un nouveau parti politique, qui réussirait à conquérir la confiance des paysans et des petites gens des villes. Et en même temps un coup de force militaire du fascisme peut se produire, avec l'aide de la grande bourgeoisie, dès quelques mois après les élections et par sa pression attirer à lui les sympathies des couches les Plus désespérées de la petite bourgeoisie.

C'est pourquoi ce serait une grossière illusion de se consoler en pensant que le drapeau du fascisme n'est pas encore devenu populaire dans la province et dans les villages. Les tendances antiparlementaires de la petite bourgeoisie peuvent, en s'échappant du lit de la politique parlementaire officielle des partis, soutenir directement et immédiatement un coup d'État militaire, lorsque celui-ci deviendra nécessaire pour le salut du grand capital. Un tel mode d'action correspond beaucoup plus à la fois aux traditions et au tempérament de la France¹⁰.

Les chiffres des élections ont, bien entendu, une importance symptomatique. Mais s'appuyer sur ce *seul* indice serait faire preuve de crétinisme parlementaire. Il s'agit de processus plus profonds, qui, un mauvais matin, peuvent prendre à l'improviste messieurs les parlementaires. Là, comme dans les autres domaines, la question est tranchée non pas par l'arithmétique, mais par la dynamique de la lutte. La grande bourgeoisie n'enregistre pas passivement l'évolution des classes moyennes, mais prépare les tenailles d'acier à l'aide desquelles elle pourra saisir au moment opportun les masses torturées par elle et désespérées.

Dialectique et métaphysique.

La pensée marxiste est *dialectique* : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit bourgeois conservateur est métaphysique : ses conceptions sont immobiles et immuables, entre les phénomènes il y a des cloisonnements imperméables. L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non-révolutionnaire représente un exemple classique de pensée métaphysique, selon la formule : ce qui est, et ce qui n'est pas, n'est pas, et tout le reste vient du Malin.

Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations *intermédiaires, transitoires* : entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire, entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique.

Que dirions-nous d'un artiste qui ne distinguerait que les deux couleurs extrêmes dans le spectre ? Qu'il est daltonien ou à moitié aveugle et qu'il lui faut renoncer au pinceau. Que dire d'un homme politique qui ne serait capable de distinguer que deux états : "révolutionnaire" et "non-révolutionnaire" ? Que ce n'est pas un marxiste, mais un stalinien, qui peut faire un bon fonctionnaire, mais en aucun cas un chef prolétarien.

Une situation révolutionnaire se forme par l'action réciproque de facteurs objectifs et subjectifs. Si le parti du prolétariat se montre incapable d'analyser à temps les tendances de la situation prérévolutionnaire et d'intervenir activement dans son développement, au lieu d'une situation révolutionnaire surgira inévitablement une situation contre-révolutionnaire. C'est précisément *devant ce danger que se trouve actuellement le prolétariat français*. La politique à courte vue, passive, opportuniste du front unique, et surtout des staliniens, qui sont devenus son aile droite, voilà ce qui constitue *le principal obstacle sur la voie de la révolution prolétarienne en France*.

¹⁰ Le marxisme n'ignore nullement – notons-le en passant – des éléments comme la tradition et le tempérament national. La direction fondamentale du développement est déterminée par la marche de la lutte de classes. Mais les **formes** du mouvement, son **rythme**, etc. peuvent varier beaucoup sous l'influence du tempérament et des traditions nationales, qui à leur tour, se sont formées dans le passé sous l'influence de la lutte classes. (*Note de l'auteur*).

2. LES REVENDICATIONS IMMÉDIATES ET LA LUTTE POUR LE POUVOIR.

La stagnation du front unique

Le Comité central du Parti communiste repousse la lutte pour la nationalisation des moyens de production, comme une revendication incompatible avec l'État bourgeois. Mais le Comité central repousse aussi la lutte pour le pouvoir, pour la création de l'État ouvrier. À ces tâches, il *oppose* un programme de "revendications immédiates".

Le front unique est actuellement privé de quelque programme que ce soit. En même temps l'expérience propre du Parti communiste dans le domaine de la lutte pour les "revendications immédiates" a un caractère extrêmement lamentable. Tous les discours, articles et résolutions sur la nécessité de riposter au capital par des grèves n'ont jusqu'à présent abouti à rien, ou presque. Malgré une situation de plus en plus tendue dans le pays, il règne dans la classe ouvrière une *stagnation dangereuse*.

Le Comité central du Parti communiste accuse de cette stagnation tout le monde, sauf lui. Nous ne nous disposons à blanchir personne. Nos points de vue sont connus. Mais nous pensons que le *principal obstacle* sur la voie du développement de la lutte révolutionnaire est actuellement le programme unilatéral, contredisant toute la situation, presque maniaque des "revendications immédiates". Nous voulons ici faire la lumière sur les considérations et les arguments du Comité central du Parti communiste avec toute l'ampleur nécessaire. Non pas que ces arguments soient sérieux et profonds : au contraire, ils sont misérables. Mais il s'agit d'une question dont dépend le sort du prolétariat français.

La résolution du Comité central du Parti communiste sur les "revendications immédiates".

Le document le plus autorisé sur la question des "revendications immédiates" est la résolution programmatique du Comité central du Parti communiste. (Voir l'*Humanité* du 24 février :) Nous nous arrêterons à ce document.

L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, "contre la vie chère", etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de la crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses il faut *briser leur volonté* ; on ne peut y parvenir que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un *cercle vicieux*. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du front unique.

La thèse marxiste générale : *les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire*, prend à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus immédiate et la plus brûlante. Les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers *quelque chose* que s'ils sont menacés du danger de perdre *tout*.

Mais même les plus grandes "concessions", dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de *revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production*. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Évidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir.

Pourquoi les masses ne font-elles pas écho aux appels du Parti communiste ?

La résolution du Comité central reconnaît en passant que *"le Parti n'a pas encore réussi à organiser et à développer la résistance à l'offensive du capital"*. Mais la résolution ne s'arrête pas

du tout sur la question de savoir pourquoi donc, malgré les efforts du P.C. et de la C.G.T.U., les succès dans le domaine de la lutte économique défensive sont absolument insignifiants. À la grève générale du 12 février, qui ne poursuivait aucune "revendication immédiate", participèrent des millions d'ouvriers et d'employés. Cependant, à la défense contre l'offensive du capital n'a participé jusqu'à maintenant qu'une fraction infime de ce même chiffre. Est-ce que ce fait étonnamment clair ne conduit les "chefs" du Parti communiste à aucune conclusion ? Pourquoi des millions d'ouvriers se risquent-ils à participer à la grève générale, à des manifestations de rues agitées, à des conflits avec les bandes fascistes, mais se refusent-ils à participer à des grèves économiques dispersées ?

"Il faut comprendre-dit la résolution-les sentiments qui agitent les ouvriers désireux de passer à l'action." Il faut comprendre... Mais le malheur est que les auteurs eux-mêmes de la résolution ne comprennent rien. Quiconque fréquente les réunions ouvrières sait comme nous que les discours généraux sur les "revendications immédiates" laissent le plus souvent les auditeurs dans un état d'indifférence renfrognée ; par contre, les mots d'ordre révolutionnaires clairs et précis provoquent en réponse une vague de sympathie. Cette différence de réaction de la masse caractérise de la façon la plus claire la situation politique de notre pays.

"Dans la période présente -remarque inopinément la résolution-, la lutte économique nécessite de la part des ouvriers de *lourds sacrifices*." Il faudrait encore ajouter : et ce n'est que par exception qu'elle promet des résultats positifs. Et pourtant, la lutte pour les revendications immédiates a pour tâche *d'améliorer* la situation des ouvriers. En mettant cette lutte au premier plan, en renonçant pour elle aux mots d'ordre révolutionnaires, les staliniens considèrent, sans doute, que c'est précisément la lutte économique partielle qui est le plus capable de soulever de larges masses. Il s'avère justement le contraire : les masses ne font presque aucun écho aux appels pour des grèves économiques. Comment peut-on donc en politique ne pas tenir compte des faits ?

Les masses comprennent ou sentent que dans les conditions de la crise et du chômage des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, apprenez chez les masses : elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire.

La conjoncture économique et la lutte gréviste.

S'appuyant sur des citations mal assimilées de Lénine, les staliniens répètent : "La lutte gréviste est possible même en temps de crise." Ils ne comprennent pas qu'il y a crise et crise. À l'époque du capitalisme ascendant, à la fois industriel et ouvrier, même pendant une crise aiguë, regardent en avant, vers la nouvelle ranimation prochaine. *La crise actuelle est la règle, et non l'exception*. Dans le domaine purement économique, le prolétariat par la terrible pression de la catastrophe économique est rejeté dans une retraite désordonnée. D'autre part, le déclin du capitalisme pousse de tout son poids le prolétariat sur la voie de la lutte politique révolutionnaire de masse. Pourtant, la direction du Parti communiste tend de toutes ses forces à barrer cette voie. Ainsi, dans les mains des staliniens le programme des "revendications immédiates" devient un instrument de désorientation et de désorganisation du prolétariat. Cependant, une offensive politique (lutte pour le pouvoir) avec une défense armée active (milice) renverserait d'un seul coup le rapport des forces des classes et, chemin faisant, ouvrirait, *pour les couches ouvrières les plus retardataires* la possibilité d'une lutte économique victorieuse.

La possibilité d'une ranimation de la conjoncture.

Le capitalisme agonisant, comme nous le savons, a aussi ses cycles, mais des cycles déclinants, malades. Seule la révolution prolétarienne peut mettre fin à la crise du *système capitaliste*. La crise *conjoncturelle* fera inévitablement place à une nouvelle et brève ranimation, si ne survient pas entre-temps la guerre ou la révolution.

En cas de ranimation de la conjoncture économique, la lutte gréviste pourra, sans aucun doute, prendre une étendue beaucoup plus grande. C'est pourquoi il faut suivre attentivement le mouvement du commerce et de l'industrie, particulièrement les changements dans le marché du

travail sans se fier aux météorologues de l'école de Jouhaux et en aidant pratiquement les ouvriers à faire pression au moment nécessaire sur les capitalistes. Mais même dans le cas d'une lutte gréviste étendue il serait criminel de se borner à des revendications économiques partielles. La ranimation de la conjoncture ne peut être ni profonde, ni longue, car nous avons affaire avec les cycles d'un capitalisme irrémédiablement malade. La nouvelle crise-après une brève ranimation-peut se trouver être plus terrible, que la présente. Tous les problèmes fondamentaux surgiront de nouveau, et avec une force et une acuité redoublées. Si l'on perd du temps, la croissance du fascisme peut se révéler irrésistible.

Mais aujourd'hui, la ranimation économique n'est qu'une hypothèse. La réalité, c'est l'approfondissement de la crise, le service militaire de deux ans, le réarmement de l'Allemagne, le danger de guerre.

C'est de cette réalité qu'il faut partir.

Les dépouilles du réformisme en guise de programme révolutionnaire.

L'idée finale de la résolution programmatique du Comité central couronne dignement tout l'édifice. Citons-la littéralement :

"En combattant chaque jour pour soulager les masses laborieuses des misères que leur impose le régime capitaliste, les communistes soulignent que la libération définitive ne peut être obtenue que par l'abolition du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat."

Cette formule ne sonnait pas mal à l'aube de la social-démocratie, il y a un demi-siècle et plus. La social-démocratie dirigeait alors non sans succès la lutte des ouvriers pour des revendications et des réformes isolées, pour ce qu'on appelait le "programme minimum", en "soulignant" bien que l'affranchissement *définitif* du prolétariat ne serait réalisé que par la révolution. Le "but final" du socialisme était alors tracé dans le lointain nébuleux des années. C'est cette conception, qui déjà à la veille de la guerre s'était complètement survécue, que le Comité central du Parti communiste a transportée inopinément dans notre époque, en la répétant mot pour mot, jusqu'à la dernière virgule. Et ces gens invoquent Marx et Lénine !

Quand ils "soulignent" que l'"*affranchissement définitif*" ne peut être obtenu que par l'abolition du régime capitaliste, ils s'ingénient à l'aide de cette vérité élémentaire à tromper les ouvriers. Car ils leur suggèrent l'idée qu'une certaine amélioration, même importante, peut être obtenue dans les cadres du régime actuel. Ils représentent le capitalisme pourrissant et déclinant comme leurs pères et leurs grands-pères représentaient le capitalisme robuste et ascendant. Le fait est indiscutable : les staliniens se parent des dépouilles du réformisme.

La formule politique marxiste, en fait, doit être celle-ci :

En expliquant chaque jour aux masses que le capitalisme bourgeois pourrissant ne laisse pas de place non seulement pour l'amélioration de leur situation, mais même pour le maintien du niveau de misère habituel, en posant ouvertement devant les masses la tâche de la révolution socialiste comme la tâche immédiate de nos jours, en mobilisant les ouvriers pour la prise du pouvoir, en défendant les organisations ouvrières au moyen de la milice-les communistes (ou les socialistes) ne perdent pas, en même temps, une seule occasion pour arracher, chemin faisant, à l'ennemi telle ou telle concession partielle, ou, au moins, pour l'empêcher d'abaisser encore plus le niveau de vie des ouvriers.

Comparez attentivement cette formule aux lignes de la résolution du Comité central citées plus haut. La différence, espérons-nous, est claire. D'un côté le *stalinisme* ; de l'autre, le *léninisme*. Entre eux, un abîme.

Un moyen sûr contre le chômage.

L'augmentation des salaires, les conventions collectives, l'abaissement du prix de la vie... Mais que faire avec le chômage ? La résolution du Comité central nous vient aussi en aide là-dessus. Citons-la :

"Ils (les communistes) réclament l'ouverture de travaux publics À Cet effet, ils élaborent des propositions concrètes adaptées à chaque situation locale ou régionale, ils préconisent les moyens de financer ces travaux (projet de prélèvement sur le capital, emprunts avec la garantie de l'État, etc.)."

N'est-ce pas étonnant ? Cette recette de charlatan est copiée presque mot pour mot chez Jouhaux : les staliniens repoussent les revendications progressives du "Plan" et adoptent sa partie la plus fantaisiste et la plus utopique.

Les principales forces productives de la société sont paralysées ou demi-paralysées par la crise ; Les ouvriers sont dans la torpeur devant les machines qu'ils ont créées. Le Comité central sauveur propose : en dehors ; de l'économie capitaliste réelle, à côté d'elle, créer une autre économie capitaliste, sur la base de "travaux publics".

Que l'on ne nous dise pas qu'il s'agit d'entreprises épisodique : chômage actuel n'a pas un caractère épisodique ; ce n'est pas simplement un chômage conjoncturel, mais un chômage de structure, l'expression ; la plus pernicieuse du déclin capitaliste. Pour le faire disparaître, le Comité central propose de créer un système de grands travaux, adapté à chaque région du pays, à l'aide d'un système particulier de financement, à côté des finances en désarroi du capitalisme. En un mot, le Comité central du Parti communiste propose tout simplement au capitalisme de changer de domicile. Est-ce ce "plan" qu'on oppose à la lutte pour le pouvoir et au programme de nationalisation ! *Il n'y a pas de pires opportunistes que les aventuristes effrayés.*

Comment parvenir à la réalisation des travaux publics, au prélèvement sur le capital, aux emprunts garantis, etc., là-dessus on ne nous dit pas un mot. Sans doute, à l'aide de... pétitions. C'est le moyen d'action le plus opportun et le plus efficace. Aux pétitions ne résistent ni la crise, ni le fascisme, ni le militarisme. En outre, les pétitions font revivre l'industrie du papier et adoucissent le chômage. Notons donc : l'organisation de pétitions, partie fondamentale du système de travaux publics selon le plan de Thorez et compagnie.

De qui ces gens se moquent-ils ? D'eux-mêmes ou du prolétariat ?

Le Parti communiste est un frein.

"Il est étonnant que le prolétariat supporte passivement de telles privations et de telles violences après une lutte de classes plus que centenaire." On peut entendre à chaque pas cette phrase si hautaine de la bouche d'un socialiste ou d'un communiste en chambre. La résistance est insuffisante ? On met cette faute sur le dos des masses ouvrières. Comme si les partis et les syndicats se trouvaient à l'écart du prolétariat et n'étaient pas ses organes de lutte ! C'est précisément parce que le prolétariat, en résultat de l'histoire plus que centenaire de ses luttes, a créé ses organisations politiques et syndicales, qu'il lui est difficile, presque impossible, de mener *sans elles et contre elles* la lutte contre le capital. Et pourtant, ce qui a été édifié comme le ressort de l'action est devenu un poids mort ou un frein.

Toute la situation inspire aux travailleurs l'idée que les actions révolutionnaires sont nécessaires pour changer toutes les conditions de l'existence. Mais précisément parce qu'il s'agit d'une lutte décisive, qui doit embrasser des millions d'hommes, son initiative repose naturellement sur les *organisations dirigeantes*, sur les partis ouvriers, sur le Front unique. C'est d'eux que doivent partir un programme clair, des mots d'ordre, des mobilisations de combat. *Pour soulever les masses, les partis doivent s'engager eux-mêmes*, en ouvrant une campagne révolutionnaire hardie dans le pays. Mais les organisations dirigeantes, le Parti communiste y compris, n'en ont pas le courage. Le P.C. rejette ses tâches et ses responsabilités sur les masses. Il exige que des millions d'hommes, laissés par lui sans direction révolutionnaire entreprennent des combats dispersés pour des revendications partielles et montrent ainsi aux bureaucrates sceptiques qu'ils sont prêts à mener la lutte. Peut-être alors les grands chefs consentiront-ils à commander l'offensive. Au lieu de *diriger* les masses, le Comité central bureaucratique *examine les masses*, leur donne une mauvaise note et justifie ainsi son opportunisme et sa lâcheté.

Des recettes toutes faites... "Selon Lénine".

Au moment de l'équilibre économique et politique relatif de la France (1929-1933), le Comité central du Parti communiste proclama la "troisième période" et ne voulait se satisfaire que de la conquête de la rue par les barricades. Maintenant, au moment de la crise économique, sociale et politique, le même Comité central se contente d'un modeste programme de "revendications immédiates". Cette contradiction absurde est le produit complexe de plusieurs facteurs : l'effroi devant ses dernières fautes, l'incapacité de prêter l'oreille à la masse, l'habitude bureaucratique de prescrire au prolétariat une feuille de route toute faite, enfin, l'anarchie intellectuelle, résultat de zigzags, de falsifications, de mensonges et de répressions sans nombre.

L'auteur immédiat du nouveau programme est, sans doute, le "chef" actuel de l'Internationale communiste, Béla Kun, qui va toujours tour à tour de l'aventurisme à l'opportunisme. Ayant lu dans Lénine que les bolcheviks furent dans *certaines conditions* pour les grèves, et les menchéviks contre, Béla Kun fonda en un clin d'œil sur cette découverte sa politique "réaliste". Mais pour son malheur, Béla Kun n'avait pas ouvert Lénine... à la bonne page.

À certaines périodes, les grèves économiques jouèrent réellement un rôle énorme dans le mouvement révolutionnaire du prolétariat russe. Or, le capitalisme russe n'était pas pourri à ce moment-là, mais grandissait et s'élevait rapidement. Le prolétariat russe était une classe vierge et les grèves étaient pour lui la première forme d'éveil et d'activité. Enfin, le large débordement des grèves coïncidait chaque fois avec l'essor conjoncturel de l'industrie.

Aucune de ces conditions n'existe en France. Le prolétariat français a derrière lui une grandiose école de révolution, de lutte syndicale et parlementaire, avec tout l'héritage positif et négatif de ce riche passé. Il serait difficile d'attendre un débordement spontané du mouvement gréviste en France, même en période d'essor économique, d'autant plus lorsque la crise conjoncturelle approfondit les plaies du déclin capitaliste.

Non moins important est l'autre côté de la question. Au moment du premier mouvement gréviste impétueux en Russie, il y eut une seule fraction de la social-démocratie russe qui tenta de se borner à des revendications économiques partielles : ce fut ceux qu'on appela les "économistes". Selon leur opinion, il fallait repousser le mot d'ordre : "À bas l'autocratie !" jusqu'à l'apparition d'une "situation révolutionnaire". Lénine jugea les "économistes" comme de misérables opportunistes. Il montra qu'il fallait *préparer activement une situation révolutionnaire* même en période de mouvement gréviste.

Il est en général absurde de tenter de transporter mécaniquement en France les diverses étapes et les divers épisodes du mouvement révolutionnaire russe. Mais il est encore moins possible de le faire à la manière de Béla Kun, qui ne connaît ni la Russie, ni la France, ni le marxisme. À l'école de Lénine, il faut apprendre la *méthode d'action* et non pas changer le léninisme en citations et en recettes, bonnes pour tous les cas de la vie.

"La Paix, le Pain et la Liberté !"

Ainsi, la situation en France, selon l'opinion des staliniens, n'est pas révolutionnaire ; les mots d'ordre révolutionnaires, par ce fait, sont inopportuns ; il faut concentrer toute l'attention sur les grèves économiques et les revendications partielles. Tel est le programme. C'est un programme opportuniste et sans vie, mais c'est un programme.

À côté de lui, il y en a, pourtant, un autre. *L'Humanité* répète chaque jour le triple mot d'ordre : "La paix, le pain, la liberté." C'est sous ce drapeau, explique *L'Humanité*, que les bolcheviks ont vaincu en 1917. À la suite des staliniens, Just répète la même idée. Très bien. Mais en 1917, en Russie, il y avait une situation notoirement révolutionnaire. Comment donc des mots d'ordre qui ont assuré le succès de la révolution prolétarienne se trouvent-ils bons comme "revendications immédiates" dans une situation non-révolutionnaire ? Que les augures de *L'Humanité* nous expliquent à nous, simples mortels, ce mystère.

Nous, pour notre part, nous rappellerons quelles "revendications immédiates" renfermait le triple mot d'ordre des bolcheviks.

"*Pour la paix !*" Cela signifiait en 1917, dans les conditions de la guerre, la lutte contre tous les partis patriotiques, des monarchistes aux menchéviks, la revendication de la publication de tous les traités secrets, la mobilisation révolutionnaire des soldats contre le commandement et *l'organisation de la fraternisation sur les fronts*. "Pour la paix !", cela signifiait un défi au militarisme de l'Autriche et de l'Allemagne, d'une part, de l'Entente, de l'autre. Le mot d'ordre des bolcheviks signifiait ainsi la politique la plus hardie et la plus révolutionnaire qu'ait jamais connue l'histoire de l'humanité.

"Lutter" pour la paix en 1935, en alliance avec Herriot et les "pacifistes" bourgeois, c'est-à-dire les impérialistes hypocrites, signifie simplement soutenir le statu quo, bon *au moment présent* pour la bourgeoisie française. Cela signifie endormir et démoraliser les ouvriers par les illusions du "désarmement", des "pactes de non-agression", par le mensonge de la Société des Nations, en préparant une nouvelle capitulation des partis ouvriers au moment où la bourgeoisie française ou ses rivaux trouveront bon de renverser le statu quo.

"*Pour le pain !*" Cela signifiait pour les bolcheviks en 1917 *l'expropriation de la terre et des réserves de blé chez les propriétaires fonciers et les spéculateurs et le monopole du commerce du blé dans les mains du gouvernement des ouvriers et des paysans*. Que signifie "Pour le pain !" chez nos staliniens en 1935 ? Une simple répétition verbale !

"*Pour la liberté !*" Les bolcheviks montraient aux masses que la liberté reste une fiction, tant que les écoles, la presse, les lieux de réunion restent dans les mains de la bourgeoisie. "Pour la liberté !" signifiait : la prise du pouvoir par les soviets, l'expropriation des propriétaires fonciers, le contrôle ouvrier sur la production.

"Pour la liberté !", en alliance avec Herriot et les vénérables dames des deux sexes de la Ligue des droits de l'homme, signifie soutenir les gouvernements semi-bonapartistes, semi-parlementaires, et rien d'autre. La bourgeoisie a besoin actuellement non seulement des bandes de La Rocque, mais aussi de la réputation "gauche" de Herriot. Le capital financier s'occupe d'armer les fascistes. Les staliniens restaurent la réputation gauche de Herriot à l'aide des mascarades du "Front populaire". Voilà à quoi servent en 1935 les mots d'ordre de la Révolution d'Octobre !

Dragons et puces.

À titre de seul exemple de la nouvelle politique "réaliste", la résolution du Comité central raconte que les chômeurs de Villejuif mangent la soupe des Croix de feu et crient : "La Rocque au poteau !" Combien d'hommes mangent la soupe, combien crient, on ne nous le dit pas : les staliniens ne peuvent souffrir les chiffres. Mais là n'est pas la question... Jusqu'où doit tomber le parti "révolutionnaire", pour, dans une résolution programmatique, ne pas trouver d'autre exemple de politique prolétarienne que les cris impuissants d'ouvriers accablés et affamés, contraints de se nourrir des miettes de la philanthropie fasciste. Et ces chefs ne se sentent ni humiliés, ni honteux !

Marx citait une fois, en parlant de certains de ses disciples, les paroles de **Heine** :

"J'ai semé des dragons, et j'ai récolté des puces."

Nous craignons bien que les fondateurs de la III^e Internationale ne doivent répéter ces mêmes paroles... Et pourtant, notre époque a besoin non pas de puces, mais de dragons !

3. LA LUTTE CONTRE LE FASCISME ET LA GREVE GENERALE

Le programme de l'Internationale communiste et le fascisme

Le programme de l'Internationale communiste, écrit en 1928, dans la période de déclin théorique de l'I.C., dit : "*L'époque de l'impérialisme est l'époque du capitalisme agonisant.*" En soi, cette affirmation, formulée bien auparavant par Lénine, est absolument indiscutable et a une importance décisive pour la politique du prolétariat à notre époque. Mais les auteurs du programme de l'Internationale communiste n'ont absolument pas compris la thèse mécaniquement adoptée par eux sur le capitalisme *agonisant ou pourrissant*. Cette incompréhension apparut d'une façon particulièrement claire dans la question la plus brûlante pour nous : le fascisme.

Le programme de l'Internationale communiste dit à ce sujet : "*À côté de la social-démocratie, qui aide la bourgeoisie à étouffer le prolétariat et à endormir sa vigilance, apparaît le fascisme.*" L'Internationale communiste n'a pas compris que la mission du fascisme n'est pas d'agir à côté de la social-démocratie, mais d'écraser toutes les anciennes organisations ouvrières, y compris les organisations réformistes. La tâche du fascisme, c'est, selon les termes du programme, d'"anéantir les couches *communistes* du prolétariat et leurs cadres dirigeants". Le fascisme ne menacerait absolument pas la social-démocratie et les syndicats réformistes ; au contraire, la social-démocratie elle-même jouerait de plus en plus un "rôle fasciste". Le fascisme ne ferait que compléter l'œuvre du réformisme, en agissant "à côté de la social-démocratie".

Nous citons non pas l'article de quelconques Thorez ou Duclos qui se contredisent à chaque pas, mais le document fondamental de l'Internationale communiste, son programme. (Voir chapitre 11, paragraphe 3 : "La crise du capitalisme et le fascisme") Nous avons là devant nous tous les éléments fondamentaux de la théorie du *social-fascisme*. Les chefs de l'Internationale communiste n'ont pas compris que le capitalisme pourrissant ne peut plus s'accommoder de la social-démocratie la plus modérée et la plus servile, ni en tant que parti au pouvoir ni en tant que parti dans l'opposition. Le fascisme est appelé à prendre place non pas "à côté de la social-démocratie" mais sur ses os. C'est précisément de là que vinrent la possibilité, la nécessité et l'urgence du front unique. Mais la malheureuse direction de l'Internationale communiste n'a tenté d'appliquer la politique du front unique que dans la période où celle-ci n'était pas imposée à la social-démocratie. Dès que la situation du réformisme fut ébranlée et que la social-démocratie tomba sous les coups, l'Internationale communiste se refusa au front unique. Ces gens ont le fâcheux penchant de mettre un manteau en été et d'aller en hiver sans même une feuille de vigne !

Malgré l'expérience instructive de l'Italie, l'Internationale communiste a inscrit sur son drapeau l'aphorisme génial de Staline : "La social-démocratie et le fascisme ne sont pas des antipodes, mais des jumeaux." C'est la principale cause de la défaite du prolétariat allemand. Certes, dans la question du front unique, l'I.C. a accompli un brusque tournant : les faits se sont trouvés plus puissants que le programme. Mais le programme de l'Internationale communiste n'a été ni supprimé, ni modifié. Ses erreurs fondamentales n'ont pas été expliquées aux ouvriers. Les chefs de l'Internationale communiste, qui ont perdu confiance en eux-mêmes, conservent *pour tous les cas* un pont de retraite vers les positions du "social-fascisme". Cela donne à la politique du Front unique un caractère sans principe, diplomatique et instable.

Les illusions réformistes et staliniennes.

L'incompréhension du sens de la thèse de Lénine sur le "capitalisme agonisant" donne à toute la politique actuelle du Parti communiste français un caractère d'impuissance criarde, complétée par des illusions réformistes. Alors que le fascisme représente le produit organique du déclin capitaliste, les staliniens sont subitement persuadés de la possibilité de mettre fin au fascisme sans toucher aux bases de la société bourgeoise. Le 6 mars, Thorez écrivait pour la 101ème fois dans *L'Humanité* :

"Afin d'assurer l'échec définitif du fascisme, nous proposons de nouveau au Parti socialiste l'action commune pour la défense des revendications immédiates..."

Tout ouvrier conscient doit bien réfléchir à cette phrase "programmatische". Le fascisme, comme nous le savons, naît de l'union du désespoir des classes moyennes et de la politique terroriste du grand capital. **Les "revendications immédiates"** ce sont les revendications qui ne sortent pas du cadre du capitalisme. Comment donc, en restant sur le terrain du capitalisme pourrissant, peut-on "assurer l'échec définitif (!)" du fascisme ?

Quand **Jouhaux** dit : en mettant fin à la crise (ce n'est pas si simple !), nous aurons vaincu par cela même le fascisme, Jouhaux, au moins, est fidèle à lui-même : il garde encore et toujours espoir dans la régénération et le rajeunissement du capitalisme.

Or, les staliniens reconnaissent en paroles l'inéluctabilité de la décomposition prochaine du capitalisme. Comment peuvent-ils donc promettre d'assainir la superstructure politique, en assurant l'échec définitif du fascisme, et en même temps laisser intacte la base économique pourrissante de la société ?

Pensent-ils que le grand capital peut à sa guise faire tourner la roue de l'histoire en arrière et se mettre de nouveau sur la voie des concessions et des "réformes" ? Croient-ils que la petite bourgeoisie peut être sauvée, à l'aide de "revendications immédiates" de la ruine croissante, du déclassement et du désespoir ? Comment accorder alors ces illusions trade-unionistes et réformistes avec la thèse sur le capitalisme agonisant ?

Prise dans son plan théorique, la position du Parti communiste représente, comme nous le voyons, l'absurdité la plus complète. Regardons comment apparaît cette position à la lumière de la lutte pratique.

La lutte pour les revendications immédiates et le fascisme.

Le 28 février, Thorez exprimait dans les termes suivants la même idée centrale et radicalement fautive de la politique actuelle du Parti communiste :

"Pour battre définitivement le fascisme, il faut de toute évidence enrayer l'offensive économique du capital contre le niveau de vie des masses travailleuses."

Pourquoi la milice ouvrière ? Pourquoi une lutte directe contre le fascisme ? Il faut tendre à élever le niveau de vie des masses et le fascisme disparaîtra comme par enchantement.

Hélas! Dans ces lignes, toute la perspective de la lutte prochaine est complètement défigurée, les relations réelles sont mises la tête en bas. Les capitalistes viennent au fascisme non pas selon leur bon plaisir, mais par nécessité : ils ne peuvent plus conserver la propriété privée des moyens de production qu'en menant l'offensive contre les ouvriers, en renforçant l'oppression, en semant autour d'eux la misère et le désespoir. Craignant en même temps la riposte inévitable des ouvriers, les capitalistes, par l'entremise de leurs agents, excitent la petite bourgeoisie contre le prolétariat, en accusant celui-ci de rendre la crise plus longue et plus profonde, et financent les bandes fascistes pour écraser les ouvriers.

Si la riposte des ouvriers à l'offensive du capital se renforce demain, si les grèves deviennent plus fréquentes et plus importantes, le fascisme, à l'encontre des paroles de Thorez, ne disparaîtra pas, mais au contraire grandira deux fois plus. La croissance du mouvement gréviste provoquera une mobilisation des briseurs de grève. Tous les bandits "patriotes" entreront dans le mouvement. Des attaques quotidiennes contre les ouvriers viendront à l'ordre du Jour. Fermer les yeux là-dessus, c'est aller à une perte assurée.

Est-ce à dire, répliqueront Thorez et consorts, qu'il ne faut pas riposter ? (Et suivront à notre adresse les injures habituelles, par-dessus lesquelles nous passerons, comme par-dessus une flaque d'eau sale.) Non, il est nécessaire de riposter. Nous n'appartenons nullement à l'école qui pense que le meilleur moyen de sauvegarde est le silence, la retraite, la capitulation. "Ne provoquez pas l'ennemi !", "Ne vous défendez pas !", "Ne vous armez pas !", "Couchez-vous sur le

dos, les quatre pattes en l'air !" Il faut chercher les théoriciens de cette école stratégique non pas chez nous, mais à la rédaction de *L'Humanité* ! Il est nécessaire au prolétariat de riposter s'il ne veut pas être écrasé. Mais alors aucune illusion réformiste et pacifiste n'est admissible. La lutte sera féroce. Il faut prévoir d'avance les conséquences inévitables de la riposte et s'y préparer.

Par son offensive actuelle, la bourgeoisie donne un caractère nouveau, incomparablement plus aigu, à la relation entre la situation économique et la situation sociale du capitalisme pourrissant. Exactement de même les ouvriers doivent aussi donner à leur défense un caractère nouveau, qui réponde aux méthodes de l'ennemi de classe. En se défendant contre les coups économiques du capital, il faut savoir défendre en même temps ses organisations contre les bandes mercenaires du capital. Il est impossible de le faire autrement qu'à l'aide de la *milice ouvrière*. Aucune affirmation verbale, aucun cri, aucune injure de *L'Humanité* ne pourront infirmer cette conclusion. En particulier à l'adresse des syndicats il est nécessaire de dire : camarades, vos locaux et vos journaux seront saccagés, vos organisations réduites en poussière, si vous ne passez pas immédiatement à la création de *détachements de défense syndicale* ("milice syndicale"), si vous ne démontrez pas en fait que vous ne céderez pas au fascisme un seul pouce sans combat.

La grève générale n'est pas un jeu de cache-cache.

Dans le même article (du 28 février) Thorez se plaint :

"Le Parti socialiste n'a pas accepté nos propositions d'une large action, grève y compris, contre les décrets lois toujours en vigueur."

Grèves-y compris ? Quelle grève ? Puisqu'il s'agit de l'abolition des décrets lois, ce que Thorez a en vue, apparemment, ce sont non pas des grèves économiques partielles, mais la grève générale, c'est-à-dire politique. Il ne prononce pas les mots de "grève générale" pour ne pas faire remarquer qu'il ne fait que répéter notre ancienne proposition. À quelles ruses humiliantes doivent avoir recours ces pauvres gens pour masquer leurs oscillations et leurs contradictions !

Ce procédé est devenu, semble-t-il, une méthode. Dans la lettre ouverte du 12 mars, le Comité central du Parti communiste propose au Parti socialiste d'ouvrir contre le service militaire de deux ans une campagne décisive "par tous les moyens, y compris la *grève*". De nouveau la même formule mystérieuse ! Le Comité central a, évidemment, en vue la grève comme moyen de lutte politique, c'est-à-dire révolutionnaire. Mais pourquoi donc craint-il alors de prononcer tout haut le mot de grève générale et parle-t-il de grève tout court ? Avec qui le Comité central joue-t-il à cache-cache ? N'est-ce pas avec le prolétariat ?

La préparation de la grève générale.

Mais si on laisse de côté ces procédés déplacés pour sauver le "prestige", il reste le fait que le Comité central du Parti communiste propose pour la lutte contre la législation bonapartiste de Doumergue-Flandin la grève générale. Nous sommes pleinement d'accord avec cela. Mais nous exigeons que les chefs des organisations ouvrières comprennent eux-mêmes et expliquent aux masses ce que signifie dans les conditions actuelles la grève générale et comment il faut s'y préparer.

Déjà une simple grève économique exige d'ordinaire une organisation de combat, en particulier des *piquets*. Dans les conditions de l'exacerbation actuelle de la lutte des classes, de provocation et de terreur fascistes, une sérieuse organisation de piquets est la condition vitale de tout conflit économique important. Imaginons, pourtant, que quelque chef de syndicat déclare : "Il ne faut pas de *piquets*, c'est une provocation, il suffit de l'*autodéfense des grévistes* !" N'est-il pas évident que les ouvriers devraient conseiller amicalement à un tel "chef" d'aller à l'hôpital, sinon directement dans un asile d'aliénés. C'est que les piquets représentent précisément l'organe le plus important de l'autodéfense des grévistes !

Étendons ce raisonnement à la grève générale. Nous avons en vue non pas une simple manifestation, ni une grève symbolique d'une heure ou même de 24 heures, mais une opération de combat, avec le but de contraindre l'adversaire à céder. Il n'est pas difficile de comprendre quelle exacerbation terrible de la lutte des classes signifierait la grève générale dans les conditions

actuelles ! Les bandes fascistes surgiraient de toutes parts comme des champignons après la pluie et tenteraient de toutes leurs forces d'apporter le trouble, la provocation et la désagrégation dans les rangs grévistes. Comment pourrait-on préserver la grève générale de victimes superflues et même d'un complet écrasement sinon à l'aide de détachements de combat ouvriers sévèrement disciplinés ? ***La grève générale est une grève partielle généralisée. La milice ouvrière est le piquet de grève généralisé.***

Seuls des bavards et des fanfarons misérables peuvent dans les conditions actuelles jouer avec l'idée de la grève générale, en se refusant en même temps à un travail opiniâtre pour la création de la milice ouvrière !

La grève générale dans une "situation non-révolutionnaire" ?

Mais les malheurs du Comité central du Parti communiste ne sont pas finis.

La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. La grève générale ne se trouve possible que lorsque la lutte des classes s'élève au-dessus de toutes les exigences particulières et corporatives, s'étend à travers tous les compartiments des professions et des quartiers, efface les frontières entre les syndicats et les partis, entre la légalité et l'illégalité et mobilise la majorité du prolétariat, en l'opposant activement à la bourgeoisie et à l'État. Au-dessus de la grève générale, il ne peut y avoir que l'insurrection armée. Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle soit apparue, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir. En d'autres termes : la grève générale n'est possible que dans les conditions d'une extrême tension politique et c'est pourquoi elle est toujours l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation. Comment, en ce cas, le Comité central peut-il proposer la grève générale ? "La situation n'est pas révolutionnaire !"

Peut-être Thorez nous objectera-t-il qu'il a en vue non pas la véritable grève générale, mais une petite grève bien docile, tout juste bonne pour l'usage propre de la rédaction de *l'Humanité* ? Ou, peut-être, ajoutera-t-il discrètement que, prévoyant le refus des chefs de la S.F.I.O., il ne risque rien en leur proposant la grève générale ? Mais le plus vraisemblable est que Thorez, en guise d'objection, nous accusera simplement de monter un complot avec Chiappe, l'ex-Alphonse XIII et le pape : ce sont les réponses qui réussissent le mieux à Thorez !

Mais tout ouvrier communiste, qui a une tête sur les épaules, doit réfléchir aux contradictions criantes de ses malheureux chefs :

Il est impossible, voyez-vous, de bâtir la milice ouvrière parce que la situation n'est pas révolutionnaire ; il est même impossible de faire de la propagande en faveur de l'armement du prolétariat, c'est-à-dire de préparer les ouvriers à la situation révolutionnaire future ; mais il est possible, semble-t-il, d'appeler maintenant même les ouvriers à la grève générale, malgré l'absence de situation révolutionnaire. En vérité on dépasse ici toutes les bornes de l'étourderie et de l'absurdité !

"Les Soviets partout !"

Dans toutes les réunions, on peut entendre les communistes répéter le mot d'ordre, qui leur est resté en héritage de la "troisième période" : "Les soviets partout !" Il est absolument évident que ce mot d'ordre, si on le prend au sérieux, a un caractère profondément révolutionnaire : il est impossible d'établir le régime des soviets autrement qu'au moyen de l'insurrection armée contre la bourgeoisie. Mais l'insurrection *armée* suppose une *arme* dans les mains du prolétariat. Ainsi le mot d'ordre des "soviets partout" et le mot d'ordre de "l'armement des ouvriers" sont étroitement et indissolublement liés l'un à l'autre. Pourquoi donc le premier mot d'ordre est-il sans cesse répété par les staliniens et le second déclaré "provocation des trotskystes" ?

Notre perplexité est d'autant plus légitime que le mot d'ordre de l'armement des ouvriers correspond beaucoup plus à la situation politique actuelle et à l'état psychologique du prolétariat. Le mot d'ordre des "soviets" a, par son essence même, un caractère offensif et suppose une

révolution victorieuse. Pourtant le prolétariat se trouve actuellement dans une situation défensive. Le fascisme le menace directement d'écrasement physique. La nécessité de la défense, même les armes à la main, est actuellement plus compréhensible et plus à la portée de masses beaucoup plus larges que l'idée de l'offensive révolutionnaire. Ainsi le mot d'ordre de l'armement peut à l'étape présente compter sur un écho beaucoup plus large et beaucoup plus actif que le mot d'ordre des soviets. Comment donc un parti ouvrier peut-il, s'il n'a pas véritablement trahi les intérêts de la révolution, laisser échapper une situation si exceptionnelle et compromettre malhonnêtement l'idée de l'armement au lieu de la populariser ardemment ?

Nous sommes prêts à reconnaître que notre question est dictée par notre nature "contre-révolutionnaire", en particulier par nos aspirations à provoquer l'intervention militaire : on sait que dès que le mikado et Hitler se seront persuadés par notre question qu'un courant d'air souffle dans les têtes de Béla Kun et de Thorez, ils déclareront la guerre à l'U.R.S.S.

Tout cela a été irréfutablement établi par Duclos et n'a pas besoin de preuves. Mais, tout de même, daignez répondre : comment peut-on arriver aux soviets sans insurrection armée ? Comment arriver à l'insurrection sans armement des ouvriers ? Comment se défendre contre le fascisme sans armes ? Comment arriver à l'armement, même partiel, sans propagande pour ce mot d'ordre ?

Mais la grève générale est-elle possible dans un proche avenir ?

À une question de ce genre, il n'y a pas de réponse a priori, c'est-à-dire toute faite d'avance. Pour avoir une réponse, il faut savoir interroger. Qui ? La masse. Comment l'interroger ? Au moyen de l'agitation.

L'agitation n'est pas seulement le moyen de communiquer à la masse tels ou tels mots d'ordre, d'appeler les masses à l'action, etc. L'agitation est aussi pour le parti un moyen de prêter l'oreille à la masse, de sonder son état d'esprit et ses pensées et, selon les résultats, de prendre telle ou telle décision pratique. C'est seulement les staliniens qui ont transformé l'agitation en un monologue criard : pour les marxistes, pour les léninistes, *l'agitation est toujours un dialogue avec la masse.*

Mais pour que ce dialogue donne les résultats nécessaires, le parti doit apprécier correctement la situation générale dans le pays et tracer la voie générale de la lutte prochaine. À l'aide de l'agitation et du sondage de la masse, le parti doit apporter dans sa conception les corrections et les précisions nécessaires, en particulier dans tout ce qui concerne *le rythme du mouvement et les dates des grandes actions.*

La situation dans le pays a été définie plus haut : elle a un caractère pré-révolutionnaire avec le caractère non-révolutionnaire de la direction du prolétariat. Et puisque la politique du prolétariat est le principal facteur dans le développement d'une situation révolutionnaire, le caractère non-révolutionnaire de la direction prolétarienne entrave la transformation de la situation pré-révolutionnaire en situation révolutionnaire déclarée, et par cela même contribue à la transformer en situation contre-révolutionnaire.

Dans la réalité objective il n'y a pas, bien entendu, de strictes délimitations entre les différents stades du processus politique. Une étape s'insère dans l'autre, en résultat de quoi la situation révèle diverses contradictions. Ces contradictions, assurément, rendent plus difficiles le diagnostic et le pronostic, mais ne les rendent nullement impossibles.

Les forces du prolétariat français non seulement ne sont pas épuisées, mais sont même intactes. Le fascisme comme facteur politique dans les masses petites-bourgeoises est encore relativement faible (quoique beaucoup plus puissant, malgré tout, qu'il semble aux parlementaires). Ces deux faits politiques très importants permettent de dire avec une ferme conviction : rien n'est encore perdu, la possibilité de transformer la situation pré-révolutionnaire en situation révolutionnaire est encore complètement ouverte.

Or, dans un pays capitaliste comme la France, il ne peut y avoir de luttes révolutionnaires sans grève générale : si les ouvriers et les ouvrières, pendant les journées décisives, restent dans les usines, qui donc se battra ? La grève générale s'inscrit ainsi à l'ordre du jour.

Mais la question du *moment* de la grève générale est la question de savoir si les masses sont prêtes à lutter et si les organisations ouvrières sont prêtes à les mener au combat.

Les masses veulent-elles lutter ?

Est-il vrai pourtant qu'il ne manque que la direction révolutionnaire ? N'y a-t-il pas une grande force de conservatisme dans les masses elles-mêmes, dans le prolétariat ? Des voix s'élèvent de différents côtés. Et ce n'est pas étonnant ! Quand approche une crise révolutionnaire, de nombreux chefs, qui craignent les responsabilités, se cachent derrière le pseudo-conservatisme des masses. L'histoire nous enseigne que quelques semaines et même quelques jours avant l'insurrection d'octobre, des bolcheviks marquants comme Zinoviev, Kamenev, Rykov (de certains comme Losovsky, Manouilsky, etc., inutile de parler) affirmaient que les masses étaient fatiguées et ne voulaient pas se battre. Et pourtant Zinoviev, Kamenev et Rykov, comme révolutionnaires, étaient cent coudées au-dessus des Cachin, Thorez et Monmousseau.

Celui qui dit que notre prolétariat ne veut ou n'est pas capable de mener la lutte révolutionnaire, celui-là lance une calomnie, en reportant sa propre mollesse et sa propre lâcheté sur les masses laborieuses. *Jusqu'à maintenant il n'y a eu aucun cas ni à Paris ni en province où les masses soient restées sourdes à l'appel d'en-haut.*

Le plus grand exemple est la grève générale du 12 février 1934. Malgré la complète division de la direction, l'absence de toute préparation sérieuse, les efforts tenaces des chefs de la C.G.T. de réduire le mouvement au minimum, puisque ne pouvant pas l'éviter complètement, la grève générale eut le succès le plus grand qu'elle pût avoir dans les conditions données. C'est clair : les masses voulaient combattre. Tout ouvrier conscient doit se dire : la pression de la base doit être bien puissante, si Jouhaux lui-même est sorti pour un moment de l'immobilité. Certes, il ne s'agissait pas d'une grève générale au sens propre, mais seulement d'une manifestation de 24 heures. Mais cette limitation *ne fut pas* apportée par les masses : elle fut dictée *d'en haut*.

La manifestation de la place de la République, le 10 février de cette année, confirme la même conclusion. Le seul instrument qu'aient utilisé les centres dirigeants pour la préparation fut la lance de pompiers. Le seul mot d'ordre que les masses entendirent fut : Chut ! Chut ! Et, néanmoins, le nombre des manifestants dépassa toutes les attentes. En province, la chose s'est présentée et se présente dans la dernière année absolument de la même façon. Il est impossible d'apporter un seul fait sérieux qui témoignerait que les chefs veulent lutter et que les masses se refuseraient à les suivre. Toujours et partout, on observa un rapport absolument inverse. Il garde toute sa force encore aujourd'hui. La base veut lutter, les sommets freinent. C'est là le principal danger et il *peut* aboutir à une véritable catastrophe.

Les bases et les sommets à l'intérieur des partis.

Le même rapport se retrouve, non seulement entre les partis (ou les syndicats) et le prolétariat, mais aussi à l'intérieur de chacun des partis. Ainsi, *Frossard* n'a pas, dans la base de la S.F.I.O., le moindre appui : seuls, le soutiennent les députés et les maires, qui veulent que tout reste comme par le passé. Au contraire, *Marceau Pivert*, grâce à ses interventions de plus en plus claires et résolues, devient dans la base une des figures les plus populaires. Nous le reconnaissons d'autant plus volontiers que nous n'avons jamais renoncé dans le passé, comme nous n'y renoncerons pas dans l'avenir, à dire ouvertement quand nous ne sommes pas d'accord avec Pivert.

Pris comme symptôme politique, ce fait dépasse pourtant de loin, par son importance, la question personnelle de Frossard et de Pivert : il montre la tendance générale du développement. *La base du Parti socialiste, comme du Parti communiste, est plus à gauche, plus révolutionnaire, plus hardie que ses sommets* : c'est précisément pourquoi elle est prête à donner sa confiance seulement aux chefs de gauche. Plus encore : elle pousse les socialistes sincères toujours plus à gauche. Pourquoi donc la base se radicalise-t-elle elle-même ? Parce qu'elle se trouve en contact direct avec les masses populaires, avec leur misère, avec leur révolte, avec leur haine. Ce symptôme est infaillible. On peut se fier à lui.

Les "revendications immédiates" et la radicalisation des masses.

Les chefs du Parti communiste peuvent, certes, invoquer le fait que les masses ne font pas écho à leurs appels. Or, ce fait n'infirme pas, mais confirme notre analyse. Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les "chefs", c'est-à-dire : dans les conditions d'une très grande crise sociale une seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Pis encore : elle peut affaiblir et épuiser le prolétariat. Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève générale, mais non pas à de petites grèves épuisantes sans perspective. Malgré les appels, les manifestes et les articles de *L'Humanité*, les agitateurs communistes n'apparaissent presque nullement devant les masses en prêchant des grèves au nom des "revendications partielles immédiates". Ils sentent que les plans bureaucratiques des chefs ne correspondent absolument pas à la situation objective, ni à l'état d'esprit des masses. Sans grande perspective, les masses ne pourront et ne commenceront à lutter. La politique de *L'Humanité est la politique d'un pseudo «réalisme» artificiel et faux*. L'insuccès de la C.G.T.U. dans la déclaration de grèves partielles est la confirmation indirecte, mais très réelle de la profondeur de la crise et de la tension morale dans les quartiers ouvriers.

Il ne faut pourtant pas croire que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont trompées-et cette heure n'est, peut-être, pas si loin-le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de prostration, en des explosions isolées de désespoir. À la périphérie du prolétariat, des tendances anarchistes côtoieront des tendances fascistes. Le vin se sera changé en vinaigre.

Les changements de l'état d'esprit politique des masses exigent la plus grande attention. Sonder cette dialectique vivante à chaque étape, c'est la tâche de l'agitation. Actuellement, le Front unique reste criminellement à la fois en retard sur le développement de la crise sociale et sur l'état d'esprit des masses. Il est encore possible de rattraper le temps perdu. Mais il ne faut plus perdre de temps. L'histoire compte maintenant non pas par années, mais par mois et par semaines.

Le programme et la grève générale.

Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et en même temps renforcer l'état d'esprit combatif des masses, il faut mettre devant elles un programme d'action révolutionnaire. Des mots d'ordre partiels tels que l'abolition des décrets lois bonapartistes et du service militaire de deux ans trouveront, assurément, dans ce programme une place marquante. Mais ces deux mots d'ordre épisodiques sont absolument insuffisants.

Au-dessus de toutes les tâches et revendications partielles de notre époque se trouve la QUESTION DU POUVOIR. Depuis le 6 février 1934, la question du pouvoir est posée ouvertement comme une question de force. Les élections municipales et parlementaires peuvent avoir leur importance, en tant qu'évaluation des forces-pas plus. La question sera tranchée par le conflit déclaré des deux camps. Les gouvernements du type Doumergue, Flandin, etc., n'occupent l'avant-scène que jusqu'au jour du dénouement définitif. Demain, ce sera ou bien le fascisme ou bien le prolétariat qui gouvernera la France.

C'est précisément parce que le régime étatique intermédiaire actuel est extrêmement instable que la grève générale *peut* donner de très grands succès partiels, en contraignant le gouvernement à en venir à des concessions dans la question des décrets lois bonapartistes, du service militaire de deux ans, etc. Mais un tel succès, extrêmement précieux et important en lui-même, ne rétablira pas l'équilibre de la "démocratie" : le capital financier redoublera les subsides au fascisme et la question du pouvoir, peut-être après une courte pause, se posera avec une force redoublée.

L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir. Arrêtant les usines, les transports, en général tous les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production, mais aussi le gouvernement. Le pouvoir étatique reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le

prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'État bourgeois, soit céder la place devant le prolétariat.

Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle embrasse les véritables masses et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : *qui va être le maître de la maison ?*

Les chefs du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie : les chefs sont tenus dès maintenant de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale. Mais en renonçant à la grève générale, ils renoncent par cela même à toute lutte révolutionnaire, c'est-à-dire ils livrent le prolétariat au fascisme.

Ou la capitulation complète ou la lutte révolutionnaire pour le pouvoir - telle est l'alternative qui découle de toutes les conditions de la crise actuelle. Celui qui n'a pas compris cette alternative n'a rien à faire dans le camp du prolétariat.

La grève générale et la C.G.T.

La question de la grève générale se complique par le fait que la C.G.T. proclame son monopole à déclarer et à conduire la grève générale. Il en résulte que cette question ne regarde pas du tout les partis ouvriers. Et ce qui est, à première vue, le plus étonnant, c'est qu'il se trouve des parlementaires socialistes qui pensent que cette prétention est dans l'ordre des choses ; en vérité, ils veulent simplement se débarrasser de cette responsabilité.

La grève générale, comme l'indique déjà son nom, a pour but d'embrasser, autant que possible, tout le prolétariat. La C.G.T. ne réunit dans ses rangs probablement pas plus de 5 à 8 % du prolétariat. L'influence propre de la C.G.T. en dehors des limites des syndicats est absolument insignifiante, dans la mesure où, dans telle ou telle question, elle ne coïncide pas avec l'influence des partis ouvriers. Peut-on, par exemple, comparer l'influence du *Peuple* à l'influence du *Populaire* ou de l'*Humanité* ?

La direction de la C.G.T., par ses conceptions et ses méthodes, est encore incomparablement plus loin des tâches de l'époque actuelle que la direction des partis ouvriers. Plus on va des sommets de l'appareil vers la base des syndiqués moins il y a de confiance en Jouhaux et en son groupe. Le manque de confiance se change de plus en plus en méfiance active. L'appareil conservateur actuel de la C.G.T. sera inévitablement balayé par le développement ultérieur de la crise révolutionnaire.

La grève générale est, par son essence même, une opération politique. Elle oppose la classe ouvrière dans son ensemble à l'État bourgeois. Elle rassemble les ouvriers syndiqués et non-syndiqués, socialistes, communistes et sans-parti. Elle a besoin d'un appareil de presse et d'agitateurs tels que la C.G.T. seule n'en dispose absolument pas.

La grève générale pose carrément la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat. La C.G.T. tourne et tourne le dos à cette tâche (les chefs de la C.G.T. tournent la face vers le pouvoir bourgeois). Les chefs de la C.G.T. eux-mêmes sentent assurément que la direction de la grève générale est au-dessus de leurs forces. S'ils proclament, néanmoins, leur monopole à la diriger, c'est uniquement parce qu'ils espèrent par cette voie étouffer la grève générale avant même sa naissance.

Et la grève générale du 12 février 1934 ¹¹? Ce ne fut qu'une brève et pacifique démonstration imposée à la C.G.T. par les ouvriers socialistes et communistes. Jouhaux et consorts ont pris sur eux la direction formelle de la riposte précisément pour l'empêcher de se transformer en grève générale révolutionnaire.

¹¹ Grève générale décidée par la CGT après le 6 février 1934. La CGTU s'était ralliée au mouvement. Selon certaines estimations, il y eut 5 millions de grévistes, un million de participants aux manifestations.

Dans les instructions à ses propagandistes, la C.G.T. communiquait : "Au lendemain du 6 février, la population laborieuse et *tous les démocrates*, à l'appel de la C.G.T., ont manifesté leur ferme volonté de barrer la route aux *factieux*." À part elle-même la C.G.T. n'a noté ni les socialistes ni les communistes-seulement les "démocrates". Dans cette seule phrase, c'est tout Jouhaux. C'est précisément pourquoi il serait criminel de faire confiance à Jouhaux pour trancher la question de savoir s'il faut ou non la lutte révolutionnaire.

Bien entendu, dans la préparation et la conduite de la grève générale, les syndicats auront un rôle très influent ; mais non pas en vertu d'un monopole, mais côte à côte avec les partis ouvriers. Du point de vue révolutionnaire, il est particulièrement important de collaborer étroitement avec les organisations syndicales *locales*, sans la moindre atteinte, bien entendu, à leur autonomie.

Quant à la C.G.T., il lui faudra, soit prendre place dans le front commun prolétarien, en se détachant des "démocrates", soit resté à l'écart. Collaborer loyalement à droits égaux ? Oui. Examiner en commun les délais et les moyens de la conduite de la grève générale ? Oui ! Reconnaître le monopole de Jouhaux d'étouffer le mouvement révolutionnaire ? Jamais !

4. SOCIALISME ET LUTTE ARMEE

La grande leçon du 6 février 1934

Ce jour-là - le 6 février 1934 - les ligues fascistes avaient projeté de manifester place de la Concorde. Que font donc le Front unique et, en particulier, le Comité central du Parti communiste ? Il appelle les ouvriers de Paris à manifester à la Concorde en même temps que les fascistes. Peut-être les fascistes seraient-ils sans armes ? Non, depuis un an, ils s'arment de façon redoublée. Peut-être le Comité central du Parti communiste allait-il armer suffisamment de détachements de défense ? Oh ! Non, le Comité central est contre le "putschisme" et la "lutte physique". Comment est-il donc possible de lancer des dizaines de milliers d'ouvriers sans armes, sans préparation, sans défense contre des bandes fascistes admirablement organisées et armées, qui nourrissent une haine sanglante pour le prolétariat révolutionnaire ?

Que les malins ne nous disent pas : le Comité central du Parti communiste ne se disposait nullement à jeter les ouvriers sous les revolvers des fascistes ; il voulait seulement donner à Flandin un prétexte convenable pour interdire la manifestation fasciste. Mais c'est encore pis. Le Comité central du Parti communiste, apparaît-il donc, jouait avec les têtes des ouvriers, et l'issue de ce jeu dépendait entièrement de Flandin, plus exactement, des chefs de la police de l'école de Chiappe. Et que serait-il arrivé si à la préfecture de police on avait décidé de profiter de la bonne occasion et de donner une leçon aux ouvriers révolutionnaires par l'entremise des fascistes, en faisant de plus retomber la responsabilité de la boucherie sur les chefs du Front unique ? Il n'est pas difficile de se représenter les conséquences ! Si le massacre sanglant ne s'est pas produit cette fois-ci en cas de continuation de la même politique il se produira inévitablement, infailliblement à la première occasion semblable.

"Putschisme" et aventurisme.

La conduite du Comité central fut la plus pure forme d'aventurisme bureaucratique. Les marxistes ont toujours enseigné que *l'opportunisme et l'aventurisme représentent les deux faces de la médaille*. Le 6 février 1935, avec une clarté remarquable, nous montre avec quelle facilité la médaille se retourne.

Nous sommes contre le putschisme, contre l'insurrectionnalisme !" répéta pendant des années Otto Bauer qui ne sut pas se débarrasser du Schutz Bund (milice ouvrière), laissé en héritage par la révolution de 1918. La puissante social-démocratie autrichienne recula lâchement, s'adapta à la bourgeoisie, recula de nouveau, lança des "pétitions" ineptes, créa une fausse apparence de lutte, mit ses espoirs en son Flandin (il avait nom Dollfuss), céda position sur position, et quand elle se vit au fond de l'impasse, elle se mit à crier hystériquement : "Ouvriers, au secours !". Les meilleurs combattants, sans liaison avec les masses désorientées, accablées, trompées, se jetèrent dans le combat et subirent une défaite inévitable. Après quoi, Otto Bauer et Julius Deutsch déclarèrent : "*Nous avons agi en révolutionnaires, mais le prolétariat ne nous a pas soutenus !*".

Les événements d'Espagne se sont déroulés selon le même schéma. Les chefs social-démocrate ont appelé les ouvriers à l'insurrection après qu'ils eurent cédé à la bourgeoisie toutes les positions révolutionnaires conquises et lassé les masses populaires par leur politique de reculade. Les "anti putschistes" professionnels se sont trouvés contraints d'appeler à la défense armée dans des conditions telles qu'ils lui avaient donné pour une large part le caractère d'un "putsch".

Le 6 février 1934 fut en France une petite répétition des événements d'Autriche et d'Espagne. Pendant de nombreux mois, les staliniens ont endormi et démoralisé les ouvriers, ridiculisé le mot d'ordre de la milice et "repoussé" la lutte physique, puis tout d'un coup, sans la moindre préparation, ils ont commandé au prolétariat : "À la Concorde, en avant, marche !" Pour cette fois, le bon Langeron les sauva. Mais si demain, quand l'atmosphère sera encore plus ardente, quand les voyous fascistes assassineront des dizaines de chefs ouvriers ou incendieront *L'Humanité* -qui dit que cela est invraisemblable ?- le sage Comité central criera infailliblement : "*Ouvriers, aux armes !*" Et puis, mis dans un camp de concentration ou se promenant dans les rues de Londres, s'ils arrivent jusque-là, les mêmes chefs déclareront fièrement :

"Nous avons appelé à l'insurrection, mais les ouvriers ne nous ont pas soutenus !"

Il faut prévoir et se préparer.

Le secret du succès, évidemment, n'est pas dans la "lutte physique" elle-même, mais dans une juste politique. Or, nous appelons juste la politique qui répond aux conditions du temps et du lieu. *En soi*, la milice ouvrière ne résout pas le problème. Mais la milice ouvrière est une *partie intégrante nécessaire* de la politique qui répond aux conditions du temps et du lieu. Il serait absurde de tirer à coups de revolver sur l'urne électorale. Mais il serait encore plus absurde de se défendre contre les bandes fascistes avec le bulletin de vote.

Les premiers noyaux de la milice ouvrière se trouvent inévitablement faibles, isolés, inexpérimentés. Les routiniers et les sceptiques secouent la tête avec mépris. Il se trouve des cyniques qui n'ont pas honte de railler l'idée de la milice ouvrière dans un entretien avec les journalistes du Comité des Forges. S'ils pensent s'assurer ainsi contre les camps de concentration, ils se trompent. L'impérialisme se fiche de l'aviation de tel ou tel chef ; il lui faut écraser la classe.

Quand Guesde et Lafargue, tout jeunes, entreprirent la propagande du marxisme, ils passèrent aux yeux des sages philistins pour des solitaires impuissants et des utopistes naïfs. Néanmoins, ce sont eux qui ont creusé le lit de ce mouvement, qui porte sur lui tant de routiniers parlementaires. Dans le domaine littéraire, syndical, coopératif, les premiers pas du mouvement ouvrier furent faibles, chancelants, peu assurés. Mais malgré sa pauvreté, le prolétariat, grâce à son nombre et à son esprit de sacrifice, a créé de puissantes organisations.

L'organisation armée du prolétariat, qui au moment présent coïncide presque complètement avec la *défense contre le fascisme*, est une nouvelle branche de la lutte de classes. Les premiers pas sont ici aussi inexpérimentés, maladroits. Il faut s'attendre à des fautes. Il est même impossible d'éviter complètement la provocation. La sélection des cadres s'obtiendra peu à peu et cela d'autant plus sûrement, d'autant plus solidement que la milice sera plus près des usines, là où les ouvriers se connaissent bien l'un l'autre.

Mais l'initiative doit partir nécessairement d'en haut. *Le parti peut et doit donner les premiers cadres*. Sur la même voie doivent aussi se mettre-et ils s'y mettront inévitablement-les syndicats. Ces cadres se souderont et se renforceront d'autant plus vite qu'ils rencontreront une plus grande sympathie et un plus grand soutien dans les organisations ouvrières, puis dans la masse des travailleurs.

Que dire de ces messieurs, qui, en guise de sympathie et de soutien, apportent blâme et raillerie ou, pis encore, représentent devant l'ennemi de classe des détachements d'autodéfense ouvrière comme des détachements d'"insurrection" et de "putsch" ? Regardez, en particulier le "*Combat (?) Marxiste (!)*". Des pédants savants et à demi savants, des adjudants théoriciens de Jouhaux, dirigés par les menchéviks russes raillent méchamment les premiers pas de la milice ouvrière. Il est impossible de donner à de tels messieurs d'autre nom que celui d'ennemis directs de la révolution prolétarienne.

La milice ouvrière et l'armée.

Mais ici les routiniers conservateurs lancent leur dernier argument :

"Est-ce que vous pensez qu'à l'aide de détachements de milice mal armés le prolétariat pourra conquérir le pouvoir, c'est-à-dire remporter la victoire sur l'armée actuelle, avec sa technique moderne (les tanks ! L'aviation ! Les gaz !) ?..."

Il est difficile d'imaginer un argument plus plat et plus trivial, d'ailleurs cent fois contredit par la théorie et par l'histoire. Néanmoins, on le présente chaque fois comme le dernier mot d'une pensée "réaliste".

Si on admet même pour un instant que les détachements de la milice se révéleront demain inaptes dans la lutte pour le pouvoir, ils n'en sont pas moins nécessaires *aujourd'hui* pour la défense des organisations ouvrières. Les chefs de la C.G.T. se refusent, comme on sait, à toute lutte pour le pouvoir. Cela n'arrêtera nullement les fascistes devant l'écrasement de la C.G.T. Les

syndicalistes qui ne prennent pas à temps des mesures de défense commettent un crime contre les syndicats, indépendamment de leur orientation politique.

Considérons de plus près, pourtant, l'argument capital des pacifistes : "Les détachements armés d'ouvriers sont impuissants contre l'armée contemporaine." Cet "argument" est dirigé, au fond, non pas contre la milice, *mais contre l'idée même de révolution prolétarienne*. Si on admet pour un instant que l'armée outillée jusqu'aux dents se trouvera *dans toutes les conditions* du côté du grand capital, alors il faut renoncer non seulement la milice ouvrière, mais au socialisme en général. Alors le capitalisme est éternel.

Heureusement, il n'en est pas ainsi. La révolution prolétarienne suppose une exacerbation extrême de la lutte des classes, à la ville et au village, et par conséquent aussi dans l'armée. La révolution ne remportera la victoire que lorsqu'elle aura conquis à elle ou, au moins, neutralisé le noyau fondamental de l'armée. Cette conquête, pourtant, ne peut s'improviser : Il faut la préparer systématiquement.

Ici, le doctrinaire pacifiste interrompt pour tomber-en paroles d'accord avec nous. "Évidemment-dira-t-il-il faut conquérir l'armée au moyen d'une propagande continue. Or, c'est ce que nous faisons. La lutte contre la grande mortalité dans les casernes, contre les deux ans, contre la guerre-le succès de cette lutte rend inutile l'armement des ouvriers."

Cela est-il vrai ? Non, c'est radicalement faux. Une conquête pacifique, sereine de l'armée est encore moins possible que la conquête pacifique d'une majorité parlementaire. Déjà, les campagnes très modérées contre la mortalité dans les casernes et contre les deux ans vont sans aucun doute conduire à un rapprochement entre les ligues patriotiques et les officiers réactionnaires, à un complot direct de leur part et aussi au versement redoublé des subsides que le capital financier donne aux fascistes. *Plus l'agitation antimilitariste aura de succès, plus le danger fasciste croîtra rapidement*. Telle est la dialectique réelle et non inventée de la lutte. La conclusion est que dans le processus même de la propagande et de la préparation il faut savoir se défendre les armes à la main, et de mieux en mieux.

Pendant la révolution.

Pendant la révolution se produiront dans l'armée des oscillations inévitables, une lutte intérieure s'y mènera. Même les fractions les plus avancées ne passeront ouvertement et activement du côté du prolétariat que si elles voient de leurs yeux que *les ouvriers veulent se battre et sont capables de vaincre*. La tâche des détachements fascistes sera de ne pas permettre le rapprochement entre le prolétariat révolutionnaire et l'armée. Les fascistes s'efforceront d'écraser l'insurrection ouvrière dès son début pour enlever aux meilleures fractions de l'armée la possibilité de soutenir les insurgés. En même temps les fascistes viendront en aide aux détachements réactionnaires de l'armée pour désarmer les régiments les plus révolutionnaires et les moins sûrs.

Quelle sera en ce cas notre tâche ?

Il est impossible de dire par avance la marche concrète de la révolution dans un pays donné. Mais on peut, sur la base de toute l'expérience de l'Histoire, affirmer avec certitude que l'insurrection en aucun cas et dans aucun pays ne prendra le caractère d'un simple duel entre la milice ouvrière et l'armée. Le rapport des forces sera bien plus complexe et incomparablement plus favorable au prolétariat. La *milice ouvrière* - non par son armement, mais par sa conscience et son héroïsme - sera *l'avant-garde de la révolution*. Le *fascisme* sera *l'avant-garde de la contre-révolution*, La milice ouvrière, avec le soutien de toute la classe, avec la sympathie de tous les travailleurs, devra battre, désarmer, terroriser les bandes de brigands de la réaction et ouvrir ainsi aux ouvriers la voie vers la *fraternisation révolutionnaire avec l'armée*. L'alliance des ouvriers et des soldats viendra à bout des fractions contre-révolutionnaires. Ainsi sera assurée la victoire.

Les sceptiques hausseront les épaules avec mépris. Mais les sceptiques font le même geste à la veille de toute révolution victorieuse. Le prolétariat fera bien de prier à temps les sceptiques de

s'en aller bien loin. Le temps est trop sérieux pour expliquer la musique aux sourds, les couleurs aux aveugles et aux sceptiques la révolution socialiste.

5. LE PROLETARIAT, LES PAYSANS, L'ARMEE, LES FEMMES, LES JEUNES

Le Plan de la C.G.T. et le Front unique

Jouhaux a emprunté l'idée du Plan de Man¹². Chez tous deux le but est le même : masquer le *dernier krach du réformisme* et inspirer au prolétariat de nouveaux espoirs, pour le détourner de la révolution.

Ni de Man, ni Jouhaux n'ont inventé leurs "plans". Ils ont pris tout simplement les revendications fondamentales du *programme de transition marxiste*, la nationalisation des banques et des industries clés, ont jeté par-dessus bord la lutte de classes et à la place de l'expropriation révolutionnaire des expropriateurs ils ont mis une opération financière de *rachat*.

Le pouvoir doit comme auparavant rester dans les mains du "peuple", c'est-à-dire de la bourgeoisie. Mais l'État rachète les plus importantes branches de l'industrie (on ne nous dit pas lesquelles exactement) à leurs propriétaires actuels, qui deviennent pour deux ou trois générations des rentiers parasites : la pure et simple exploitation privée capitaliste fait place à une exploitation indirecte, par l'intermédiaire d'un capitalisme d'état. Comme Jouhaux comprend que même ce programme émasculé de nationalisation est absolument irréalisable sans lutte révolutionnaire, il déclare par avance qu'il est prêt à *changer son "plan" en petite monnaie* de réformes parlementaires dans le style, à la mode, de l'économie dirigée. L'idéal pour Jouhaux serait qu'au moyen d'arrangements dans les coulisses il réduise toute opération à ce que dans différents conseils économiques et industriels siègent des bureaucrates syndicaux, sans pouvoir et sans autorité, mais avec des jetons de présence.

Ce n'est pas pour rien que le plan de Jouhaux-son plan réel, qu'il cache derrière le "Plan" de papier-a reçu le soutien des néos et même l'approbation de Herriot !

Le sage idéal du syndicalisme "indépendant" ne sera pourtant réalisé que si le capitalisme se régénère de nouveau et si les masses ouvrières retombent sous le joug. Mais si le déclin capitaliste se poursuit ? Alors le plan, lancé pour détourner les ouvriers de "mauvaises pensées", peut devenir le drapeau du mouvement révolutionnaire.

En Belgique, ce danger existe déjà. Le P.O.B. s'est trouvé contraint de mener une agitation pour le plan de Man. Les ouvriers ont pris le plan tout à fait au sérieux. Sous le drapeau du plan une aile gauche s'est mise à se former, en particulier au sein de la jeunesse. Le falsificateur théorique de Man ressemble de plus en plus au sorcier qui a invoqué les esprits, mais qui ne sait pas comment les faire rentrer dans l'au-delà. Les bolcheviks-léninistes belges ont pleinement raison de se placer sur le terrain du mouvement de masse pour le plan pour, au moyen de la critique marxiste, le faire aller de l'avant.

Évidemment, effrayé par l'exemple belge, Jouhaux s'est empressé de reculer. Le point le plus important de l'ordre du jour du Comité national de la C.G.T., au milieu de mars la propagande pour le plan-s'est trouvé inopinément escamoté. Si cette manœuvre a plus ou moins réussi, la faute en retombe entièrement sur la direction du Front unique.

Les chefs de la C.G.T. ont lancé leur "Plan" pour avoir la possibilité de concurrencer les partis de la révolution. Par-là, Jouhaux a montré qu'à la suite de ses inspirateurs bourgeois il apprécie la situation comme révolutionnaire (dans le sens large du mot). *Mais l'adversaire révolutionnaire n'est pas apparu sur l'arène*. Jouhaux décida de ne pas s'engager plus loin dans une voie pleine de risques. Il recula et maintenant il attend.

En janvier, la C.A.P. du Parti socialiste proposa au Parti communiste une lutte commune pour le pouvoir au nom de la socialisation des banques et des branches concentrées de l'industrie. Si dans le Comité central du Parti communiste avaient siégé des révolutionnaires, ils auraient dû

¹² En 1933, le socialiste belge Henri de Man avait fait adopter par le POB des thèses réformistes sur la planification (Plan de Man). Les idées planistes furent ensuite répandues en France par les tendances de droite de la SFIO. Sur la proposition de Jouhaux, le bureau d'études de la CGT établit un plan adopté on octobre 1934 par le CCN.

saisir cette proposition des deux mains. En ouvrant une large campagne pour le pouvoir, ils auraient accéléré la mobilisation révolutionnaire à l'intérieur de la S.F.I.O. et en même temps auraient contraint Jouhaux à mener de l'agitation pour son "Plan". En suivant cette voie, on aurait pu forcer la C.G.T. à prendre sa place dans le Front unique. Le poids spécifique du prolétariat français se serait accru de plusieurs fois.

Mais dans le Comité central du Parti communiste siègent non pas des révolutionnaires, mais des mandarins. "Il n'y a pas de situation révolutionnaire" répondirent-ils, en contemplant leur nombril. Les réformistes de la S.F.I.O. respirèrent de soulagement : le danger était passé. Jouhaux se hâta de retirer de l'ordre du jour la question de la propagande pour le Plan. Le prolétariat est resté dans la grande crise sociale *sans aucun programme*. L'Internationale communiste a joué encore une fois un rôle réactionnaire.

Alliance révolutionnaire avec la paysannerie.

La crise de l'agriculture constitue maintenant le principal réservoir des tendances bonapartistes et fascistes. Quand la misère prendra le paysan à la gorge, il est capable de faire les sauts les plus inattendus. Il regarde la démocratie avec une méfiance croissante.

"*Le mot d'ordre de la défense des libertés démocratiques* - écrit Monmousseau (*Cahiers du Bolchevisme*, 1er septembre 1934, page 1017) - *correspond parfaitement à l'esprit de la paysannerie.*" Cette phrase remarquable montre que Monmousseau comprend aussi peu la question paysanne, que la question syndicale. Les paysans commencent à tourner le dos aux partis de "gauche", précisément parce que ceux-ci sont incapables de leur proposer rien d'autre que des paroles en l'air sur la "défense de la démocratie".

Aucun programme de "revendications immédiates" ne peut donner quelque chose de sérieux au village. Le prolétariat doit parler avec les paysans le langage de la révolution : il ne trouvera pas d'autre langue commune. Les ouvriers doivent élaborer *un programme de mesures révolutionnaires pour le salut de l'agriculture* en commun avec les paysans.

Les paysans craignent surtout la *guerre*. Peut-être, avec Laval et Litvinov, allons-nous les leurrer d'espoirs en la Société des Nations et dans le "désarmement" ? Le seul moyen d'éviter la guerre, c'est de renverser sa propre bourgeoisie et de donner le signal de *la transformation de l'Europe en États-Unis des Républiques Ouvrières et Paysannes*. Sans révolution, point de salut contre la guerre.

Les paysans travailleurs souffrent des conditions usuraires du crédit. Pour changer ces conditions, il n'y a qu'une voie : **exproprier les banques**, les concentrer dans les mains de l'État ouvrier et, sur le compte des requins financiers, créer *un crédit de faveur pour les petits paysans*, pour les coopératives paysannes en particulier. Sur les banques de crédit agricole doit être instauré le contrôle paysan.

Les paysans souffrent de l'exploitation des trusts d'engrais et de la meunerie. Il n'y a pas d'autre voie que *de nationaliser les trusts d'engrais et la grande meunerie* et de les subordonner complètement aux intérêts des paysans et des consommateurs.

Différentes catégories de paysans (fermiers, métayers) souffrent de l'exploitation des grands propriétaires fonciers. Il n'y a pas d'autre moyen de lutte contre *l'usure foncière* que l'expropriation des usuriers fonciers par les *comités de paysans* sous le contrôle de l'État ouvrier et paysan.

Aucune de ces mesures n'est concevable sous la domination de bourgeoisie. De petites aumônes ne sauveront pas le paysan, des palliatifs ne lui serviront de rien. Il faut des mesures révolutionnaires hardies. Le paysan les comprendra, les approuvera et les soutiendra, si l'ouvrier lui propose sérieusement de *lutter en commun pour le pouvoir*.

Ne pas attendre que la petite bourgeoisie se détermine elle-même, mais *former sa pensée, forger sa volonté* - voilà la tâche du parti ouvrier. C'est seulement ainsi que pourra se réaliser l'union des ouvriers et des paysans.

L'armée.

L'état d'esprit de la majorité des officiers de l'armée reflète l'état d'esprit réactionnaire des classes dominantes du pays, mais sous une forme encore plus concentrée. L'état d'esprit de la masse des soldats reflète l'état d'esprit des ouvriers et des paysans, mais sous une forme affaiblie : la bourgeoisie sait beaucoup mieux maintenir la liaison avec les officiers que le prolétariat avec les soldats.

Le fascisme en impose extrêmement aux officiers, car ses mots d'ordre sont décisifs et car il est prêt à trancher les questions difficiles par le revolver et la mitrailleuse. On dispose de pas mal de renseignements dispersés sur la liaison entre les ligues fascistes et l'armée, aussi bien par l'intermédiaire d'officiers de réserve que d'active. Cependant, il ne nous parvient qu'une partie infime de ce qui se passe en fait. Maintenant doit grandir dans l'armée le rôle des rengagés. En eux la réaction trouvera pas mal d'agents supplémentaires. *Le noyautage fasciste de l'armée, sous la protection du grand état-major, est en pleine marche.*

Les jeunes ouvriers conscients à la caserne pourraient offrir avec succès une résistance à la démoralisation fasciste. Mais le grand malheur est qu'eux-mêmes sont politiquement désarmés : ils n'ont pas de programme. Le jeune chômeur, le fils du petit paysan, du petit commerçant ou du petit fonctionnaire apportent dans l'armée le mécontentement des milieux sociaux d'où ils sortent. Que leur dira le communiste à la caserne, sinon que "la situation n'est pas révolutionnaire" ? Les fascistes pillent le programme marxiste, en changeant avec succès certaines de ses parties en instrument de démagogie sociale. Les "communistes" (?) renient en fait leur programme, en lui substituant les débris pourris du réformisme. Peut-on concevoir une banqueroute plus frauduleuse ?

L'Humanité se concentre sur les "revendications immédiates" des soldats : c'est nécessaire, mais ce n'est qu'une centième partie du programme. L'armée vit maintenant plus que jamais d'une vie politique. Toute crise sociale est, nécessairement, une crise de l'armée. *Le soldat français attend et cherche des réponses claires.* Il n'y a pas et il ne peut y avoir de meilleure réplique à la démagogie des fascistes que *le programme du socialisme*. Il faut le déployer hardiment dans le pays et par mille canaux il pénétrera dans l'armée !

Les femmes.

La crise sociale, avec son cortège de calamités, pèse le plus lourdement sur les femmes travailleuses. Elles sont opprimées doublement par la classe possédante et par leur propre famille.

Il se trouve des "socialistes" qui craignent que les femmes aient le droit de vote, vu l'influence qu'a sur elles l'Église. Comme si le sort du peuple dépendait du plus ou moins grand nombre des municipalités de "gauche" en 1935, et non de la situation morale, sociale et politique de millions d'ouvrières et de paysannes à l'époque prochaine !

Toute crise révolutionnaire se caractérise par l'éveil des meilleures qualités de la femme des classes travailleuses : la passion, l'héroïsme, le dévouement. L'influence de l'Église sera balayée non pas par le rationalisme impuissant des "libres penseurs", ni par la fade catégorie des francs-maçons, mais par la lutte révolutionnaire pour l'émancipation de l'humanité, par conséquent, en premier lieu, de l'ouvrière.

Le programme de la révolution socialiste doit retentir de nos jours comme le tocsin pour les femmes de la classe ouvrière !

Les jeunes.

La condamnation la plus cruelle de la direction des organisations ouvrières, politiques et syndicales est la faiblesse des organisations de jeunes. Sur *le terrain de la philanthropie, du divertissement et du sport*, la bourgeoisie et l'Église sont incomparablement plus fortes que nous. On ne peut leur arracher la jeunesse ouvrière que par le programme socialiste et l'action révolutionnaire.

À la jeune génération du prolétariat, il faut une direction politique mais non une tutelle Importune. Le bureaucratisme conservateur étouffe et repousse la jeunesse. Si le régime des Jeunesses communistes avait existé en 1848, il n'y aurait pas eu de Gavroche. La politique de passivité et d'adaptation se reflète d'une façon particulièrement funeste sur les *cadres* de la jeunesse. Les jeunes bureaucrates deviennent vieux avant l'âge : ils connaissent tous les genres de manœuvres dans les coulisses mais ils ne connaissent pas l'ABC du marxisme. Ils se forment des convictions à telle ou telle occasion, selon les exigences de la manœuvre. Au dernier congrès de l'Entente de la Seine, on a pu observer d'assez près ce type.

Il faut poser devant la jeunesse ouvrière le problème de la révolution dans toute son ampleur. En se tournant vers la nouvelle génération, il faut savoir faire appel à son audace et à son courage, sans lesquels rien de grand ne se fait dans l'histoire. La révolution ouvrira largement les portes à la jeunesse. La jeunesse ne peut pas ne pas être pour la révolution !

6. POURQUOI LA IV° INTERNATIONALE.

La faillite de l'Internationale communiste

Dans sa lettre au Conseil national du Parti socialiste, le Comité central du Parti communiste a proposé, comme base pour l'unification, "le programme de l'Internationale communiste, qui a conduit à la victoire du socialisme en U.R.S.S. alors que le programme de la II° Internationale n'a pas résisté à l'épreuve tragique de la guerre et a abouti au douloureux bilan de l'Allemagne et de l'Autriche". Que la II° Internationale ait fait faillite, les marxistes révolutionnaires l'ont proclamé dès août 1914. Tous les événements ultérieurs n'ont fait que confirmer cette appréciation. Mais en montrant la banqueroute incontestable de la social-démocratie en Allemagne et en Autriche, les staliniens oublièrent de répondre à une question : *que sont donc devenues les sections allemande et autrichienne de l'Internationale communiste ?* Le Parti communiste allemand s'est écroulé devant l'épreuve historique aussi ignominieusement que la social-démocratie allemande. Pourquoi ? Les ouvriers allemands voulaient lutter et croyaient que "Moscou" les mènerait au combat ; ils tendaient sans cesse à gauche. Le Parti communiste allemand grossissait rapidement ; à Berlin, il dépassait numériquement la social-démocratie. Mais il se trouva intérieurement ravagé avant que vînt l'heure de l'épreuve. L'étouffement de la vie intérieure, la volonté de commander au lieu de convaincre, la politique de zigzags, la nomination des chefs par en haut, le système de mensonge et de tromperie des masses-tout cela démoralisa le parti jusqu'à la moelle. Quand on approcha du danger, le parti se trouva être un cadavre. Il est impossible d'effacer ce fait de l'histoire.

Après la capitulation honteuse de l'Internationale communiste en Allemagne, les bolcheviks-léninistes, sans hésiter une minute, proclamèrent : la Troisième Internationale, est morte ! Il n'est pas besoin de rappeler les injures que lancèrent contre nous les staliniens de tous les pays. *L'Humanité*, déjà après l'avènement définitif de Hitler, affirmait de numéro en numéro : "Il n'y a pas de défaite en Allemagne", "Seuls des renégats peuvent parler de défaite", "Le Parti communiste allemand croît d'heure en heure", "Le Parti de Thaelmann se prépare à la prise du pouvoir." Rien d'étonnant si ces fanfaronnades criminelles après la plus grande catastrophe historique ont démoralisé encore plus les autres sections de l'Internationale communiste : une organisation qui a perdu la capacité d'apprendre de sa propre défaite est irrémédiablement condamnée.

La leçon de la Sarre.

La preuve ne tarda pas. Le plébiscite de la Sarre fut pour ainsi dire monté pour montrer quels restes de confiance le prolétariat allemand gardait dans la Deuxième et la Troisième Internationales. Les résultats sont là : mises devant la nécessité de choisir entre la violence triomphante de Hitler et l'impuissance pourrie des partis ouvriers banqueroutiers, les masses donnèrent à Hitler 90 % des voix et au front commun de la Deuxième et de la Troisième Internationales (si on excepte la bourgeoisie juive, les affairistes intéressés, les pacifistes, etc.), probablement pas plus de 7 %. *Tel est le bilan commun du réformisme et du stalinisme.* Malheur à celui qui n'a pas compris cette leçon !

Les masses travailleuses ont voté pour Hitler parce qu'elles ne voyaient pas d'autre voie. Les partis qui pendant des dizaines d'années les avaient éveillées et rassemblées au nom du socialisme les ont trompées et trahies. Voilà la conclusion commune qu'ont faite les travailleurs ! Si en France le drapeau de la révolution socialiste s'était élevé bien haut, le prolétariat de la Sarre aurait tourné ses regards vers l'Ouest et aurait placé la solidarité de classe au-dessus de la solidarité nationale. Mais, hélas, le coq gaulois n'annonçait pas au peuple sarrois une aurore révolutionnaire. Bien que sous le couvert du front unique, en France se mène la même politique de faiblesse, d'indécision, de piétinement sur place, de manque de confiance dans ses forces, qui a perdu la cause du prolétariat allemand. C'est pourquoi le plébiscite sarrois est non seulement la preuve des résultats de la catastrophe allemande, mais aussi *un avertissement redoutable pour le prolétariat français.* Malheur aux partis qui glissent à la surface des événements, se bercent de paroles, espèrent en

des miracles et permettent à l'ennemi mortel de s'organiser impunément, de s'armer, d'occuper des positions avantageuses et de choisir le moment le plus favorable pour porter le coup décisif !

Voilà ce que nous dit la leçon sarroise

Le programme de l'Internationale communiste.

De nombreux réformistes et centristes (c'est-à-dire ceux qui hésitent entre le réformisme et la révolution), se tournant à gauche, essaient maintenant de graviter vers l'Internationale communiste : certains d'entre eux, surtout ouvriers, espèrent sincèrement trouver dans le programme de Moscou le reflet de la Révolution d'Octobre ; d'autres, surtout fonctionnaires, s'efforcent simplement de lier amitié avec la puissante bureaucratie soviétique. Laissons les carriéristes à eux-mêmes. Mais aux socialistes qui espèrent sincèrement trouver dans l'Internationale communiste une direction révolutionnaire, nous disons : vous vous trompez cruellement ! Vous ne connaissez pas bien l'histoire de l'Internationale communiste, qui dans les dix dernières années fut l'histoire des erreurs, des catastrophes, des capitulations et de la dégénérescence bureaucratique.

Le programme actuel de l'Internationale communiste fut adopté au VI^e congrès, en 1928, après l'écrasement de la direction léniniste¹³. Entre le programme actuel et celui avec lequel le bolchevisme remporta la victoire de 1917, il y a un abîme. Le programme du bolchevisme partait du point de vue que le sort de la Révolution d'Octobre est inséparable du sort de la révolution internationale. Le programme de 1928, malgré toutes ses phrases "internationalistes", *part de la perspective de la construction indépendante du socialisme en U.R.S.S.* Le programme de Lénine disait : "Sans révolution en Occident et en Orient nous sommes vaincus." Ce programme, *par son essence même*, excluait la possibilité de sacrifier les intérêts du mouvement ouvrier mondial aux intérêts de l'U.R.S.S. Le programme de l'Internationale communiste signifie en pratique : aux intérêts de l'U.R.S.S. (en fait aux intérêts des combinaisons diplomatiques de la bureaucratie soviétique), on peut et on doit sacrifier les intérêts de la révolution prolétarienne en France. Le programme de Lénine enseignait : le bureaucratisme soviétique est le pire ennemi du socialisme ; reflétant la pression des forces et des tendances bourgeoises sur le prolétariat, le bureaucratisme peut conduire à la renaissance de la bourgeoisie ; le succès de la lutte contre le fléau du bureaucratisme ne peut être assuré que par la victoire du prolétariat européen et mondial. Contrairement à cela le programme actuel de l'Internationale communiste dit : le socialisme peut être construit indépendamment des succès et des défaites du prolétariat mondial, sous la direction de la bureaucratie soviétique infaillible et toute-puissante ; tout ce qui est dirigé contre son infaillibilité est contre-révolutionnaire et mérite d'être exterminé.

Dans le programme actuel de l'Internationale communiste, il y a, bien entendu, beaucoup d'expressions, de formules, de phrases empruntées au programme de Lénine (la bureaucratie conservatrice de Thermidor et du Consulat utilisa aussi en France la terminologie des Jacobins) ; mais au fond ces deux programmes s'excluent l'un l'autre. Pratiquement, en effet, la bureaucratie stalinienne a remplacé depuis longtemps le programme de la révolution prolétarienne internationale par un programme de réformes soviétiques nationales. Désagréant et affaiblissant le prolétariat mondial par sa politique, qui représente une mixture d'opportunisme et d'aventurisme, l'Internationale communiste mine par cela même les intérêts fondamentaux de l'U.R.S.S. Nous sommes pour l'U.R.S.S. mais contre la bureaucratie usurpatrice et son instrument aveugle, l'Internationale communiste.

Béla Kun, chef de l'Internationale communiste.

Manouïlsky, hier chef de l'Internationale communiste, s'est noyé sans laisser de traces dans la "troisième période" (où il n'y avait, hélas! que de la mousse). Manouïlsky fut remplacé, sans que

¹³ Le programme de l'Internationale communiste fut écrit par Boukharine, qui bientôt après fut officiellement déclaré "libéral bourgeois". Dans son "Testament", Lénine jugea nécessaire de prévenir que Boukharine ne possédait pas le marxisme car sa pensée était pénétrée de *scolastique*. J'ai donné une critique du programme éclectique de l'Internationale communiste dans mon livre : *L'Internationale communiste après Lénine*. Cette critique est restée jusqu'à maintenant sans réponse. (Note de l'auteur).

les sujets y prennent la moindre part, par Béla Kun. Sur ce nouveau souverain de l'Internationale communiste il est nécessaire de dire quelques mots. En tant que prisonnier de guerre hongrois en Russie, Béla Kun, comme beaucoup d'autres prisonniers, devint communiste, et à son retour en Hongrie chef d'un petit parti. La prostration du gouvernement du comte Karol devant l'Entente se termina par la transmission consentie et pacifique du pouvoir aux partis ouvriers, sans aucune révolution. Les communistes du parti de Béla Kun s'empressèrent de s'unir aux social-démocrates. Inspirateur de la Hongrie soviétique, Béla Kun fit preuve d'une complète carence, surtout dans la question paysanne, ce qui aboutit rapidement à l'effondrement des soviets. Rentré comme émigrant en U.R.S.S., Béla Kun eut toujours des rôles de troisième plan, car il ne jouissait pas du tout de la confiance politique de Lénine. On connaît le discours extrêmement violent de Lénine au Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, à la veille du III^e Congrès : presque chaque phrase rappelait les "bêtises de Béla Kun". Dans ma brochure sur la direction de l'Internationale communiste, j'ai raconté comment Lénine m'expliqua son attaque violente contre Béla Kun : "*il faut apprendre aux gens à ne pas avoir confiance en lui.*" Depuis ce temps, non seulement Béla Kun n'a rien appris, mais il a même oublié le peu qu'il s'était assimilé à l'école de Lénine. On peut voir combien cet homme est fait pour le rôle de chef de l'Internationale communiste et, en particulier, du prolétariat français.

L'unité organique.

Admettons que le Parti communiste maintenant même croisse. Non pas grâce à sa politique, mais malgré sa politique. Les événements poussent les ouvriers à gauche, et le Parti communiste, malgré son tournant opportuniste, reste pour les masses l'"extrême-gauche". La croissance numérique du Parti communiste ne renferme pourtant pas en soi la moindre garantie pour l'avenir : le Parti communiste allemand, comme nous l'avons dit, grossit jusqu'au moment même de la capitulation, et beaucoup plus rapidement.

En tout cas, le fait de l'existence de deux partis ouvriers, qui rend absolument nécessaire, en face du danger commun, une politique de front unique, suffit à expliquer en même temps les aspirations des ouvriers à l'unité organique. S'il y avait en France un parti révolutionnaire conséquent, nous serions les adversaires résolus de la fusion avec le parti opportuniste. Dans les conditions de l'exacerbation de la crise sociale, le parti révolutionnaire, en lutte contre le réformisme, rassemblerait infailliblement sous son drapeau la majorité écrasante des ouvriers. Le problème historique n'est pas d'unir mécaniquement toutes les organisations qui subsistent des différentes étapes de la lutte des classes, mais de rassembler le prolétariat dans la lutte et pour la lutte. Ce sont deux problèmes absolument différents, parfois même contradictoires.

Mais c'est un fait qu'en France il n'y a pas de parti révolutionnaire. La légèreté avec laquelle le Parti communiste-sans la moindre discussion-est passé de la théorie et de la pratique du "social-fascisme", au bloc avec les radicaux et au refus des tâches révolutionnaires au nom des "revendications immédiates" témoigne que l'appareil du parti est complètement rongé par le cynisme et la base désorientée et déshabituée de penser. C'est un *parti malade*.

Nous avons critiqué assez ouvertement la position de la S.F.I.O. pour ne pas répéter ce que nous avons dit plus d'une fois. Mais il est incontestable malgré tout que l'aile gauche, révolutionnaire, de la S.F.I.O. devient peu à peu le laboratoire où se forment les mots d'ordre et les méthodes de la lutte prolétarienne. Si cette aile se fortifie et se trempe, elle pourra devenir le facteur décisif pour agir sur les ouvriers communistes. C'est dans cette seule voie que le salut est possible. Au contraire, la situation se trouverait définitivement perdue, si l'aile révolutionnaire du Parti socialiste tombait dans le système d'engrenages qui a pour nom appareil de l'Internationale communiste et qui sert à hacher les colonnes vertébrales et les caractères, à faire perdre l'habitude de penser et à apprendre à obéir aveuglément ; ce système est franchement funeste pour former des révolutionnaires.

-Seriez-vous contre l'unité organique ? Nous demanderons, non sans indignation, quelques camarades.

Non, nous ne sommes pas contre l'unité. Mais nous sommes contre le fétichisme, la superstition et l'aveuglement. L'unité en soi ne résout encore rien. La social-démocratie autrichienne

rassembla presque tout le prolétariat, mais seulement pour le mener à la perte. Le Parti ouvrier belge a le droit de se dire le seul parti du prolétariat, mais cela ne l'empêche pas d'aller de capitulation en capitulation. Seuls des gens d'une naïveté sans espoir peuvent espérer que le Labour Party, qui domine complètement dans le prolétariat britannique, est capable d'assurer la victoire de celui-ci. Ce qui décide, ce n'est pas l'unité en soi, mais son contenu politique réel.

Si la S.F.I.O. s'unissait aujourd'hui même au Parti communiste, cela n'assurerait pas encore plus la victoire que le Front unique ne l'assure : seule une juste politique révolutionnaire peut donner la victoire. Mais nous sommes prêts à reconnaître que l'unification faciliterait, dans les conditions présentes, le regroupement et le rassemblement des éléments véritablement révolutionnaires, dispersés dans les deux partis. C'est dans ce sens-et dans ce sens seulement-que l'unification pourrait être un pas en avant.

Mais l'unification - disons-le ici même - serait un pas en arrière, pis encore, un pas vers l'abîme, si la lutte contre l'opportunisme dans le parti unifié se dirigeait suivant le lit de l'Internationale communiste. L'appareil stalinien est capable d'exploiter une révolution victorieuse, mais il est organiquement incapable d'assurer la victoire d'une nouvelle révolution. Il est conservateur jusqu'à la moelle. Répétons-le encore une fois : *la bureaucratie soviétique a autant à voir avec l'ancien parti bolchevik que la bureaucratie du Directoire et du Consulat avec le jacobinisme.*

L'unification des deux partis ne nous conduirait en avant que si elle était affranchie d'illusions, d'aveuglement et de pure tromperie. Pour ne pas tomber victime de la maladie de l'Internationale communiste, il faut aux socialistes de gauche une sérieuse inoculation de léninisme. C'est précisément pourquoi, entre autres, nous suivons avec un esprit si attentif et si critique l'évolution des groupements de gauche. D'aucuns se sentent offensés par nous. Mais nous pensons que dans le domaine révolutionnaire les règles de responsabilité sont incomparablement plus importantes que les règles de courtoisie. La critique dirigée contre nous, nous l'apprécions aussi d'un point de vue révolutionnaire et non sentimental.

Dictature du prolétariat.

Zyromski a essayé, dans une série d'articles, d'indiquer les principes fondamentaux du futur parti unifié. C'est une chose beaucoup plus sérieuse que de répéter des phrases générales sur l'unité, à la manière de Lebas. Par malheur, Zyromski fait dans ses articles un pas du centrisme réformiste non vers le léninisme, mais vers le centrisme bureaucratique (stalinisme). Cela apparaît de la façon la plus claire, comme nous allons le montrer, dans la question de la dictature du prolétariat.

Zyromski, pour quelque raison, répète avec une insistance particulière dans une série d'articles l'idée-en invoquant d'ailleurs Staline comme source première !-que "la dictature du prolétariat ne peut jamais être considérée comme un but". Comme s'il existait quelque part au monde des théoriciens insensés qui pensent que la dictature du prolétariat est un "but en soi" ! Mais dans ces étranges répétitions, il y a une idée : Zyromski s'excuse pour ainsi dire par avance devant les droitiers de vouloir la dictature. Par malheur, il est difficile d'établir la dictature, si on commence par s'excuser.

Bien pire, pourtant, est l'idée suivante : "Cette dictature du prolétariat... doit se desserrer et se transformer progressivement en démocratie prolétarienne au fur et à mesure que se développe l'édification socialiste." Dans ces quelques lignes il y a deux profondes erreurs principielles. La dictature du prolétariat y est *opposée* à la démocratie prolétarienne. Pourtant, la dictature du prolétariat par son essence même peut et doit être l'épanouissement suprême de la démocratie prolétarienne. Pour accomplir une grandiose révolution sociale, il faut au prolétariat la manifestation suprême de toutes ses forces et de toutes ses capacités : il s'organise démocratiquement précisément pour venir à bout de ses ennemis. La dictature doit, selon Lénine, "apprendre à chaque cuisinière à diriger l'État". Le glaive de la dictature est dirigé contre les ennemis de classe ; *la base de la dictature est constituée par la démocratie prolétarienne.*

Chez Zyromski la démocratie prolétarienne vient remplacer la dictature "au fur et à mesure que se développe l'édification socialiste". C'est une perspective absolument fautive. Au fur et à

mesure que la société bourgeoise se transforme en société socialiste, la démocratie prolétarienne dépérit avec la dictature, car l'État lui-même dépérit. Dans la société socialiste il n'y aura pas de place pour la "démocratie prolétarienne", premièrement, par l'absence de prolétariat, deuxièmement, par l'absence de la nécessité de violence étatique. C'est pourquoi le développement de la société socialiste doit signifier non pas la transformation de la dictature en démocratie, mais leur dissolution commune dans l'organisation économique et culturelle de la société socialiste.

Adaptation à la bureaucratie stalinienne.

Nous ne nous serions pas arrêtés à cette erreur, si elle avait eu un caractère purement théorique. En fait se cache derrière elle tout un dessein politique. La théorie de la dictature du prolétariat, que, selon son propre aveu, il a empruntée à Dan, Zyromski tente de l'adapter au régime actuel de la bureaucratie soviétique. Il ferme d'ailleurs consciemment les yeux sur cette question-ci : pourquoi, malgré les énormes succès économiques de l'U.R.S.S., la dictature prolétarienne évolue-t-elle non pas vers la démocratie, mais vers un bureaucratisme monstrueux, qui prend définitivement le caractère d'un régime personnel ? Pourquoi, "au fur et à mesure que se développe l'édification socialiste", étouffe-t-on le parti, étouffe-t-on les soviets, étouffe-t-on les syndicats ? Il est impossible de répondre à cette question sans une critique décisive du stalinisme. Mais c'est précisément ce que Zyromski veut éviter à tout prix.

Cependant, le fait qu'une bureaucratie indépendante et incontrôlée ait usurpé la défense des conquêtes sociales de la révolution prolétarienne, témoigne que nous avons devant nous une dictature malade, en dégénérescence, qui, si on la laisse à elle-même, aboutira non pas à la "démocratie prolétarienne", mais à l'effondrement complet du régime soviétique.

Seule la révolution en Occident peut sauver de la perte la Révolution d'Octobre. La théorie du "socialisme en un seul pays" est fautive dans toutes ses bases. Le programme de l'Internationale communiste ne vaut pas plus qu'elle. Adopter ce programme, ce serait lancer le train de la révolution internationale dans le ravin. La première condition de succès pour le prolétariat français est l'indépendance complète de son avant-garde à l'égard de la bureaucratie soviétique, nationale et conservatrice. Bien entendu, le Parti communiste a le droit de proposer de prendre comme base de l'unification le programme de l'Internationale communiste : il ne peut rien offrir d'autre. Mais les marxistes révolutionnaires qui sont conscients de leurs responsabilités pour le sort du prolétariat, doivent soumettre le programme de Boukharine-Staline à une critique impitoyable. L'unité est une chose magnifique, mais pas sur une base pourrie. La tâche progressive consiste à rassembler les ouvriers socialistes et communistes sur la base du programme international de Marx et de Lénine. Les intérêts du prolétariat mondial comme les intérêts de l'U.R.S.S. (ils ne sont pas différents) exigent la même lutte contre le réformisme que contre le stalinisme.

La IV^e Internationale.

Les deux Internationales, non seulement la Deuxième, mais aussi la Troisième, sont atteintes jusqu'à la moelle. Il y a des preuves historiques qui ne trompent pas. Les grands événements (Chine, Angleterre, Allemagne, Autriche, Espagne) ont rendu leur verdict. De ce verdict, confirmé en Sarre, aucun appel n'est plus possible. La préparation d'une nouvelle Internationale, s'appuyant sur l'expérience tragique des dix dernières années, est mise à l'ordre du jour. Cette tâche grandiose est étroitement liée, bien entendu, à toute la marche de la lutte de classe du prolétariat, avant tout, à la lutte contre le fascisme en France. Pour vaincre l'ennemi, l'avant-garde du prolétariat doit s'assimiler les méthodes marxistes révolutionnaires, incompatibles et avec l'opportunisme et avec le stalinisme. Réussira-t-elle à remplir cette tâche ? Engels écrivait jadis : " Les Français s'améliorent toujours à l'approche des combats." Espérons qu'ils justifieront pleinement cette fois-ci l'appréciation de notre grand maître. Mais la victoire du prolétariat français n'est concevable que si du feu de la lutte il fait sortir un parti véritablement

révolutionnaire, qui deviendra la pierre angulaire de la nouvelle Internationale. Telle serait la voie la plus courte, la plus avantageuse, la plus favorable pour la révolution internationale.

Ce serait une stupidité d'affirmer qu'elle est assurée. Si la victoire est possible, la défaite, non plus, malheureusement, n'est pas exclue. *La politique actuelle du front unique, comme des deux organisations syndicales, ne facilite pas, mais entrave la victoire.* Il est absolument évident qu'en cas d'écrasement du prolétariat français, ses deux partis disparaîtraient définitivement de la scène. La nécessité d'une nouvelle Internationale, sur de nouvelles bases, deviendrait alors évidente pour tout ouvrier. Mais il est absolument évident par avance que l'édification de la IV^e Internationale, en cas de triomphe du fascisme en France, rencontrerait mille obstacles, irait avec une extrême lenteur, et le centre de tout le travail révolutionnaire se trouverait, selon toute vraisemblance, transporté en Amérique.

Ainsi, les deux variantes historiques-la victoire et la défaite du prolétariat français-conduisent également, quoique à des rythmes différents, sur la voie de la IV^e Internationale. C'est précisément cette tendance historique qu'expriment les bolcheviks-léninistes. L'aventurisme sous toutes ses formes nous est étranger. Il s'agit non pas de "proclamer" d'une façon artificielle la IV^e Internationale, mais de la préparer systématiquement. Il faut, par l'expérience des événements, montrer et démontrer aux ouvriers avancés que les programmes et les méthodes des deux Internationales se trouvent en contradiction insurmontable avec les exigences de la révolution prolétarienne et que ces contradictions ne s'amointrissent pas, mais au contraire croissent sans cesse. De cette analyse découle la seule ligne générale possible : il faut préparer théoriquement et pratiquement la IV^e Internationale.

Jacques Doriot ou le couteau sans lame.

En février s'est tenue une conférence internationale de plusieurs organisations n'appartenant ni à la II^e ni à la III^e Internationale (deux partis hollandais, le S.A.P. allemand, l'I.L.P. britannique, etc.). Sauf les Hollandais, qui sont sur la position du marxisme révolutionnaire, tous les autres participants représentent différentes variétés, en majorité très conservatrices, de centrisme. J. Doriot, qui participa à cette conférence, écrit dans son compte rendu : "Au moment où la crise du capitalisme apporte la vérification éclatante des thèses du marxisme... les partis créés à cet effet, soit par la II^e, soit par la III^e Internationale, *ont tous failli à leur mission*". Nous ne nous arrêterons pas sur le fait que Doriot lui-même, au cours d'une lutte de dix ans contre l'Opposition de gauche, aida à décomposer l'Internationale communiste. Nous ne rappellerons pas, en particulier, le triste rôle de Doriot à l'égard de la Révolution chinoise. Prenons simplement acte qu'en février 1935, Doriot a compris et reconnu la faillite de la II^e et de la III^e Internationale. Conclut-il de là à la nécessité de préparer la nouvelle Internationale ? Faire une telle supposition, ce serait bien mal connaître ce qu'est le centrisme. Sur l'idée de la nouvelle Internationale, Doriot écrit : "Cette idée du trotskysme a été formellement condamnée par la Conférence." Doriot se laisse entraîner, quand il parle de "condamnation formelle", mais il est vrai que la Conférence, contre les deux délégués hollandais, a *repoussé* l'idée de la IV^e Internationale ? Quel est en ce cas le programme réel de la Conférence ? Il est de n'avoir aucun programme. Dans leur travail quotidien, les participants de la Conférence se tiennent à l'écart des tâches Internationales de la révolution prolétarienne, et y pensent bien peu. Mais tous les ans et demi, ils tiennent congrès pour soulager leur cœur et déclarer : "*La II^e et la III^e Internationales ont fait faillite.*" Après avoir hoché tristement la tête, ils se séparent il faudrait plutôt appeler cette "organisation" : Bureau pour la célébration d'un service funèbre annuel pour la II^e et la III^e Internationales.

Ces vénérables personnes se figurent être des "réalistes", des "tacticiens", voire des "marxistes". Elles ne font que répandre des aphorismes : "*Il ne faut pas anticiper*", "*Les masses n'ont pas encore compris*", etc. Mais pourquoi anticipez-vous donc vous-mêmes, en constatant la banqueroute des deux Internationales : les "masses" ne l'ont pas encore compris ? Et les masses qui l'ont compris sans votre aide, elles... votent pour Hitler (Sarre). Vous subordonnez la préparation de la IV^e Internationale à un "*processus historique*". Mais n'êtes-vous pas vous-mêmes une partie de ce processus ? Les marxistes se sont toujours efforcés d'être à la tête du processus historique. Quelle partie représentez-vous exactement ?

"Les masses n'ont pas encore compris." Mais les masses ne sont pas homogènes. Les idées nouvelles sont assimilées d'abord par les éléments avancés et, par leur intermédiaire, pénètrent dans les masses. Si vous-mêmes, sages altiers, avez compris la nécessité et l'inéluctabilité de la IV^e Internationale, comment pouvez-vous donc cacher cette conclusion aux masses ? Pis encore : après avoir reconnu la faillite des Internationales existantes, Doriot "condamne"(!) l'idée de la nouvelle Internationale. Quelle perspective pratique donne-t-il donc à l'avant-garde révolutionnaire ? Aucune ! Mais cela signifie semer la confusion, le trouble et la démoralisation.

Telle est la nature du centrisme. Il faut comprendre cette nature jusqu'au bout. Sous la pression des circonstances, tel centriste peut aller très loin dans l'analyse, les appréciations, la critique : dans ce domaine, les chefs du S.A.P., qui dirigèrent la conférence dont nous venons de parler, répètent fort scrupuleusement beaucoup de ce que les bolcheviks-léninistes ont dit il y a deux, trois ou dix ans. Mais le centriste s'arrête toujours craintivement devant les conclusions révolutionnaires. Célébrer en famille un service funèbre pour l'Internationale communiste ? Pourquoi pas ! Mais se mettre à la préparation de la nouvelle Internationale ? Non, plutôt... "Condamner" le trotskysme.

Doriot n'a aucune position. Et il n'en veut pas. Après la rupture avec la bureaucratie de l'Internationale communiste, il aurait pu jouer un rôle progressif et sérieux. Mais jusqu'à maintenant il ne s'en est même pas rapproché. Il se dérobe aux tâches révolutionnaires. Il s'est choisi pour maîtres les chefs du S.A.P. Veut-il s'inscrire définitivement dans la corporation des centristes ? Qu'il sache : un centriste, c'est un couteau sans lame !

7. CONCLUSION

Le rapport des forces.

"Attendre", "faire durer", "gagner du temps", tels sont les mots d'ordre des réformistes, des pacifistes, des syndicalistes, des staliniens, Cette politique se nourrit de l'idée *que le temps travaille pour nous*. Est-ce vrai ? C'est radicalement faux ! Si, dans une situation pré-révolutionnaire, nous ne menons pas une politique révolutionnaire, alors le temps travaille *contre nous*.

Malgré les hymnes creux en l'honneur du *front unique*, le rapport des forces s'est modifié dans la dernière année au détriment du prolétariat. Pourquoi ? Marceau Pivert a donné une juste réponse à cette question dans son article : "*Tout se tient*" (*le Populaire* du 18 mars 1935). Dirigés derrière les coulisses par le capital financier, toutes les forces, et tous les détachements de la réaction mènent une politique incessante d'offensive, envahissent de nouvelles positions, les renforcent et vont de l'avant (industrie, agriculture, enseignement, presse, justice, armée). Du côté du prolétariat il n'y a que des phrases sur l'offensive ; en fait il n'y a même pas de défensive. Les positions ne sont pas renforcées, mais se rendent sans combat ou se préparent à se rendre.

Le rapport politique des forces est déterminé non pas seulement par des données objectives (rôle dans la production, nombre, etc.), mais subjectives ; *la conscience de sa force* est le plus important élément de *force réelle*. Tandis que le fascisme élève de jour en jour la confiance des petits bourgeois déclassés en eux-mêmes, les groupes dirigeants du front unique affaiblissent la volonté du prolétariat. Les pacifistes, disciples de Bouddha et de Gandhi, et non de Marx et de Lénine, s'exercent à prêcher contre la violence, contre l'armement, contre la lutte physique. Les staliniens prêchent au fond la même chose, en invoquant seulement la "situation non-révolutionnaire".

Entre les fascistes et les pacifistes de toute nuance s'établit une division du travail : les uns renforcent le camp de la réaction, les autres affaiblissent le camp de la révolution. Telle est la vérité non camouflée !

Est-ce que cela signifie que la situation est désespérée ?...

Oh ! Non...

Deux facteurs importants agissent contre les réformistes et contre les staliniens.

Premièrement : les exemples frais d'Allemagne, d'Autriche, d'Espagne sont devant les yeux de tous ; les masses ouvrières sont alarmées, les réformistes et les staliniens sont décontenancés.

Secondement : les marxistes ont réussi à poser à temps devant l'avant-garde prolétarienne les problèmes de la révolution.

Les bolcheviks-léninistes sont loin de vouloir exagérer leur nombre. Mais la force de leurs mots d'ordre vient de ce qu'ils reflètent la logique du développement de la situation pré-révolutionnaire actuelle. Les événements, à chaque étape, confirment notre analyse et notre critique. L'aile gauche du Parti socialiste croît. Dans le Parti communiste la critique est comme auparavant étouffée. Mais la croissance de l'aile révolutionnaire dans la S.F.I.O. ouvrira inévitablement une brèche dans la discipline bureaucratique meurtrière des staliniens : les révolutionnaires des deux partis se tendront l'un à l'autre la main pour travailler en commun.

Notre règle reste comme toujours : *exprimer ce qui est*. C'est le plus grand service qu'on peut rendre actuellement à la cause de la révolution. Les forces du prolétariat ne sont pas dépensées. La petite bourgeoisie n'a pas encore fait son choix. On a perdu beaucoup de temps, mais les derniers délais ne sont pas encore épuisés.

La victoire est possible ! Plus encore : la victoire est assurée - autant que la victoire puisse être assurée par avance - à une seule et unique condition :

il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire, il faut renverser les obstacles, il faut culbuter l'ennemi et lui mettre le genou sur la poitrine. Camarades, amis, frères et sœurs ! Les bolcheviks-léninistes vous appellent à la lutte et à la victoire !

ANNEXE

Front populaire et comités d'action (novembre 1935)

"Le Front populaire" est une alliance du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste représentée par le parti radical et d'autres débris, plus petits de la même espèce. Cette alliance s'étend au domaine parlementaire. Dans tous les domaines, le parti radical qui conserve, lui, sa liberté d'action, limite brutalement celle du prolétariat.

Le parti radical est lui-même en train de se décomposer : chaque élection nouvelle montre que les électeurs l'abandonnent à droite et à gauche. Au contraire, les partis socialiste et communiste-en l'absence d'un véritable parti révolutionnaire-se renforcent. La tendance générale des masses travailleuses, y compris des masses petites-bourgeoises, est évidente : elles vont à gauche. L'orientation des chefs des partis ouvriers n'est pas moins évidente : Ils vont à droite.

Tandis que les masses montrent aussi bien par leurs votes que par leur lutte qu'elles veulent renverser le parti radical, les chefs du Front unique aspirent au contraire à le sauver. Après avoir gagné la confiance des masses ouvrières sur la base d'un programme "socialiste", les chefs des partis ouvriers cèdent volontairement la meilleure part de cette confiance aux radicaux, en qui les masses ouvrières n'ont précisément aucune confiance.

Le Front populaire, dans son aspect actuel, foule aux pieds non seulement la démocratie ouvrière, mais la démocratie formelle, bourgeoise. La plupart des électeurs radicaux ne participent pas à la lutte des travailleurs, ni, par conséquent, au Front populaire. Pourtant le parti radical occupe dans ce Front une position non seulement égale à celle des autres, mais encore privilégiée : l'activité des partis ouvriers est forcément limitée par le programme même du parti radical, constatation que développent sans se gêner le moins du monde les cyniques rédacteurs de *L'Humanité*. Les dernières élections sénatoriales ont manifesté en outre très clairement *la situation privilégiée* qui est celle des radicaux dans le Front populaire¹⁴. Les chefs du parti communiste se vantent ouvertement d'avoir renoncé en faveur des partis non prolétariens à des sièges qui appartenaient de plein droit aux ouvriers. Cela signifie tout simplement que le Front unique a partiellement rétabli en faveur de la bourgeoisie le cens électoral basé sur la fortune.

Le Front est par définition l'organisation directe et immédiate de la lutte. Quand il s'agit de lutter, chaque ouvrier vaut bien une dizaine de bourgeois, même membres du Front populaire. Si l'on se plaçait au point de vue de la combativité révolutionnaire du Front, il faudrait donner des privilèges électoraux aux ouvriers et non aux bourgeois radicaux. Mais est-il bien nécessaire, au fond, d'accorder des privilèges ? Le Front populaire défend la "démocratie" ? Qu'il commence donc par l'appliquer dans ses propres rangs. En d'autres termes : *la direction du Front populaire doit directement et immédiatement refléter la volonté des masses en lutte.*

Comment la refléter ? De la façon la plus simple qui soit, par des élections. Le prolétariat n'interdit à personne de lutter à côté de lui contre le fascisme, le gouvernement bonapartiste de Laval, le complot militaire des impérialistes et toutes les autres formes ignobles d'oppression. Tout ce que les ouvriers conscients exigent de leurs alliés, réels ou potentiels, est qu'ils luttent effectivement. Chacun des groupes qui participe réellement à la lutte à une étape donnée et qui

¹⁴ Les candidats socialistes et communistes s'étaient, dans de nombreux cas, désistés au second tour pour le candidat radical, généralement mieux placé du fait même du mode de scrutin.

est prêt à se soumettre à la discipline commune doit pouvoir influencer la direction du Front populaire avec des droits égaux.

Chaque groupe de deux cents, cinq cents ou mille citoyens qui adhèrent au Front populaire dans la ville, le quartier, l'usine, la caserne, la campagne doit, pendant les actions de combat, élire son représentant dans les comités d'action locaux. Tous ceux qui participent à la lutte s'engagent à reconnaître leur discipline.

Le dernier congrès de l'Internationale communiste, dans sa résolution sur le rapport de Dimitrov, s'est prononcé pour la création de comités d'action élus qui devraient constituer la base de masse du Front populaire. C'est là la seule idée progressive de toute la résolution. Mais c'est précisément pourquoi les staliniens ne font rien pour la réaliser ; car ils ne peuvent s'y décider sans rompre du même coup la collaboration de classe avec la bourgeoisie.

Il est vrai que peuvent prendre part aux élections des comités d'action non seulement les ouvriers, mais les employés, les fonctionnaires, les anciens combattants, les artisans, les petits commerçants et les petits paysans. C'est ainsi que les comités d'action peuvent le mieux remplir leur tâche qui est de lutter pour conquérir une influence décisive sur la petite bourgeoisie. En revanche, ils rendent très difficile la collaboration de la bureaucratie ouvrière avec la bourgeoisie. Or le Front populaire, sous sa forme actuelle, n'est rien d'autre que l'organisation de la collaboration de classes entre les exploités politiques du prolétariat-réformistes et staliniens- et les exploités de la petite bourgeoisie-radicaux. De véritables élections de masse pour les comités d'action chasseraient automatiquement les affairistes bourgeois radicaux du Front populaire et feraient ainsi sauter la criminelle politique dictée par Moscou.

Il serait néanmoins erroné de croire que l'on peut simplement, à un jour et une heure donnés, faire appel aux masses prolétariennes et petites-bourgeoises pour élire des comités d'action sur la base de statuts déterminés. Ce serait une façon purement bureaucratique et par conséquent stérile d'aborder la question. Les ouvriers ne peuvent élire les comités d'action que lorsqu'ils participent eux-mêmes à une action et éprouvent donc la nécessité d'avoir une direction révolutionnaire.

Il ne s'agit pas d'une *représentation démocratique de toutes et de n'importe quelles* masses, mais d'une *représentation révolutionnaire* des masses en lutte. Le comité d'action est l'appareil de la lutte. Il est inutile de chercher à déterminer d'avance les couches de travailleurs qui seront associées à la formation des comités d'action : les contours des masses qui luttent se traceront au cours de la lutte.

L'énorme danger en France actuellement consiste en ce que l'énergie révolutionnaire des masses, dépensée par à-coups successifs dans des explosions isolées, comme à Toulon, à Brest, à Limoges, finisse par faire place à l'apathie¹⁵. Seuls les traîtres conscients ou des cerveaux obtus peuvent croire ou faire croire que l'on peut, dans la situation actuelle, maintenir les masses dans l'immobilité jusqu'à ce que l'on puisse d'en haut leur faire cadeau d'un gouvernement de Front populaire. Les grèves, les protestations, les escarmouches dans les rues, les révoltes ouvertes, sont tout à fait inévitables. La tâche du parti prolétarien consiste non à freiner et à paralyser ces mouvements, mais à les unifier et à leur donner le plus de vigueur possible.

Les réformistes et plus encore les staliniens craignent les radicaux. L'appareil du front unique joue tout à fait consciemment le rôle qui consiste à désorganiser systématiquement les mouvements spontanés des masses. Et les "gauchistes" du type Marceau Pivert ne font que protéger cet appareil de la colère des masses. On ne peut sortir de cette situation que si l'on aide les masses en lutte, et, dans le processus même de la lutte, à créer un appareil nouveau qui réponde aux nécessités de l'heure. C'est précisément en cela que réside la fonction des comités d'action.

¹⁵ Les bagarres de Limoges, le 17 novembre 1935, avaient revêtu le même caractère révolutionnaire que celles de Brest et Toulon au début d'août. Cependant, la propagande des partis socialiste et communiste, les mises en garde contre les "provocateurs", les appels réitérés au gouvernement pour une action contre les factieux contribuaient à limiter la portée de ces événements et, d'une certaine manière, à empêcher leur renouvellement.

Pendant la lutte à Toulon et à Brest, les ouvriers auraient sans hésitation créé une organisation locale de combat si on les avait appelés à le faire. Au lendemain de la sanglante répression de Limoges, les ouvriers et une fraction importante de la petite bourgeoisie auraient sans aucun doute manifesté leur disposition à élire des comités pour enquêter ; sur les événements sanglants et les empêcher à l'avenir. Pendant le mouvement qui a eu lieu dans les casernes cet été, contre le "rabiote", les soldats auraient sans hésiter élu des comités d'action de compagnie, de régiment et de garnison si on leur avait indiqué cette voie. De tels cas se présentent et se présenteront à chaque pas, plus souvent à l'échelle locale, plus rarement à l'échelle nationale. Il ne faut pas manquer une seule de ces occasions. La première condition pour ce faire comprendre soi-même clairement la signification des comités d'action comme *l'unique moyen la briser la résistance anti-révolutionnaire des appareils des partis et des syndicats*.

Cela signifie-t-il que les comités d'action doivent remplacer les organisations des partis et des syndicats ? Il serait absurde de poser ainsi la question. Les masses entrent en lutte avec toutes leurs idées, leurs groupements, leurs traditions, leurs organisations. Les partis continuent de vivre et de lutter. Au cours des élections aux comités d'action, chaque parti essaiera naturellement de faire passer les siens. Les comités d'action prendront leurs décisions à la majorité, avec entière liberté pour les partis et les fractions de s'y grouper. Les comités d'action, par rapport aux partis, peuvent être considérés comme des *parlements révolutionnaires* : les partis ne sont pas exclus, bien au contraire puisqu'ils sont supposés nécessaires ; mais en même temps, ils sont contrôlés dans l'action et les masses apprennent à se libérer de l'influence des partis pourris.

Cela signifie-t-il que les comités d'action sont des soviets ? Dans certaines conditions, les comités d'action peuvent devenir des soviets. Il serait néanmoins erroné de désigner de ce nom les comités d'action. Aujourd'hui en effet, en 1935, les masses populaires sont habituées à associer au nom de soviet l'idée du pouvoir déjà conquis. Et nous n'en sommes pas encore près en France. En Russie, les soviets n'ont pas du tout été pendant leurs premiers pas ce qu'ils devaient devenir par la suite, ils ont même souvent, à l'époque, porté le nom modeste de comités ouvriers ou de comités de grève.

Les comités d'action, dans leur stade actuel, ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France, et aussi de leur donner la conscience de leur propre force pour l'offensive à venir. Cela aboutira-t-il aux soviets véritables ? Cela dépend de la réponse à la question de savoir si l'actuelle situation critique en France se développera ou non jusqu'à sa conclusion révolutionnaire. Or cela ne dépend pas uniquement de la volonté de l'avant-garde révolutionnaire, mais aussi de nombre de conditions objectives. En tout cas, le mouvement de masses qui se heurte actuellement à la barrière du Front populaire n'avancera pas sans les comités d'action.

Des tâches telles que la création de la *milice ouvrière*, *l'armement des ouvriers*, la préparation de la *grève générale*, resteront sur le papier si la masse ne s'attelle pas elle-même à la lutte, par des organes responsables. Seuls ces comités d'action nés de la lutte peuvent réaliser la véritable milice, comptant non des milliers, mais des dizaines de milliers de combattants. Seuls les comités d'action couvrant les principaux centres du pays pourront choisir le moment de passer à des méthodes de lutte plus décidées, dont la direction leur appartiendra de droit.

Il découle des considérations exposées plus haut un certain nombre de conclusions pour l'activité politique des révolutionnaires prolétariens en France. La première concerne la prétendue "gauche révolutionnaire". Ce groupe se caractérise par sa totale incompréhension des lois du mouvement des masses. Les centristes ont beau bavarder sur "les masses", c'est toujours sur l'appareil réformiste qu'ils s'orientent. En répétant tels ou tels mots d'ordre révolutionnaires, Marceau Pivert continue à les subordonner au principe abstrait de l'"unité organique", qui se révèle en fait l'unité avec les patriotes contre les révolutionnaires.

Au moment où la question de vie ou de mort pour les masses révolutionnaires est de briser la résistance des appareils social-patriotes unis, les centristes de gauche considèrent l'"unité" de ces appareils comme un bien absolu, situé au-dessus des intérêts de la lutte révolutionnaire. Ne peut

bâtir des comités d'action que celui qui a compris jusqu'au bout la nécessité de *libérer les masses de la direction des traîtres des social-patriotes*. Cependant, Pivert s'accroche à Zyromski, qui s'accroche à Blum, qui, de concert avec Thorez, s'accroche à Herriot, qui s'accroche à Laval. Pivert entre dans le système du Front populaire ce n'est pas pour rien que la "gauche révolutionnaire" a voté au dernier conseil national la honteuse résolution de Blum et le Front populaire entre aussi, comme son "aile", dans le régime bonapartiste de Laval. Si la direction du Front populaire (Herriot-Blum-Cachin-Thorez-Zyromski-Pivert) parvient à se maintenir au cours de la proche période décisive, alors le régime bonapartiste cédera inévitablement sa place au fascisme.

La condition de la victoire du prolétariat est la *liquidation de la direction actuelle*. Le mot d'ordre de l'"unité" devient, dans ces conditions, non seulement une bêtise, mais un crime. *Aucune unité avec les agents de l'impérialisme français et de la Société des Nations*. À leur direction perfide, il faut opposer les comités d'action révolutionnaires. On ne peut construire ces comités qu'en démasquant impitoyablement la politique anti-révolutionnaire de la prétendue "gauche révolutionnaire", Marceau Pivert en tête. Des illusions et des doutes à cet égard ne peuvent bien entendu, avoir place dans nos rangs.

La France à un tournant (21 mars 1936)

Ce livre¹⁶ est consacré à l'éclaircissement des méthodes de la politique révolutionnaire du prolétariat à notre époque. L'exposé a un caractère polémique, comme la politique révolutionnaire elle-même. En gagnant les masses opprimées, la polémique dirigée contre la classe dominante se transforme, à un moment donné, en révolution.

Comprendre clairement la nature sociale de la société moderne, de son État, de son droit, de son idéologie constitue le fondement théorique de la politique révolutionnaire. La bourgeoisie opère par abstraction ("nation", "patrie", "démocratie") pour camoufler l'exploitation qui est à la base de sa domination. *Le Temps*, l'un des plus infâmes journaux de l'univers, enseigne chaque jour aux masses populaires françaises le patriotisme et le désintéressement. Cependant, ce n'est un secret pour personne que le désintéressement du *Temps* s'estime d'après un tarif international bien établi.

Le premier acte de la politique révolutionnaire consiste à démasquer les fictions bourgeoises qui intoxiquent les masses populaires. Ces fictions deviennent particulièrement malfaisantes quand elles s'amalgament avec les idées de "socialisme" et de "révolution". Aujourd'hui plus qu'à n'importe quel autre moment, ce sont, les fabricants de ce genre d'amalgames qui donnent le ton dans les organisations ouvrières françaises.

La première édition de cet ouvrage a exercé une certaine influence sur la formation du parti communiste français : l'auteur en a reçu maints témoignages, dont il ne serait pas difficile au demeurant de trouver la trace dans *L'Humanité* jusqu'en 1924. Au cours des douze années qui ont suivi, il a été procédé dans l'Internationale communiste-après plusieurs zigzags fébriles-à une révision fondamentale des valeurs : il suffit de dire qu'aujourd'hui cet ouvrage figure à l'index des livres interdits. Par leurs idées et leurs méthodes, les chefs actuels du parti communiste français (nous sommes obligés de lui conserver cette appellation, qui est en complète contradiction avec la réalité) ne se différencient en rien de Kautsky, contre lequel est dirigé notre ouvrage : ils sont toutefois infiniment plus ignorants et plus cyniques. Le nouvel accès de réformisme et de patriotisme que subissent Cachin et Cie aurait pu à lui seul justifier une nouvelle édition de ce livre. Il y a cependant à cela d'autres raisons, plus sérieuses. Elles ont leurs racines dans la profonde crise prérévolutionnaire qui secoue le régime de la III^e République.

Après dix-huit ans d'absence, l'auteur de cet ouvrage a eu la possibilité de passer deux ans en France (1933-1935) ; c'était, il est vrai, en simple qualité d'observateur de province, objet, par surcroît, d'une étroite surveillance. Pendant cette période, il y eut dans le département de l'Isère où l'auteur eut l'occasion de séjourner un petit incident, pareil à beaucoup d'autres, qui donne cependant la clé de toute la politique française. Dans un sanatorium appartenant au Comité des forges, un jeune ouvrier, qui était sous le coup d'une grave opération, s'était permis de lire un journal révolutionnaire (plus exactement, un journal qu'il considérait naïvement comme révolutionnaire : *L'Humanité*). L'administration posa à l'imprudent malade et ensuite à quatre autres malades qui partageaient ses sympathies cet ultimatum : renoncer à recevoir des publications indésirables, ou être jetés à la rue. Les malades eurent beau indiquer qu'on se livrait ouvertement dans le sanatorium à une propagande cléricale et réactionnaire, cela n'eut évidemment aucun effet. Comme il s'agissait de simples ouvriers qui ne risquaient ni mandats parlementaires ni portefeuilles ministériels, mais tout simplement leur santé et leur vie, l'intimidation échoua : les cinq malades, dont un à la veille d'être opéré, furent mis à la porte du sanatorium. Grenoble avait alors une municipalité socialiste, que présidait le docteur Martin, un de ces bourgeois conservateurs qui donnent généralement le ton dans le parti socialiste et dont Léon Blum est le représentant achevé. Les ouvriers expulsés essayèrent de trouver un défenseur dans la personne du maire. Ce fut en vain : malgré leur insistance, leurs lettres, leurs démarches, ils ne furent même pas reçus. Ils s'adressèrent au journal local de gauche, *La Dépêche*, où radicaux et socialistes forment un cartel indissoluble. En apprenant qu'il s'agissait du sanatorium du

¹⁶ Cette étude a été publiée en guise d'introduction à l'édition française de "*Terrorisme et communisme*".

Comité des forges, le directeur du Journal refusa catégoriquement d'intervenir : tout ce que vous voudrez, mais pas ça. Pour une imprudence à l'égard de cette puissante organisation, *La Dépêche* avait été déjà privée une fois de publicité et avait subi de ce fait une perte de 20 000 francs. À la différence des prolétaires, le directeur de ce journal de gauche, comme le maire, avaient quelque chose à perdre : aussi renoncèrent-ils à la lutte inégale en abandonnant les ouvriers, leurs intestins et leurs reins malades, à leur sort.

Une ou deux fois par semaine, le maire socialiste, remuant de vagues souvenirs de jeunesse, fait un discours où il vante les avantages du socialisme sur le capitalisme. Pendant les élections, *La Dépêche* soutient le maire et son parti. Tout est donc pour le mieux. Le Comité des forges considère avec une tolérance toute libérale ce genre de socialisme qui ne cause pas le plus petit préjudice aux intérêts matériels du capital. Avec 20 000 francs de publicité par an-ces messieurs coûtent si bon marché-, les féodaux de l'industrie lourde et de la banque tiennent pratiquement à leur dévotion un grand journal du cartel ! Et pas seulement ce journal : le Comité des forges a bien sûr assez de moyens, directs ou indirects, pour agir sur messieurs les maires, sénateurs, députés, y compris les maires, les sénateurs, les députés socialistes. Toute la France officielle est placée sous la dictature du capital financier. Dans le dictionnaire Larousse, ce système est désigné sous le nom de "République démocratique".

Messieurs les députés de gauche et les journalistes, non seulement de l'Isère mais de tous les départements de France, croyaient que leur cohabitation pacifique avec la réaction capitaliste n'aurait pas de fin. Ils se trompaient. Depuis longtemps affaiblie, la démocratie sentit soudain sur sa tempe le canon d'un revolver. De même que les armements de Hitler-acte matériel brutal-causèrent une véritable révolution dans les rapports entre les États en démontrant la vanité et le caractère illusoire de ce qu'il est convenu d'appeler le "droit international", de même les bandes armées du colonel de La Rocque ont jeté la perturbation dans les rapports intérieurs de la France en obligeant tous les partis sans exception à se réorganiser, à s'épurer et à se regrouper.

Frédéric Engels a écrit un jour que l'État, y compris la république démocratique, c'est des bandes armées pour la défense de la propriété ; tout le reste n'est là que pour enjoliver ou masquer ce fait. Les éloquents défenseurs du "droit", genre Herriot et Blum, ont toujours été révoltés par ce cynisme. Mais Hitler et La Rocque, chacun dans sa sphère, viennent de montrer de nouveau qu'Engels avait raison.

Au début de 1934, Daladier était président du Conseil par la volonté du suffrage universel, direct et secret : il portait la souveraineté nationale dans sa poche, avec son mouchoir par-dessus. Mais, dès que les bandes de La Rocque, Maurras et Cie montrèrent qu'elles avaient l'audace de tirer des coups de revolver et de couper les jarrets des chevaux de la police, Daladier et sa souveraineté cédèrent la place à l'invalidé politique que désignèrent les chefs de ces bandes. Ce fait a infiniment plus d'importance que toutes les statistiques électorales et on ne saurait l'effacer de l'histoire récente de la France, car il est une indication pour l'avenir.

Il n'est naturellement pas donné à *n'importe quel groupe* armé de revolvers de modifier à tout moment l'orientation politique d'un pays. Seules les bandes armées qui sont les organes d'une classe déterminée peuvent, dans *certaines* circonstances, jouer un rôle décisif. Le colonel de La Rocque et ses partisans veulent assurer l'"ordre" contre les troubles. Et comme, en France, "ordre" signifie domination du capital financier sur la petite et moyenne bourgeoisie et domination de l'ensemble de la bourgeoisie sur le prolétariat et les couches sociales qui en sont proches, les troupes de La Rocque sont tout simplement des bandes armées du capital financier.

Cette idée n'est pas neuve. On peut même la trouver fréquemment exprimée dans *Le Populaire* et *L'Humanité*, encore qu'ils n'aient pas été les premiers à la formuler. Cependant, ces publications ne disent que la moitié de la vérité. L'autre moitié, non moins importante, est que Herriot et Daladier, avec leurs partisans, sont également une agence du capital financier : autrement, les

radicaux n'auraient pas pu être le parti gouvernemental de la France pendant des dizaines d'années. Si l'on ne veut pas jouer à cache-cache, il est nécessaire de dire que La Rocque et Daladier travaillent pour le même patron. Cela ne signifie pas, évidemment, qu'il y ait entre eux ou leurs méthodes une complète identité. Bien au contraire. Ils se font une guerre acharnée, comme deux agences spécialisées dont chacune possède le secret du salut. Daladier promet de maintenir l'ordre au moyen de la démocratie tricolore. La Rocque estime que le parlementarisme périmé doit être balayé en faveur d'une dictature militaire et policière déclarée. Les méthodes politiques sont opposées, mais les intérêts sociaux sont les mêmes.

La décadence du système capitaliste, sa crise incurable, sa décomposition forment la base historique de l'antagonisme qui existe entre La Rocque et Daladier (nous prenons ces deux noms uniquement pour faciliter l'exposé). Malgré les progrès incessants de la technique et les résultats remarquables obtenus dans certaines branches industrielles, le capitalisme dans l'ensemble freine le développement des forces productives, ce qui détermine une extrême instabilité des rapports sociaux et internationaux. La démocratie parlementaire est intimement liée à l'époque de la libre concurrence et de la liberté du commerce international. La bourgeoisie a pu tolérer le droit de grève, de réunion de liberté de la presse aussi longtemps que les forces productives étaient en pleine ascension, que les débouchés s'élargissaient, que le bien-être des masses populaires, quoique restreint, augmentaient et que les nations capitalistes pouvaient vivre et laisser vivre les autres. Mais plus aujourd'hui. L'époque impérialiste est caractérisée, abstraction faite de l'Union soviétique, par une stagnation et une diminution du revenu national, par une crise agraire chronique et un chômage organique. Ces phénomènes internes sont inhérents à la phase actuelle du capitalisme, comme la goutte et la sclérose à un âge déterminé de l'individu. Vouloir expliquer le chaos économique mondial par les conséquences de la dernière guerre, c'est faire preuve d'un esprit désespérément superficiel, à l'instar de M. Caillaux, du comte Sforza et autres. La guerre n'a pas été autre chose qu'une tentative des pays capitalistes pour faire retomber sur le dos de l'adversaire le krach qui menaçait déjà. Mais la tentative échoua. La guerre ne fit qu'aggraver les signes de décomposition dont l'accentuation actuelle prépare une nouvelle guerre.

Aussi mauvaises que soient les statistiques économiques de la France, qui passent intentionnellement sous silence les antagonismes de classe, elles ne peuvent pas dissimuler les signes manifestes de la décomposition sociale. Parallèlement à la diminution du revenu national, à la chute, en vérité catastrophique, du revenu des campagnes, à la ruine des petites gens des villes, à l'accroissement du chômage, les entreprises géantes, ayant un chiffre d'affaires annuel de 100 à 200 millions et même davantage, font de brillants bénéficiaires. Le capital financier, dans toute l'acception du terme, suce le sang du peuple français. Telle est la base sociale de l'idéologie et de la politique de l'"Union nationale".

Des adoucissements et des éclaircies dans le processus de décomposition sont possibles, voire inévitables ; mais ils garderont un caractère strictement conditionné par la conjoncture. Quant à la tendance générale de notre époque, elle place la France, après bien d'autres pays, devant cette alternative : ou le prolétariat doit renverser l'ordre bourgeois foncièrement gangrené, ou le capital, en vue de sa propre conservation, doit remplacer la démocratie par le fascisme. Pour combien de temps ? Le sort de Mussolini et d'Hitler répondra à cette question.

Les fascistes ont tiré, le 6 février 1934, sur l'ordre direct de la Bourse, des banques et des trusts. De ces mêmes positions de commande, Daladier a été sommé de remettre le pouvoir à Doumergue. Et si le ministre radical, président du Conseil, a capitulé -avec la pusillanimité qui caractérise les radicaux-, c'est parce qu'il a reconnu dans les bandes de La Rocque les troupes de son propre patron. Autrement dit : Daladier, ministre souverain, céda le pouvoir. À Doumergue pour la même raison qui fait refuser au directeur de *La Dépêche* et au maire de Grenoble de dénoncer l'odieuse cruauté des agents du Comité des forges.

Cependant, le passage de la démocratie au fascisme comporte des risques de secousses sociales. D'où les hésitations et les désaccords tactiques que l'on constate dans les hautes sphères de la bourgeoisie. Tous les magnats du capital sont pour qu'on continue à renforcer les bandes armées capables de constituer une réserve salutaire à l'heure du danger. Mais quelle place

accorder à ces bandes dès aujourd'hui ? Doit-on leur permettre de passer tout de suite à l'attaque ou les garder, en attendant, comme moyen d'intimidation ? Autant de questions qui ne sont pas encore résolues. Le capital financier ne croit plus qu'il soit possible aux radicaux d'entraîner derrière eux les masses de la petite bourgeoisie et de maintenir, par la pression de ces masses, le prolétariat dans les limites de la discipline "démocratique". Mais il ne croit pas davantage que les organisations fascistes, qui manquent encore d'une véritable base de masse, soient capables de s'emparer du pouvoir et d'établir un régime fort.

L'argument qui a incité à la prudence ceux qui dirigent en coulisse, ce n'est pas la rhétorique parlementaire, mais la révolte des ouvriers, la tentative de grève générale-étouffée dès le début par la bureaucratie de Jouhaux-et ensuite les émeutes locales (Toulon, Brest). Les fascistes ayant été remis quelque peu en place, les radicaux respirèrent plus librement. *Le Temps*, qui, dans une série d'articles, avait déjà trouvé le moyen d'offrir sa main et son cœur à la "jeune génération", découvrit de nouveau les avantages du régime libéral, conforme d'après lui au génie français. Ainsi s'est établi un régime instable, transitoire, bâtard, conforme non pas au génie de la France, mais au déclin de la III^e République. Dans ce régime, ce sont les traits *bonapartistes* qui apparaissent avec le plus de netteté : indépendance du gouvernement à l'égard des partis et des programmes, liquidation du pouvoir législatif au moyen des pleins pouvoirs, le gouvernement se situant au-dessus des fractions en lutte, c'est-à-dire en fait au-dessus de la nation, pour jouer le rôle d'"arbitre". Les trois ministères Doumergue, Flandin, Laval, avec l'immanquable participation des radicaux humiliés et compromis, ont chacun présenté de légères variantes sur un thème commun.

Lorsque le ministère Sarraut fut constitué, Léon Blum, dont la perspicacité comporte deux dimensions au lieu de trois, annonça : "*Les derniers effets du 6 février sont détruits sur le plan parlementaire*" (*le Populaire* du 2 février 1936). Voilà ce qui s'appelle brosser l'ombre du carrosse avec l'ombre d'une brosse ! Comme si l'on pouvait, supprimer "*sur le plan parlementaire*" la pression des bandes armées du capital financier ! Comme si Sarraut pouvait ne pas sentir cette pression et ne pas trembler devant elle ! En réalité, le gouvernement Sarraut-Flandin est une variété de ce même "bonapartisme" semi-parlementaire à peine incliné à "gauche". Sarraut lui-même, réfutant l'accusation d'avoir pris des mesures arbitraires, répondit on ne peut mieux au Parlement : "*Si mes mesures sont arbitraires, c'est parce que je veux être un arbitre.*" Cet aphorisme n'aurait pas été déplacé dans la bouche de Napoléon III. Sarraut se sent non pas le mandataire d'un parti déterminé ou d'un bloc de partis au pouvoir, comme le veulent les règles du parlementarisme mais un arbitre au-dessus des classes et des partis, comme le veulent les lois du bonapartisme.

L'aggravation de la lutte de classes et surtout l'entrée en scène des bandes armées de la réaction n'ont pas moins profondément révolutionné les organisations ouvrières. Le parti socialiste, qui jouait paisiblement le rôle de la cinquième roue du carrosse dans la III^e République, s'est vu contraint de répudier à moitié ses traditions cartellistes et même de rompre avec son aile droite (néos). Dans le même temps, les communistes accomplissaient l'évolution inverse, mais sur une échelle infiniment plus vaste. Pendant des années ces messieurs avaient rêvé de barricades, de conquête de la rue, etc. (ce rêve, il est vrai ; avait surtout un caractère littéraire). Après le 6 février, comprenant que l'affaire était sérieuse, les partisans des barricades se jetèrent à droite. Le réflexe spontané de ces phraseurs apeurés coïncidait d'une façon frappante avec la nouvelle orientation de la diplomatie soviétique.

Devant le danger que représente l'Allemagne hitlérienne, le Kremlin se tourna vers la France. *Statu quo* dans les rapports internationaux ! *Statu quo* dans le régime intérieur de la France ! Espoirs de révolution socialiste ? Chimères ! Les milieux dirigeants du Kremlin ne parlent qu'avec mépris du communisme français. Il faut donc garder ce qui existe pour ne pas risquer d'avoir pire. La démocratie parlementaire en France ne se concevant pas sans les radicaux, faisons en sorte que les socialistes les soutiennent ; ordonnons aux communistes de ne pas gêner le bloc Blum-Herriot ; s'il est possible, faisons-les entrer eux-mêmes dans ce bloc. Ni secousses, ni menaces ! Telle est l'orientation du Kremlin.

Quand Staline répudie la révolution mondiale, les partis bourgeois français ne veulent pas le croire. Ils ont bien tort ! En politique, une confiance aveugle n'est évidemment pas une vertu supérieure. Mais une méfiance aveugle ne vaut guère mieux. Il faut savoir confronter les paroles avec les actes et discerner la tendance générale de l'évolution pour plusieurs années. La politique de Staline, qui est déterminée par les intérêts de la bureaucratie soviétique privilégiée, est devenue foncièrement conservatrice. La bourgeoisie française a tout lieu de faire confiance à Staline. Le prolétariat français a les mêmes raisons de se méfier.

Au congrès d'unité de Toulouse¹⁷, le "communiste" Racamond a donné de la politique du Front populaire une formule digne de passer à la postérité : "Comment vaincre la timidité du parti radical ?" Comment vaincre la peur qu'à la bourgeoisie du prolétariat ? Très simplement : les farouches révolutionnaires doivent jeter le couteau qu'ils serraient entre leurs dents, se pommoder les cheveux et arborer le sourire de la plus charmante des odalisques ; Vaillant-Couturier dernière manière en sera le prototype. Sous la pression des "communistes" pommodés, que de toutes leurs forces poussaient à droite les socialistes en train d'évoluer vers la gauche, Blum a dû changer une fois de plus de cap. Il le fit, heureusement, dans le sens habituel. Ainsi se constitua le Front populaire : compagnie d'assurance de banqueroutiers radicaux aux frais du capital des organisations ouvrières.

Le radicalisme est inséparable de la franc-maçonnerie. C'est tout dire. Lors des débats qui eurent lieu à la Chambre des députés sur les Ligues, M. Xavier-Vallat rappela que Trotsky avait, à une époque, "interdit" aux communistes d'adhérer aux loges maçonniques. M. Jammy Schmidt, qui est, paraît-il, une autorité en la matière, s'empressa d'expliquer cette interdiction par l'incompatibilité du bolchevisme despotique avec l'"*esprit de liberté*". Nous ne voyons pas la nécessité de polémiquer sur ce thème avec le député radical. Mais aujourd'hui encore nous estimons que le représentant ouvrier qui va chercher son inspiration ou sa consolation dans la fade religion maçonnique de la collaboration des classes ne mérite pas la moindre confiance. Ce n'est pas par hasard si le Cartel s'est accompagné d'une large participation des socialistes aux loges maçonniques. Mais le temps est venu pour les communistes repentis d'en faire autant. Au demeurant, ces nouveaux initiés n'en seront que plus à l'aise, en tablier, pour servir les vieux patrons du Cartel.

Le Front populaire, nous dit-on non sans indignation, n'est nullement un cartel, mais un mouvement de masse. Les définitions pompeuses ne manquent pas, certes, mais elles ne changent rien aux choses. Le but du Cartel a toujours été de freiner le mouvement de masse en l'orientant vers la collaboration de classe. Le Front populaire a exactement le même but. La différence entre eux-elle est de taille-, c'est que le Cartel traditionnel a vu le jour au cours des époques de stabilité et de calme du régime parlementaire. Aujourd'hui que les masses sont impatientes et prêtes à exploser, il est nécessaire de disposer d'un frein plus solide, avec la participation des "communistes". Les meetings communs, les cortèges à grand spectacle, les serments, le mariage du drapeau de la Commune avec le drapeau de Versailles, le tintamarre, la démagogie, tout cela n'a qu'un but : contenir et démoraliser le mouvement de masse.

Pour se justifier devant les droites, Sarraut a déclaré à la Chambre que ses inoffensives concessions au Front populaire ne constituent rien de plus que *la soupape de sûreté* du régime. Cette franchise aurait pu paraître imprudente. Mais l'extrême-gauche la couvrit d'applaudissements. Sarraut n'avait donc aucune raison de se gêner. De toute façon, il a réussi à donner, peut-être sans le vouloir, une définition du Front populaire : une soupape de sûreté contre le mouvement de masse. En général, M. Sarraut a la main heureuse pour les aphorismes !

La politique extérieure est la continuation de la politique intérieure. Ayant complètement abandonné le point de vue du prolétariat, Blum, Cachin et Cie adoptent sous le masque de la "*sécurité collective*" et du "*droit international*" «-le point de vue de l'impérialisme national. Ils nous préparent la même politique d'abdication qu'ils ont suivie de 1914 à 1918 en y ajoutant

¹⁷ Le congrès d'unification de la CGT et la CGTU s'était tenu à Toulouse du 2 au 5 mars 1936.

seulement : "pour la défense de l'U.R.S.S.". Quand, de 1918 à 1923, la diplomatie soviétique s'est fréquemment vue obligée de louvoyer et de passer des accords, il ne vint jamais à l'esprit d'une seule section de l'Internationale communiste qu'elle pourrait faire bloc avec sa bourgeoisie ! À elle seule, cette chose n'est-elle pas une preuve suffisante de la sincérité de Staline quand il répudie la révolution mondiale ?

Pour les mêmes motifs qui poussent les chefs actuels de l'Internationale communiste à se coller aux mamelles de la "démocratie" dans la période de son agonie, ils découvrent le radieux visage de la Société des Nations alors que la parcourt déjà le hoquet de la mort. Ainsi s'est créée une plate-forme de politique extérieure commune entre les radicaux et l'Union soviétique. Le programme intérieur du Front populaire est un assemblage de lieux communs qui permettent une interprétation aussi libre que le Covenant de Genève. Le sens général du programme est celui-ci : pas de changement. Or, les masses veulent du changement et c'est en cela que réside le fond de la crise politique.

En désarmant politiquement le prolétariat, les Blum, Paul Faure, Cachin, Thorez tiennent surtout à ce qu'il ne s'arme pas physiquement. La propagande de ces messieurs ne se différencie pas des sermons religieux sur la supériorité des principes moraux. Engels qui enseignait que la possession du pouvoir d'État est une question de bandes armées, Marx qui regardait l'insurrection comme un art, apparaissent aux députés, aux sénateurs et maires actuels du Front populaire comme des sauvages du Moyen-Âge. *Le Populaire* passe pour la centième fois un dessin représentant un ouvrier désarmé avec cette légende :

"Vous comprendrez que nos poings nus sont plus solides que toutes vos matraques."

Quel splendide mépris pour la technique militaire ! À cet égard, le Négus lui-même a des vues plus avancées. Pour ces gens, les coups d'État en Italie, en Allemagne, en Autriche n'existent pas. Cesseront-ils de vanter les "poings nus", quand La Rocque leur passera les menottes ? Par moment, on en arrive presque à regretter de ne pouvoir faire subir cette expérience à messieurs les chefs, sans que les masses aient à en souffrir.

Vu sous l'angle du régime bourgeois, le Front populaire est un épisode de la rivalité entre le radicalisme et le fascisme pour gagner l'attention et les faveurs du grand capital. En fraternisant d'une façon théâtrale avec les socialistes et les communistes, les radicaux veulent montrer au patron que le régime n'est pas aussi malade que les droites le prétendent; que le danger de révolution est exagéré; que Vaillant-Couturier lui-même a troqué son couteau contre un collier; que par les "révolutionnaires" apprivoisés on peut dissiper les masses ouvrières et, par conséquent, sauver le système parlementaire de la faillite.

Tous les radicaux ne croient pas à cette manœuvre; les plus sérieux et les plus influents, Herriot en tête, préfèrent adopter une attitude d'attente. Mais en fin de compte eux-mêmes ne peuvent pas proposer autre chose. La crise du parlementarisme est avant tout une crise de confiance de l'électeur à l'égard du radicalisme.

Tant qu'on n'aura pas découvert le moyen de rajeunir le capitalisme il n'existera pas de recette pour sauver le parti radical. Celui-ci n'a le choix qu'entre différents genres de mort politique. Un succès relatif aux prochaines élections n'empêcherait pas et même ne retarderait pas bien longtemps son effondrement.

Les chefs du parti socialiste, les politiciens les plus insoucians de France, ne s'embarrassent pas de la sociologie du Front Populaire: personne ne peut rien tirer d'intéressant des interminables monologues de Léon Blum. Quant aux communistes, qui sont extrêmement fiers d'avoir pris l'initiative de la collaboration avec la bourgeoisie, ils présentent le Front populaire comme *l'alliance du prolétariat avec les classes moyennes*. Quelle parodie du marxisme ! Non, le parti radical n'est pas le parti de la petite bourgeoisie Il n'est pas davantage un "bloc de la moyenne et de la petite bourgeoisie", selon la définition absurde de *la Pravda*. Non seulement la moyenne bourgeoisie exploite la petite bourgeoisie sur le plan économique comme sur le plan politique,

mais elle est elle-même une agence du capital financier. Désigner, sous le terme neutre de "bloc", des rapports politiques hiérarchiques fondés sur l'exploitation, c'est se moquer de la réalité. Un cavalier n'est pas un bloc homme-cheval. Si le parti Herriot-Daladier a des racines dans les masses petites-bourgeoises et, dans une certaine mesure, jusque dans les milieux ouvriers, c'est uniquement pour les duper dans l'intérêt du régime capitaliste. *Les radicaux sont le parti démocratique de l'impérialisme français.* Toute autre définition est un leurre.

La crise du système capitaliste désarme les radicaux en leur enlevant les moyens traditionnels qui leur permettaient d'endormir la petite bourgeoisie. Les classes moyennes commencent à sentir, sinon à comprendre, qu'on ne sauvera pas la situation par de misérables réformes et qu'une refonte hardie du régime actuel est devenue nécessaire. Mais radicalisme et hardiesse vont ensemble comme l'eau et le feu. Le fascisme se nourrit avant tout de la méfiance croissante de la petite bourgeoisie à l'égard du radicalisme. On peut dire sans exagérer que le sort de la politique de la France ne tardera pas à se décider dans une large mesure selon la manière dont sera liquidé le radicalisme et selon que ce sera le fascisme ou le parti du prolétariat qui prendra sa succession, c'est-à-dire qui héritera de son influence sur les masses petites-bourgeoises.

Un principe élémentaire de la stratégie marxiste est que l'alliance du prolétariat avec les petites gens des villes et des campagnes doit se réaliser uniquement dans la lutte irréductible contre la représentation parlementaire traditionnelle de la petite-bourgeoisie. Pour gagner le paysan à l'ouvrier, il faut le détacher du politicien radical qui l'asservit au capital financier. Contrairement à cela, le Front populaire, complot de la bureaucratie ouvrière avec les pires exploités politiques des classes moyennes, est tout simplement capable de tuer la foi des masses dans les méthodes révolutionnaires et de les jeter dans les bras de la contre-révolution fasciste.

Aussi invraisemblable que cela paraisse, quelques cyniques essayent de justifier la politique du Front populaire en se référant à Lénine, qui, paraît-il, a démontré qu'on ne pouvait pas se passer de "compromis" et notamment d'accords avec d'autres partis. Pour les chefs de l'Internationale communiste d'aujourd'hui, outrager Lénine est devenu une règle ; ils piétinent la doctrine du fondateur du parti bolchevique et vont ensuite s'incliner à Moscou devant son mausolée.

Lénine a commencé sa tâche dans la Russie tsariste, où non seulement les ouvriers, les paysans, les intellectuels, mais de larges milieux bourgeois combattaient l'ancien régime. Si, d'une façon générale, la politique du Front populaire avait pu avoir sa justification, il semblerait que ce fût avant tout dans un pays qui n'avait pas encore fait sa révolution bourgeoise. Messieurs les falsificateurs feraient bien d'indiquer dans quelle phase, à quel moment et dans quelles circonstances le parti bolchevique a réalisé en Russie un semblant de Front populaire ? Qu'ils fassent travailler leurs méninges et fouillent dans les documents historiques !

Les bolcheviks ont passé des accords d'ordre pratique avec les organisations révolutionnaires petites-bourgeoises pour le transport clandestin en commun des écrits révolutionnaires, parfois pour l'organisation en commun d'une manifestation dans la rue ou pour riposter aux bandes de pogromistes. Lors des élections à la Douma, ils ont eu recours, dans certaines circonstances et au deuxième degré, à des blocs électoraux avec les menchéviks ou avec les socialistes révolutionnaires. C'est tout. Ni "programmes" communs ni organismes permanents, ni renoncement à critiquer les alliés du moment. Ce genre d'accords et de compromis épisodiques, strictement limités à des buts précis-Lénine n'avait en vue que ceux-là-n'avait rien de commun avec le Front populaire, qui représente un conglomérat d'organisations hétérogènes, une alliance durable de classes différentes liées pour toute une période-et quelle période!-par une politique et un programme communs-une politique de parade, de déclamation et de poudre aux yeux. À la première épreuve sérieuse, le Front populaire se brisera et toutes ses parties constitutives en sortiront avec de profondes lézardes. La politique du Front populaire est une politique de trahison.

La règle du bolchevisme en ce qui concerne les blocs était la suivante : *Marcher séparément, vaincre ensemble !* La règle des chefs de l'Internationale communiste aujourd'hui est devenue : *Marcher ensemble pour être battus séparément.* Que ces messieurs se cramponnent à Staline et à Dimitrov, mais qu'ils s'arrangent pour laisser Lénine en paix.

Il est impossible de ne pas s'indigner quand on lit les déclarations de chefs vantards qui prétendent que le Front populaire a "sauvé" la France du fascisme ; en réalité, cela veut tout simplement dire que nos héros affolés se sont épargnés par leurs encouragements mutuels une frayeur plus grande encore. Pour combien de temps ? Entre le premier soulèvement d'Hitler et son arrivée au pouvoir, il s'est écoulé dix années, marquées par des alternances de flux et de reflux. À l'époque, les Blum et les Cachin allemands ont maintes fois proclamé leur "victoire" sur le national-socialisme. Nous ne les avons pas crus et nous n'avons pas eu tort. Néanmoins, cette expérience n'a rien appris aux cousins français de Wels et de Thaelmann. Certes, en Allemagne, les communistes n'ont pas participé au Front populaire qui groupait la social-démocratie, la bourgeoisie de gauche et le Centre catholique ("alliance du prolétariat avec les classes moyennes" !). En ce temps-là, l'Internationale communiste repoussait même les accords de combat entre organisations ouvrières contre le fascisme. Les résultats, on les connaît. Notre sympathie la plus chaleureuse pour Thaelmann, en tant que prisonnier des bourreaux, ne peut pas nous empêcher de dire que sa politique, c'est-à-dire la politique de Staline, a plus fait pour la victoire d'Hitler que la politique d'Hitler lui-même. Ayant tourné casaque, l'Internationale communiste applique aujourd'hui en France la politique suffisamment connue de la social-démocratie allemande. Est-il vraiment si difficile d'en prévoir les résultats ?

Les prochaines élections parlementaires, quelle que soit leur issue, n'apporteront pas, par elles-mêmes, de changements sérieux dans la situation : en définitive, les électeurs sont priés de choisir entre un arbitre genre Laval et un arbitre genre Herriot-Daladier. Mais comme Herriot a tranquillement collaboré avec Laval et que Daladier les a soutenus tous les deux la différence qui les sépare, si on la mesure à l'échelle des problèmes historiques qui sont posés, est insignifiante.

Faire croire que Herriot-Daladier sont capables de déclarer la guerre aux "deux cents familles" qui gouvernent la France, c'est duper impudemment le peuple. Les deux cents familles ne sont pas suspendues entre ciel et terre, elles constituent le couronnement organique du système du capital financier. Pour avoir raison des deux cents familles, il faut renverser le régime économique et politique au maintien duquel Herriot et Daladier ne sont pas moins intéressés que Tardieu et La Rocque. Il ne s'agit pas de la lutte de la "nation" contre quelques féodaux, comme la présente *L'Humanité* mais de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, de la lutte des classes qui ne peut être tranchée que par la révolution. Le complot anti-ouvrier des chefs du Front populaire est devenu le principal obstacle dans cette voie.

On ne peut pas dire d'avance combien de temps encore des ministères semi-parlementaires, semi-bonapartistes continueront à se succéder en France et par quelles phases précises le pays passera au cours de la prochaine période. Cela dépendra de la conjoncture économique nationale et mondiale, de l'atmosphère internationale, de la situation en U.R.S.S., du degré de stabilité du fascisme italien et allemand, de la marche des événements en Espagne, enfin-et ce n'est pas le facteur le moins important-de la clairvoyance et de l'activité des éléments avancés du prolétariat français. Les convulsions du franc peuvent hâter le dénouement. Une coopération plus étroite de la France avec l'Angleterre est de nature à le retarder. De toute façon, l'agonie de la "démocratie" peut durer beaucoup plus longtemps en France que la période préfasciste Brüning-Papen-Schleicher n'a duré en Allemagne ; mais elle ne cessera pas pour cela d'être une agonie. La démocratie sera balayée. La question est uniquement de savoir qui la balayera.

La lutte contre les deux cents familles, contre le fascisme et la guerre-pour la paix, le pain, la liberté et autres belles choses-est, ou bien un leurre, ou bien une lutte pour renverser le capitalisme. Le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir se pose devant les travailleurs français non pas comme un objectif lointain, mais comme la tâche de la période qui s'ouvre. Or, les chefs socialistes et communistes non seulement se refusent à procéder à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, mais ils s'y opposent de toutes leurs forces. En même

temps qu'ils fraternisent avec la bourgeoisie, ils traquent et expulsent les bolcheviks¹⁸. Telle est la violence de leur haine de la révolution et de la peur qu'elle leur inspire ! Dans cette situation, le plus mauvais rôle est joué par les pseudo-révolutionnaires du type Marceau Pivert qui promettent de renverser la bourgeoisie, mais avec la permission de Léon Blum !

Toute la marche du mouvement ouvrier français au cours de ces douze dernières années a mis à l'ordre du jour la nécessité de créer un *nouveau parti révolutionnaire*.

Vouloir deviner si les événements laisseront "suffisamment" de temps pour fonder le nouveau parti, c'est se livrer à la plus stérile des occupations. Les ressources de l'Histoire en ce qui concerne les possibilités diverses, les formes de transition, les étapes, les accélérations et les retards sont inépuisables. Sous l'empire des difficultés économiques, le fascisme peut prendre prématurément l'offensive et subir une défaite. Un répit durable en résulterait. Au contraire, il peut par prudence adopter trop longtemps une attitude d'attente et de ce fait offrir de nouvelles chances aux organisations révolutionnaires. Le Front populaire peut se briser sur ses propres contradictions avant que le fascisme soit capable de livrer une bataille générale : il en résulterait une période de regroupement et de scissions dans les partis ouvriers et une cristallisation rapide d'une avant-garde révolutionnaire. Les mouvements spontanés des masses, selon l'exemple de Toulon et de Brest, peuvent prendre une grande ampleur et créer un point d'appui solide pour le levier révolutionnaire. Enfin, même une victoire du fascisme en France, qui, théoriquement, n'est pas impossible, ne veut pas dire que celui-ci resterait au pouvoir un millier d'années, comme Hitler l'annonce, ni que cette victoire créerait une situation comparable à celle dont a bénéficié Mussolini. Si le crépuscule du fascisme commençait en Italie ou en Allemagne, il ne tarderait pas à s'étendre à la France. Dans l'hypothèse la moins favorable, construire un parti révolutionnaire, c'est hâter l'heure de la revanche. Les sages qui se débarrassent de cette tâche urgente en prétendant que les "conditions ne sont pas mûres" démontrent seulement qu'ils ne sont pas mûrs eux-mêmes pour ces conditions.

Les marxistes français, comme ceux de tous les pays, doivent, d'une certaine manière, recommencer à zéro, mais à un degré historiquement plus élevé que leurs prédécesseurs. La décadence de l'Internationale communiste, plus honteuse que la décadence de la social-démocratie en 1914, gêne considérablement, au début, la marche en avant. Le recrutement des nouveaux cadres se fait avec lenteur au cours de la lutte cruelle que soutient la classe ouvrière contre le front uni de la bureaucratie réactionnaire et patriote. D'un autre côté, ces difficultés, qui ne se sont pas abattues par hasard sur le prolétariat, permettront de mieux sélectionner et de mieux éprouver les premières phalanges du nouveau parti et de la nouvelle Internationale.

Seule une infime partie des cadres de l'Internationale communiste avaient commencé leur éducation révolutionnaire au début de la guerre, avant la révolution d'Octobre. Ceux-là, presque sans exception, se trouvent tous actuellement en dehors de la III^e Internationale. Leurs successeurs ont adhéré à la révolution d'Octobre quand celle-ci avait déjà triomphé : c'était plus facile. Mais de cette deuxième vague elle-même il ne reste que peu de choses. La majeure partie des cadres actuels de l'Internationale communiste a adhéré non pas au programme bolchevique, non pas au drapeau révolutionnaire, mais à la bureaucratie soviétique. Ce ne sont pas des lutteurs, mais des fonctionnaires dociles, des aides de camp, des grooms. De là vient que la III^e Internationale se conduit d'une manière si peu glorieuse dans une situation historique riche de grandioses possibilités révolutionnaires.

La IV^e Internationale se hisse sur les épaules de ses trois devancières. Elle reçoit des coups, de front, de côté, et par derrière. Les carriéristes, les poltrons et les philistins n'ont rien à faire dans ses rangs. Une portion, inévitable au début, de sectaires et d'aventuriers s'en ira à mesure que le mouvement grandira. Laissons les pédants et les sceptiques hausser les épaules au sujet des

¹⁸ Allusion à l'exclusion des trotskystes de la SFIO et à celles, individuelles, des militants ; du PC protestant contre la nouvelle orientation patriotique.

"petites" organisations qui publient de "petits" journaux et lancent des défis au monde entier. Les révolutionnaires sérieux passeront à côté d'eux avec mépris. La révolution d'Octobre avait, elle aussi, commencé à marcher dans des souliers d'enfant...

Les puissants partis russes socialiste-révolutionnaire et mencheviks, qui, pendant des mois, formèrent un "Front populaire" avec les cadets, tombèrent en poussière sous les coups d'une "poignée de fanatiques" du bolchevisme. La social-démocratie allemande, le parti communiste allemand et la social-démocratie autrichienne ont trouvé une mort sans gloire sous les coups du fascisme. L'époque qui va commencer pour l'humanité européenne ne laissera pas trace dans le mouvement ouvrier de tout ce qui est équivoque et gangrené. Tous ces Jouhaux, Citrine, Blum, Cachin, Vandervelde, Caballero ne sont que des fantômes. Les sections de la II^e et de la III^e Internationale quitteront la scène sans éclat les unes après les autres. Un nouveau et grandiose regroupement des rangs ouvriers est inévitable. Les jeunes cadres révolutionnaires acquerront de la chair et du sang. La victoire n'est concevable que sur la base des méthodes bolcheviques...

L'étape décisive (5 juin 1936)

Le rythme des événements en France s'est brusquement accéléré. Auparavant, il fallait apprécier le caractère *pré-révolutionnaire* de la situation sur la base de l'analyse théorique et de divers symptômes politiques. Maintenant, les faits parlent d'eux-mêmes. On peut dire sans exagération qu'il n'y a dans toute la France que deux partis dont les chefs ne voient, ne comprennent ou ne veulent pas voir toute la profondeur de la crise révolutionnaire : les partis "socialiste" et "communiste", auxquels on peut ajouter, assurément les chefs syndicaux "indépendants". Les masses ouvrières sont en train de créer, par leur action directe, une situation révolutionnaire. La bourgeoisie craint mortellement le développement des événements. Elle prend dans les coulisses, sous le nez du nouveau gouvernement, toutes les mesures nécessaires pour résister et se sauver, tromper de nouveau, écraser la classe ouvrière et préparer une sanglante revanche. Seuls les chefs "socialistes" et "communistes" continuent à bavarder sur le Front populaire comme si la lutte des classes n'avait pas déjà renversé leur méprisable château de cartes.

Blum déclare : "Le pays a donné un mandat au Front populaire, et nous ne pouvons sortir des cadres de ce mandat." Blum, en réalité, trompe son propre parti et tente de tromper le prolétariat. Les staliniens qui se nomment toujours "communistes", l'aident dans cette tâche. En fait, socialistes et communistes utilisent tous les trucs, toutes les ficelles et les nœuds coulants de la mécanique électorale pour venir à bout des masses laborieuses dans l'intérêt de l'alliance avec le radicalisme bourgeois. L'essence politique de la crise s'exprime dans le fait que *le peuple a la nausée des radicaux et de leur III^e République*. C'est ce fait que les fascistes tentent d'utiliser. Qu'ont fait socialistes et communistes ?

Ils se sont portés garants des radicaux devant le peuple, ils les ont présentés comme injustement calomniés, ils ont fait croire aux ouvriers et aux paysans que leur salut était dans un ministère Daladier. C'est à ce diapason que fut orchestrée toute leur campagne électorale. Comment les masses ont-elles répondu ? Elles ont donné aux communistes une énorme augmentation de voix et de mandats parce qu'ils figurent à l'extrême gauche. Les masses ne comprennent pas en effet tous les tournants des mercenaires de la diplomatie soviétique, car elles ne peuvent les vérifier dans leur propre expérience. *Elles n'apprennent que dans l'action. Elles n'ont pas le temps d'acquérir des connaissances théoriques*. Quand un million et demi d'électeurs donnent leurs voix aux communistes, la majorité dit à ces derniers : "Nous voulons que vous fassiez en France ce que les bolcheviks ont fait chez eux en octobre 1917." Telle est la volonté réelle de la partie la plus active de la population, de celle qui est capable de lutter et d'assurer l'avenir de la France. Telle est la première leçon des élections.

Les socialistes ont sensiblement maintenu le nombre de leurs voix, malgré la scission de l'important groupe néo. Dans cette question aussi, les masses ont donné à leurs "chefs" une grande leçon. Les néos voulaient à tout prix le Cartel, c'est-à-dire la collaboration avec la bourgeoisie républicaine au nom du salut et de l'épanouissement de la "République". C'est précisément sur cette ligne qu'ils se sont séparés des socialistes et se sont présentés contre eux aux élections. Or les électeurs leur ont tourné le dos, les néos se sont effondrés. Il y a deux ans, nous avions prédit que le développement politique futur tuerait d'abord les petits groupes qui gravitaient autour des radicaux. Dans le conflit entre les socialistes et les néos, les masses ont jugé et elles ont rejeté le groupe qui proposait le plus systématiquement et le plus résolument l'alliance avec la bourgeoisie. Telle est la seconde leçon des élections. Le parti socialiste n'est un parti ouvrier ni par sa politique, ni par sa composition sociale. C'est le parti des nouvelles classes moyennes, fonctionnaires, employés, etc., partiellement celui de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière. Une analyse sérieuse des statistiques électorales démontrerait sans aucun doute que les socialistes ont cédé aux communistes une fraction importante des voix des ouvriers et des paysans pauvres et qu'ils ont en échange reçu des radicaux celles de groupes importants des classes moyennes. Cela signifie que la petite bourgeoisie se déplace des radicaux vers la gauche- vers les socialistes et les communistes-tandis que des groupes de la grande et moyenne bourgeoisie se séparent des

radicaux pour aller plus à droite. Le regroupement est en train de s'opérer selon les axes des classes, et non suivant la ligne artificielle du "Front populaire". La rapidité de la polarisation des rapports politiques souligne, le caractère révolutionnaire de la crise. Telle est la troisième leçon, la leçon fondamentale.

L'électeur a par conséquent manifesté sa volonté-autant qu'il a eu la possibilité de la manifester dans la camisole de force du parlementarisme-non pas pour la politique du Front populaire, mais contre elle. Au second tour, certes, en retirant leurs candidatures en faveur de bourgeois radicaux, socialistes et communistes ont plus profondément encore altéré la volonté politique des travailleurs de France. Malgré cela, les radicaux sortent des élections les côtes rompues, ayant perdu un bon tiers de leurs sièges. *Le Temps* dit : "*C'est parce qu'ils sont entrés dans un bloc avec les révolutionnaires.*" Daladier réplique : "*Sans le Front populaire, nous aurions perdu plus.*" Daladier a incontestablement raison. Si socialistes et communistes avaient mené une politique de classe, c'est-à-dire s'ils avaient lutté pour l'alliance des ouvriers et des éléments semi-prolétariens de la ville et du village contre la bourgeoisie dans son ensemble, y compris son aile radicale pourrie, ils auraient eu infiniment plus de voix, et les radicaux ne seraient revenus à la Chambre qu'en nombre insignifiant.

Tous les faits politiques démontrent que, ni dans les rapports sociaux en France, ni dans l'état d'esprit des masses, il n'y a d'appui pour le Front populaire. Cette politique est imposée par en haut : par la bourgeoisie radicale, par les maquignons et les affairistes socialistes, par les diplomates soviétiques et leurs laquais "communistes". De toutes leurs forces réunies, ils font tout ce que l'on peut faire, à l'aide du plus malhonnête des systèmes électoraux, pour tromper et pour abuser politiquement les masses populaires, pour altérer leur volonté réelle. Même dans ces conditions, les masses ont su montrer qu'elles veulent, non une coalition avec les radicaux, mais rassemblement des travailleurs contre toute la bourgeoisie.

Si des candidatures ouvrières révolutionnaires avaient été présentées au second tour dans toutes les circonscriptions où socialistes et communistes se sont désistés pour des radicaux, elles auraient recueilli un grand nombre de voix. Malheureusement, il ne s'est pas trouvé d'organisation capable d'une telle initiative. Cela montre que les groupes révolutionnaires centraux demeurent en dehors de la dynamique des événements et préfèrent s'abstenir et s'esquiver là où il faudrait agir. C'est triste ! Mais l'orientation générale des masses est malgré tout parfaitement claire.

Socialistes et communistes avaient travaillé de toutes leurs forces à préparer un gouvernement Herriot ; à la rigueur, un gouvernement Blum. N'est-ce pas un vote direct contre la politique du Front populaire ?

Peut-être faut-il encore des preuves supplémentaires ? La manifestation à la mémoire des Communards a, semble-t-il, dépassé cette année toutes les manifestations populaires qu'avait jamais vues Paris auparavant. Les radicaux n'avaient et ne pouvaient avoir le moindre rapport avec cette manifestation. Les masses laborieuses de Paris, avec un sûr instinct politique, ont montré qu'elles sont prêtes à être deux fois plus nombreuses là où elles ne sont pas obligées de subir la fraternisation qui leur répugne entre leurs chefs et les exploités bourgeois. La puissance de la manifestation du 24 mai est le désaveu le plus convaincant et le plus indiscutable du Paris ouvrier à la politique du Front populaire.

Mais, dira-t-on, sans le Front populaire, la Chambre dans laquelle socialistes et communistes n'ont malgré tout pas la majorité, ne serait pas gouvernable, et les radicaux-catastrophe !-seraient rejetés "dans les bras de la réaction". Raisonnablement bien digne des philistins poltrons qui se trouvent à la tête des partis socialiste et communiste. Le fait que *la Chambre ne soit pas gouvernable est précisément la conséquence inévitable du caractère révolutionnaire de la crise.* On a réussi à le dissimuler par toute une série de fourberies politiques, mais demain le révélera avec éclat. Afin de ne pas pousser les radicaux, réactionnaires jusqu'à la moelle de leurs os, il faut s'unir

avec eux pour défendre le capital : c'est en cela et en cela seulement que réside la mission du Front populaire. Mais les ouvriers sauront l'empêcher.

La Chambre n'est pas gouvernable parce que la crise actuelle n'ouvre aucune issue parlementaire. Là aussi, les masses travailleuses françaises, avec le sûr instinct révolutionnaire qui les caractérise, ont, sans se tromper, saisi ce trait important de la situation. À Toulon et à Brest, elles ont, tiré les premiers signaux d'alarme. Les protestations des soldats contre le "rabiote" la prolongation du service militaire- représentaient la forme d'action directe des masses la plus dangereuse pour l'ordre bourgeois. Dans les journées enfin où le congrès socialiste acceptait à l'unanimité-y compris le phraseur Marceau Pivert-le mandat du Front populaire, et le remettait à Léon Blum, dans les Journées où Blum se regardait de tous côtés dans la glace, faisait des gestes progouvernementaux, poussait des exclamations progouvernementales et les commentait dans des articles où il s'agissait toujours de Blum et jamais du prolétariat, précisément dans ces journées, une vague magnifique, véritablement printanière, de grèves a déferlé sur la France. Ne trouvant pas de direction, marchant de l'avant sans direction, les ouvriers, avec hardiesse et assurance, ont occupé les usines après avoir arrêté le travail.

Le nouveau gendarme du capital, Salengro¹⁹, a déclaré, avant même d'avoir pris le pouvoir, absolument comme l'aurait fait Herriot, ou Laval, Tardieu ou La Rocque, qu'il défendrait "*l'ordre contre l'anarchie*". Cet individu appelle ordre l'anarchie capitaliste et anarchie la lutte pour l'ordre socialiste. L'occupation, bien qu'encore pacifique, des fabriques et des usines par les ouvriers a, en tant que symptôme, une énorme importance. Les travailleurs disent : "Nous voulons être les maîtres dans les établissements où nous n'avons jusqu'à maintenant été que des esclaves."

Lui-même mortellement effrayé, Léon Blum veut faire peur aux ouvriers et leur dit : "*Je ne suis pas Kerensky ; et, en France, après Kerensky, ce n'est pas Lénine qui viendrait, mais quelqu'un d'autre.*" On peut supposer, bien sûr, que le Kerensky de Russie avait compris la politique de Lénine ou qu'il avait prévu sa venue au pouvoir. En fait, exactement comme Blum, Kerensky essayait de faire croire aux ouvriers qu'au cas où il serait renversé, ce ne serait pas le bolchevisme qui viendrait au pouvoir, mais "quelqu'un d'autre". Et précisément, là où Blum cherche à se distinguer de Kerensky, il l'imité servilement. Il est impossible, pourtant, de ne pas reconnaître que dans la mesure où l'affaire dépend de Blum, c'est au fascisme qu'il fraye en réalité la voie, non au prolétariat.

Plus criminelle et plus infâme que tout est, dans cette situation, la conduite des communistes : ils ont promis de soutenir à fond le gouvernement Blum sans y entrer. "Nous sommes de trop terribles révolutionnaires, disent Cachin et Thorez ; nos collègues radicaux pourraient en mourir d'effroi, il vaut mieux que nous nous tenions à l'écart." Le ministérialisme dans les coulisses est dix fois pire que le ministérialisme ouvert et déclaré. En fait, les communistes veulent conserver leur indépendance extérieure pour pouvoir d'autant mieux assujettir les masses ouvrières au Front populaire, c'est-à-dire à la discipline du capital . Mais, là aussi, la lutte des classes fait obstacle. La simple et honnête grève de masse détruit impitoyablement la mystique et la mystification du front populaire. Le coup qu'il a reçu est mortel, il est dès maintenant condamné.

Il n'existe aucune issue sur la voie parlementaire. Blum ne peut inventer la poudre car il la craint trop. Les machinations à venir du Front populaire ne peuvent que prolonger l'agonie du parlementarisme et donner à La Rocque un délai pour se préparer à un nouveau coup, plus sérieux... si les révolutionnaires ne le devancent pas.

Après le 6 février 1934, quelques camarades impatients pensaient que le dénouement allait venir "demain", et que pour cette raison il fallait immédiatement faire quelque miracle. Une telle "politique" ne pouvait rien donner, sinon des aventures et des zigzags qui ont extraordinairement entravé le développement du parti révolutionnaire. On ne peut pas rattraper le temps perdu. Mais il ne faut plus désormais perdre de temps, car il en reste peu. Même aujourd'hui, nous ne fixerons pas de délai. Mais, après la grande vague de grèves, les événements ne peuvent se développer que

¹⁹ Roger Salengro, député-maire de Lille, était ministre de l'Intérieur désigné.

vers la révolution ou vers le fascisme. L'organisation qui ne trouvera pas appui dans le mouvement gréviste actuel, qui ne saura pas se lier étroitement aux ouvriers en lutte, est indigne du nom d'organisation révolutionnaire. Ses membres feraient mieux de se chercher une place dans les hospices ou dans les loges maçonniques-avec la protection de M. Pivert !

En France, il existe d'assez nombreux messieurs des deux sexes, ex-communistes, ex-socialistes, ex-syndicalistes, qui vivent en groupes et en cliques, échangent entre quatre murs leurs impressions sur les événements et pensent que le moment n'est pas venu de leur participation éclairée "Il est encore trop tôt." Quand viendra La Rocque, ils diront : "*Il est maintenant trop tard.*" Des raisonneurs stériles de ce genre sont nombreux en particulier dans l'aile gauche du syndicat des instituteurs²⁰. Ce serait le plus grand crime de perdre pour ce public ne fût-ce qu'une minute. Que les morts enterrent les morts !

Le sort de la France ne se décide maintenant ni au Parlement, ni dans les salles de rédaction des journaux conciliateurs, réformistes et staliniens, ni dans les cercles de sceptiques, de geignards et de phraseurs. Le sort de la France se décide dans les usines qui ont su, par l'action, montrer la voie, l'issue de l'anarchie capitaliste vers l'ordre socialiste. La place des révolutionnaires est dans les usines !

Le dernier congrès de l'Internationale communiste, dans sa cuisine éclectique, a juxtaposé la coalition avec les radicaux et la création de comités d'action de masse, c'est-à-dire de soviets embryonnaires. Dimitrov et ses inspirateurs s'imaginent qu'on peut combiner collaboration et lutte des classes, bloc avec la bourgeoisie et lutte pour le pouvoir du prolétariat, amitié avec Daladier et construction des soviets. Les staliniens français ont baptisé les comités d'action "comités de Front populaire", s'imaginant qu'ils conciliaient ainsi la lutte révolutionnaire avec la défense de la démocratie bourgeoise. Les grèves actuelles sont en train de mettre en pièces cette pitoyable illusion. Les radicaux ont peur des comités. Les socialistes ont peur de la peur des radicaux. Les communistes ont peur de la peur des uns et des autres. Le mot d'ordre des comités ne peut être abordé que par une véritable organisation révolutionnaire, absolument dévouée aux masses, à leur cause, à leur lutte. Les ouvriers français viennent de montrer de nouveau qu'ils sont dignes de leur réputation historique. Il faut leur faire confiance. Les soviets sont toujours nés des grèves. La grève de masse est l'élément naturel de la révolution prolétarienne. Les comités d'action ne peuvent actuellement rien faire d'autre que les comités de grévistes qui occupent les entreprises. D'atelier en atelier, d'usine en usine, de quartier en quartier, de ville en ville, les comités d'action doivent établir entre eux une liaison étroite, se réunir en conférences par villes, par branches de production, par arrondissements, afin de couronner le tout par un congrès de tous les comités d'action de France²¹. C'est cela qui sera le nouvel ordre, celui qui doit remplacer l'anarchie actuelle.

²⁰ La Fédération unitaire de l'enseignement était devenue minorité révolutionnaire du SNI dans la CGT.

²¹ Le 8 juin, à l'usine Hotchkiss de Levallois, se tint une assemblée, convoquée par le comité de grève de l'usine, à laquelle participèrent les délégués de trente-trois usines des environs. L'assemblée vota une résolution demandant l'élection sur les mêmes bases d'un comité central de grève. Danos et Gibelin voient à juste titre dans cette initiative une "tentative de type soviétique". Au même moment, dans *Que faire ?* Organe de l'opposition dans le PC, Pierre Lenoir (Kagan) écrivait : "*Les comités de grève et les délégués d'usine, ce sont les germes des organisations soviétiques*".

La révolution française a commencé (9 juin 1936)

Jamais la radio n'a été aussi précieuse que ces derniers jours. Elle donne la possibilité de suivre d'un lointain village de Norvège les battements du pouls de la révolution française. Il serait d'ailleurs plus exact de dire le reflet de ces battements dans la conscience et dans la voix de messieurs les ministres, les secrétaires syndicaux et autres chefs mortellement effrayés.

Les mots de "révolution française" peuvent paraître exagérés. Mais non ! Ce n'est pas une exagération. C'est précisément ainsi que naît la révolution. En général, même, elle ne peut pas naître autrement. La révolution française a commencé.

Léon Jouhaux, à la suite de Léon Blum, assure à la bourgeoisie qu'il s'agit d'un mouvement purement économique, dans les cadres stricts de la loi. Sans doute les ouvriers sont-ils pendant la grève les maîtres des usines et établissent-ils leur contrôle sur la propriété et son administration. Mais on peut fermer les yeux sur ce regrettable "détail". Dans l'ensemble, ce sont "des grèves économiques, et non politiques", affirment messieurs les chefs. C'est pourtant sous l'effet de ces grèves "non politiques" que toute la situation du pays est en train de changer radicalement. Le gouvernement décide d'agir avec une promptitude à laquelle il ne songeait pas la veille, puisque, selon Léon Blum, la force véritable sait être patiente ! Les capitalistes font preuve d'un esprit d'accommodement parfaitement inattendu. Toute la contre-révolution en attente se cache dans le dos de Blum et de Jouhaux²². Et ce miracle serait produit par... de simples grèves "corporatives" ? Que serait-ce si les grèves avaient eu un caractère politique ?

Mais non, les chefs énoncent une contre-vérité. La corporation embrasse les ouvriers d'une même profession, les distinguant et les séparant des autres. Le trade-unionisme et le syndicalisme réactionnaire font tous leurs efforts pour maintenir le mouvement ouvrier dans des cadres corporatifs. C'est là la base de la dictature de fait que la bureaucratie syndicale exerce sur la classe ouvrière-la pire de toutes ! Avec la dépendance servile de la clique Jouhaux-Racamond à l'égard de l'État capitaliste. L'essence du mouvement actuel réside précisément dans le fait qu'il brise les cadres corporatifs, professionnels ou locaux, en élevant au-dessus d'eux les revendications, les espoirs, la volonté de tout le prolétariat. Le mouvement prend le caractère d'une épidémie. La contagion s'étend d'usine en usine, de corporation en corporation, de quartier en quartier. Toutes les couches de la classe ouvrière se répondent, pour ainsi dire, l'une à l'autre. Les métallurgistes ont commencé : ils sont l'avant-garde. Mais la force du mouvement réside dans le fait qu'à peu de distance de l'avant-garde suivent les lourdes réserves de la classe, y compris les professions les plus diverses, puis son arrière-garde, que d'ordinaire messieurs les chefs parlementaires et syndicaux oublient complètement. Ce n'est pas pour rien si *le Peuple* reconnaissait ouvertement que l'existence de plusieurs catégories particulièrement mal payées de la population parisienne avait été pour lui une révélation "inattendue"... Or, c'est précisément dans les profondeurs de ces couches les plus exploitées que se cachent d'interminables sources d'enthousiasme, de dévouement, de courage. Le fait même qu'elles soient en train de s'éveiller est le signe infaillible d'un grand combat. Il faut à tout prix trouver accès à ces couches !

S'arrachant aux cadres corporatifs et locaux, le mouvement gréviste est devenu redoutable non seulement pour la société bourgeoise, mais aussi pour ses propres représentants parlementaires ou syndicaux, qui sont actuellement avant tout préoccupés de ne pas voir la réalité. Selon la légende, à la question de Louis XVI : "Mais c'est une révolte ?", un de ses courtisans répondit : "Non, sire, c'est une révolution." Actuellement, à la question de la bourgeoisie, "C'est une révolte ?", ses courtisans répondent : "Non, ce ne sont que des grèves corporatives." En rassurant les capitalistes, Blum et Jouhaux se rassurent eux-mêmes. Mais les paroles ne peuvent rien. Certes, au moment où ces lignes paraîtront, la première vague peut s'être apaisée. La vie rentrera apparemment dans son ancien lit. Mais cela ne change rien au fond. Ce qui s'est passé, ce ne sont pas des grèves

²² Les dirigeants communistes ont eu la même attitude que Léon Blum et Léon Jouhaux. Monmousseaux dans les Cahiers du bolchevisme affirme : "Il ne s'agit pas pour les travailleurs de contester en fait le droit de propriété des entrepreneurs".

corporatives, ce ne sont même pas des grèves. *C'est la grève*. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution.

Toute l'expérience passée de la classe ouvrière, son histoire d'exploitation, de malheurs, de luttes, de défaites, revit sous le choc des événements et s'élève dans la conscience de chaque prolétaire, même du plus arriéré, le poussant dans les rangs communs. Toute la classe est entrée en mouvement. Il est impossible d'arrêter par des paroles cette masse gigantesque. La lutte doit aboutir, soit à la plus grande des victoires, soit au plus terrible des écrasements.

Le Temps a appelé la grève les "grandes manœuvres de la révolution". C'est infiniment plus sérieux que ce que disent Blum et Jouhaux. Mais la définition *du Temps* est aussi inexacte, car elle est, en un sens, exagérée. Des manœuvres supposent l'existence d'un commandement, d'un état-major, d'un plan. Il n'y a rien eu de tel dans la grève. Les centres des organisations ouvrières, le parti communiste compris, ont été pris à l'improviste. Tous craignent avant tout que la grève ne déränge leurs plans. La radio transmet de Cachin cette phrase remarquable : "Nous sommes, les uns et les autres, devant le fait de la grève." En d'autres termes, la grève est notre malheur commun. Par ces paroles le sénateur cherche à convaincre les capitalistes, en les inquiétant, qu'il leur faut faire des concessions s'ils ne veulent pas aggraver la situation. Les secrétaires parlementaires et syndicaux, qui s'adaptent à la grève avec l'intention de l'étouffer le plus tôt possible, sont en réalité en dehors de la grève, s'agitent en l'air, et ne savent pas eux-mêmes s'ils retomberont sur leurs pieds ou sur la tête. La masse qui vient de s'éveiller n'a pas encore d'état-major révolutionnaire.

Le véritable état-major est chez l'ennemi de classe, et il ne coïncide nullement avec le gouvernement Blum quoiqu'il s'en serve fort habilement. La réaction capitaliste joue actuellement un gros jeu, extrêmement risqué, mais elle le joue savamment. Elle joue en ce moment à qui perd gagne : "Cédons aujourd'hui à toutes ces désagréables revendications qui ont été approuvées en commun par Blum, Jouhaux et Daladier. De la reconnaissance du principe à la réalisation du fait, il y a encore beaucoup de chemin. Il y a la Chambre des députés, il y a le Sénat, il y a l'administration : ce sont d'excellentes machines d'obstruction. Les masses manifesteront de l'impatience et tenteront de serrer plus fort. Daladier se séparera de Blum. Thorez tentera de se détacher à gauche. Blum et Jouhaux se sépareront des masses. Alors, nous nous rattraperons, et avec usure, des concessions actuelles". Ainsi raisonne le véritable état-major de la contre-révolution, les fameuses "deux cents familles" et leurs stratèges mercenaires. Elles agissent selon un plan, et ce serait une légèreté que de dire que leur plan n'a aucune base solide. Non, avec l'aide de Blum, de Jouhaux et de Cachin, la contre-révolution *peut* arriver au but.

Le fait que le mouvement des masses atteint, sous cette forme improvisée, des dimensions si grandioses et des conséquences politiques aussi gigantesques souligne on ne peut mieux le caractère profond, organique, véritablement révolutionnaire de la vague de grèves. C'est en cela que réside le gage de la durée du mouvement, de sa ténacité, de l'inéluclabilité d'une série de vagues nouvelles, toujours plus amples. Sans cela, la victoire ne serait pas possible. Mais rien de cela ne suffit pour vaincre. Contre l'état-major et le plan des "deux cents familles", il faut un état-major et un plan de la révolution prolétarienne. Ni l'un ni l'autre n'existent encore, mais ils peuvent être créés, car toutes les prémisses et tous les éléments d'une nouvelle cristallisation des masses sont là, sous nos yeux.

Le déclenchement de la grève est provoqué, dit-on, par les "espoirs" que suscite le gouvernement de Front populaire. Ce n'est là qu'un quart de la vérité, et même moins. S'il ne s'était agi que de pieux espoirs, les ouvriers n'auraient pas couru le risque de la lutte. Ce qui s'exprime avant tout dans la grève, c'est la *méfiance* ou tout au moins le manque de confiance des ouvriers, sinon dans la bonne volonté du gouvernement, du moins dans sa capacité à briser les obstacles et à venir à bout des tâches qui l'attendent. Les prolétaires veulent "aider" le gouvernement, mais à leur façon, à la façon prolétarienne. Assurément, ils n'ont pas encore pris conscience de leur force. Mais ce serait les caricaturer grossièrement que de présenter les choses comme si la masse n'était inspirée que par des "espoirs" en Blum. Il ne lui est certes pas facile de rassembler ses idées sous

la tutelle des vieux chefs qui s'efforcent de la faire rentrer, le plus vite possible, dans la vieille ornière de l'esclavage et de la routine. Malgré tout, le prolétariat ne reprend pas l'histoire au commencement. La grève a toujours et partout fait apparaître à la surface les ouvriers les plus conscients et les plus hardis. C'est à eux qu'appartient l'initiative. Ils agissent encore prudemment, tâtant le terrain. Les détachements les plus avancés s'efforcent de ne pas se couper en avançant trop vite, de ne pas s'isoler. L'écho amical qui leur vient de l'arrière leur donne courage. L'écho que se font les unes aux autres les différentes fractions de la classe constitue comme un essai d'auto mobilisation. Le prolétariat lui-même a le plus grand besoin de cette manifestation de sa propre force. Les succès pratiques qu'il a obtenus, quelque incertains qu'ils soient en eux-mêmes, doivent élever de façon extraordinaire la confiance des masses en elles-mêmes, surtout dans leurs couches les plus arriérées et les plus opprimées.

La principale conquête de la première vague réside dans le fait que des chefs sont apparus dans les ateliers et les usines. Les éléments d'états-majors locaux et de quartier sont apparus. La masse les connaît. Ils se connaissent. Les véritables révolutionnaires chercheront la liaison avec eux. Ainsi la première auto mobilisation de la masse a marqué et en partie désigné les premiers éléments d'une direction révolutionnaire. La grève a secoué, ranimé, renouvelé dans son ensemble le gigantesque organisme de la classe. La vieille écaille organisationnelle est encore loin d'avoir disparue, et elle se maintient, au contraire, avec pas mal d'obstination. Mais, dessous, apparaît déjà une nouvelle peau.

Sur le rythme des événements qui vont sans doute s'accélérer, nous ne dirons rien maintenant. Seules sont possibles encore des suppositions et des conjectures. La seconde vague, son déclenchement, sa tension permettront sans aucun doute d'établir un pronostic plus concret qu'il n'est actuellement possible de le faire. Mais une chose est claire d'avance ; la seconde vague sera loin d'avoir le même caractère pacifique, presque débonnaire, printanier, que la première. Elle sera plus mûre, plus tenace et plus âpre, car elle sera provoquée par la déception des masses devant les résultats pratiques de la politique du Front populaire et de leur première offensive. Des fissures se produiront dans le gouvernement, comme au sein de la majorité à la Chambre. La contre-révolution prendra du coup de l'assurance et deviendra plus insolente. Il ne faut pas s'attendre à de nouveaux succès fragiles. Placée en face du danger de perdre ce qu'elle croyait avoir conquis, devant la résistance croissante de l'ennemi, devant la confusion et la débandade de la direction officielle, la masse sentira de façon brûlante la nécessité d'avoir un programme, une organisation, un plan, un état-major. C'est à cette situation qu'il faut se préparer et qu'il faut préparer les ouvriers avancés. Dans l'atmosphère de la révolution, la rééducation de la masse, la sélection et la trempe des cadres s'effectueront rapidement.

Un état-major révolutionnaire ne peut naître de combinaisons de sommets. L'organisation de combat ne coïnciderait pas avec le parti, même s'il existait en France un parti révolutionnaire de masse, car le mouvement est incomparablement plus large qu'un parti. L'organisation de combat ne peut pas non plus coïncider avec les syndicats, qui n'embrassent qu'une partie insignifiante de la classe et sont soumis à une bureaucratie archi-réactionnaire. La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté la plus arrêtée. Il s'agit d'un gouvernement direct de la classe révolutionnaire. Il n'est pas besoin ici d'inventer des formes nouvelles : il y a des précédents historiques. Les ateliers et les usines élisent leurs députés, qui se réunissent pour élaborer en commun les plans de la lutte et pour la diriger. Il n'y a même pas à inventer de nom pour une telle organisation : ce sont *les soviets de députés ouvriers*.

Le gros des ouvriers révolutionnaires marche aujourd'hui derrière le Parti communiste. Plus d'une fois dans le passé, ils ont crié : "*Les soviets partout !*", et la majorité a sans doute pris ce mot d'ordre au sérieux. Il fut un temps où nous pensions qu'il n'était pas opportun, mais, aujourd'hui, la situation, a changé du tout au tout. Le puissant conflit des classes va vers son redoutable dénouement. Celui qui hésite et qui perd du temps est un traître. Il faut choisir entre la plus grande

des victoires historiques et la plus terrible des défaites. Il faut préparer la victoire. "Les soviets partout ?" D'accord. Mais il est temps de passer des paroles aux actes²³.

²³ C'est en fait à cette époque que le mot d'ordre : "*Les soviets partout !*" disparut à peu près totalement des réunions et manifestations communistes. Dans son rapport à la conférence mondiale de juillet 1936, Maurice Thorez, parlant des nouveaux adhérents, s'était écrié : "Ils pensent que notre mot d'ordre de propagande : "*Les soviets partout !*" peut et doit être réalisé tout de suite. Ce n'est pas notre avis." Quoique disparu des mots d'ordre officiels, le cri des "Soviets partout !" retentit cependant en certaines occasions : ainsi, s'il faut en croire la Lutte ouvrière, il jaillit fréquemment de la foule le 26 mars 1937, lors de la grandiose manifestation pour l'enterrement des victimes de la fusillade de Clichy.

Devant la seconde étape (9 juillet 1936)

Il faut le répéter une fois de plus : la presse sérieuse du capital, comme *Le Temps* de Paris ou le *Times* de Londres, a su apprécier l'importance des événements de juin en France et en Belgique de façon beaucoup plus juste et perspicace que ne l'a fait la presse du Front populaire. Tandis que les journaux socialistes et communistes officiels, à la suite de Léon Blum, parlent de la "*réforme pacifique du régime social de la France*" qui a déjà commencé, la presse conservatrice affirme que la révolution s'est ouverte en France et qu'elle va prendre inévitablement des formes violentes à l'une de ses prochaines étapes, il serait inexact de ne voir dans ce pronostic-ou de n'y voir surtout qu'une tentative pour effrayer les possédants. Les représentants du grand capital savent considérer de façon très réaliste la lutte sociale. Les politiciens petits-bourgeois, au contraire, prennent volontiers leurs désirs pour des réalités : se plaçant entre les classes fondamentales, le capital financier et le prolétariat, messieurs les "réformateurs" proposent aux deux adversaires de s'entendre sur une ligne moyenne, celle-là même qu'ils ont élaborée à l'état-major du Front populaire et qu'ils interprètent eux-mêmes de façon différente. Ils devront pourtant se convaincre rapidement qu'il est infiniment plus facile de concilier les contradictions de classes dans des éditoriaux que dans le travail gouvernemental, surtout au plus fort de la crise sociale.

À la Chambre, on a déjà ironiquement accusé Blum d'avoir mené les pourparlers sur les revendications des grévistes avec les représentants des "*deux cents familles*". "*Et avec qui m'aurait-il fallu parler ?*" répondit ingénieusement le président du conseil. Il est vrai que, s'il faut négocier avec la bourgeoisie, il faut s'adresser aux maîtres véritables, à ceux qui sont capables de trancher pour eux-mêmes et de donner des ordres.

Mais alors il était inutile de leur déclarer bruyamment la guerre ! Dans le cadre du régime bourgeois, de ses lois, de sa mécanique, chacune des "*deux cents familles*" est incomparablement plus puissante que le gouvernement Blum. Les magnats de la finance représentent le couronnement du système bourgeois de la France, et le gouvernement Blum, malgré ses succès électoraux, ne "couronne", lui, qu'un intervalle temporaire entre les deux camps en lutte.

Actuellement, à la mi-juillet, il peut sembler, à regarder les choses superficiellement, que tout est plus ou moins rentré dans la norme. En fait, dans les profondeurs du prolétariat comme dans les sommets de la classe dominante, se prépare presque automatiquement le déclenchement d'un nouveau conflit. Le fond de l'affaire est là : les réformes, très piètres en réalité, sur lesquelles les capitalistes et les chefs des organisations ouvrières se sont mis d'accord ne sont pas viables, car elles sont au-dessus des forces du capitalisme décadent pris dans son ensemble. L'oligarchie financière, qui fait au plus fort de la crise des affaires magnifiques, peut assurément s'accommoder de la semaine de quarante heures, des congés payés, etc. Mais des centaines de milliers de moyens et petits industriels sur qui le capital financier s'appuie et sur qui il fait maintenant retomber les frais de son accord avec Blum doivent soit se ruiner docilement, soit tenter, à leur tour, de faire retomber les frais des réformes sociales sur les ouvriers et les paysans, comme sur les consommateurs en général.

Blum a certes plus d'une fois développé à la Chambre et dans la presse la séduisante perspective d'une réanimation économique générale et d'une circulation qui s'étendrait rapidement, donnant ainsi la possibilité d'abaisser considérablement les frais généraux de production et permettant du coup d'augmenter les dépenses en force de travail sans élever les prix des marchandises. Il est vrai que de semblables processus économiques combinés se sont plus d'une fois produits dans le passé : toute l'histoire du capitalisme ascendant en est marquée. Mais le malheur est que Blum tente d'évoquer dans l'avenir un passé parti sans retour. Des politiciens sujets à de telles aberrations peuvent bien s'appeler socialistes et même communistes, en fait ils ne regardent pas en avant, mais en arrière, et c'est pourquoi ils constituent des freins au progrès.

Le capitalisme français, avec son célèbre "équilibre" entre l'agriculture et l'industrie, est entré dans la phase de son déclin après l'Italie et l'Allemagne, mais de façon non moins irrésistible. Ce n'est pas là une phrase de proclamation révolutionnaire, mais une réalité incontestable. Les forces productives de la France ont dépassé les cadres de la propriété privée et les frontières de l'État. L'ingérence gouvernementale sur les bases du régime capitaliste ne peut qu'aider à faire passer les faux frais de la décadence de certaines classes sur d'autres. Sur lesquelles précisément ? Quand le président du Conseil doit mener des pourparlers sur une répartition "plus équitable" du revenu national, il ne trouve pas, nous l'avons vu, d'interlocuteurs plus valables que les représentants des "deux cents familles". Comme ils détiennent tous les leviers de l'industrie, du crédit et du commerce, les magnats de la finance font retomber les frais de l'accord sur les "classes moyennes", les contraignant par-là à entrer en conflit avec les ouvriers. C'est là que réside actuellement le nœud de la situation.

Les industriels et les commerçants montrent aux ministres leurs livres de comptes et disent : "*Nous ne pouvons pas.*" Le gouvernement, qui se souvient des vieux manuels d'économie politique, répond : "*Il faut diminuer les frais de production.*" Mais c'est plus facile à dire qu'à faire. En outre, améliorer la technique, dans les conditions actuelles, c'est augmenter le chômage et, en fin de compte, approfondir la crise. De leur côté, les ouvriers protestent contre le fait que la montée des prix, qui ne fait que commencer, menace de dévorer leurs conquêtes²⁴. Le gouvernement ordonne aux préfets d'ouvrir la lutte contre la vie chère. Mais les préfets savent, par une longue expérience, qu'il est beaucoup plus facile de faire baisser le ton des journaux d'opposition que le prix de la viande. La vague de vie chère est encore devant nous...

Les petits industriels, les petits commerçants et, derrière eux, les paysans seront de plus en plus déçus par le Front populaire dont, avec une spontanéité et une naïveté plus grandes que les ouvriers, ils attendaient le salut dans l'immédiat. La contradiction politique fondamentale du Front populaire réside dans le fait que ceux qui sont à la tête de sa politique de "juste milieu", craignant d'"effrayer" les classes moyennes, ne sortent pas des cadres de l'ancien régime social, c'est-à-dire de l'impasse historique. Pourtant ces prétendues "classes moyennes" -non leurs sommets, bien entendu, mais leurs couches inférieures-, qui sentent l'impasse à tout moment, ne craignent nullement, elles, les décisions hardies, et les réclament au contraire pour les délivrer du nœud coulant qui les étirent. "*N'attendez pas de nous des miracles*", répètent les pédants au pouvoir.

Mais précisément, sans "miracle", c'est-à-dire sans décisions héroïques, sans une complète révolution dans ses rapports de propriété-sans concentration du système bancaire, des branches fondamentales de l'industrie et du commerce extérieur dans les mains de l'État, il n'est pas de salut pour la petite bourgeoisie de la ville et de la campagne. Si les classes moyennes, au nom desquelles s'est précisément édifié le Front populaire, ne trouvent pas à gauche plus de hardiesse, elles iront à droite en chercher. La petite bourgeoisie tremble de fièvre et se jettera, sans qu'on puisse l'éviter, d'un bord à l'autre. Entre-temps, le grand capital stimulera à coup sûr ce tournant qui doit marquer le début du fascisme en France, non seulement sous la forme d'organisation semi-militaire des fils de famille, avec autos et avions, mais aussi comme véritable mouvement de masses.

Les ouvriers ont exercé en juin une grandiose pression sur les classes dirigeantes, mais ne l'ont pas conduite jusqu'au bout. Ils ont montré leur puissance révolutionnaire, mais aussi leur faiblesse : l'absence de programme et de direction. Tous les fondements de la société capitaliste, comme ses ulcères incurables, sont restés en place. Maintenant s'est ouverte la période de la contre-pression : répression contre les agitateurs de gauche, agitation toujours plus subtile de ceux de droite, tentatives de hausse des prix, mobilisation d'industriels pour des lock-out massifs. Les syndicats de France, qui, à la veille de la grève, ne comptaient même pas un million de

²⁴ De mai à novembre 1936, les prix industriels augmentent de 35,1%. Les prix de détail, d'avril 36 à avril 37, augmenteront de 29% pour les denrées alimentaires, 62% pour l'habillement, 31% pour les articles de ménage.

membres, approchent maintenant des quatre millions. Cet afflux inouï montre bien les sentiments qui animent les masses ouvrières. Il ne peut même pas être question de faire retomber sur elles sans combat les frais de leurs propres conquêtes. Ministres et chefs officiels, inlassablement, exhortent les ouvriers à se tenir tranquilles et à ne pas empêcher le gouvernement de travailler à résoudre les problèmes. Mais puisque le gouvernement, par la nature même des choses, ne peut résoudre aucun problème, puisque les concessions de juin furent obtenues par la grève et non par une attente patiente, puisque chaque jour qui passe dévoilera un peu plus l'inconsistance du gouvernement face à la contre-offensive grandissante du capital, ces exhortations monotones perdront très rapidement leur force de persuasion. La logique de la situation, telle qu'elle découle de la victoire de juin, ou plus exactement du caractère semi-fictif de cette victoire, forcera les ouvriers à répondre à l'appel, c'est-à-dire à entrer de nouveau en lutte. C'est par peur de cette perspective que le gouvernement va de plus en plus à droite. Sous la pression immédiate des alliés radicaux mais, en fin de compte, sur l'exigence des "*deux cents familles*", le ministre socialiste de l'Intérieur a déclaré au Sénat que les occupations par des grévistes d'usines, de magasins et de fermes ne seraient plus tolérées. Un avertissement de ce genre n'arrêtera assurément pas la lutte, mais il est capable de lui donner un caractère incomparablement plus décisif et plus aigu.

Une analyse absolument objective, partant de ce qui est et non de ce qu'on désire, conduit ainsi à la conclusion que, des deux côtés, se prépare un nouveau conflit social et qu'il éclatera de façon inéluctable, presque mécanique. Il n'est pas difficile de déterminer dès maintenant ce que sera sa nature. Dans toutes les périodes révolutionnaires de l'histoire, on trouve deux étapes successives, étroitement liées l'une à l'autre : d'abord un mouvement "spontané" des masses, qui prend l'adversaire à l'improviste et lui arrache de sérieuses concessions ou au moins des promesses ; après quoi, la classe dominante, sentant menacées les bases de sa domination, prépare sa revanche. Les chefs traditionnels de "gauche", pris à l'improviste par le mouvement tout comme leurs adversaires, espèrent sauver la situation par leur éloquence conciliatrice et perdent en fin de compte leur influence. Les masses entrent dans la nouvelle étape de la lutte presque sans direction, sans programme clair et sans idée des difficultés immédiates. Ainsi, le conflit qui monte inévitablement à partir de la première demi-victoire des masses se termine souvent par leur défaite ou leur demi-défaite. On ne saurait, dans l'histoire des révolutions, trouver à cette règle aucune exception. La différence pourtant-elle n'est pas mince-réside dans le fait que la défaite a quelquefois revêtu le caractère d'un écrasement : telles furent, par exemple, les journées de juin 1848, en France, qui marquèrent la fin de la révolution ; alors que dans d'autres cas, la demi-défaite constitua simplement une *étape vers la victoire* : c'est par exemple le rôle que joua, en juillet 1917, la défaite des ouvriers et des soldats de Pétersbourg. La défaite de juillet accéléra en fait la montée des bolcheviks, qui non seulement avaient su apprécier correctement la situation, sans illusions et sans fard, mais ne s'étaient pas détachés non plus des masses au cours des journées les plus difficiles de la défaite, au milieu de victimes et sous la persécution.

Oui, la presse conservatrice analyse mûrement la situation. Le capital financier et ses organes politiques et militaires auxiliaires préparent et calculent froidement leur revanche. Dans les sommets du Front populaire, il n'y a qu'effarement et zizanie... Les journaux de gauche font des sermons, les chefs se gargarisent de phrases. Les ministres s'efforcent de démontrer à la Bourse qu'ils sont mûrs pour diriger l'État. Tout cela signifie que le prolétariat entrera dans la prochaine étape du conflit non seulement *sans* la direction de ses organisations traditionnelles, comme en Juin 1936, mais aussi *contre* elles. Malgré tout, il n'existe pas encore de nouvelle direction reconnue de tous. Dans de telles conditions, il est difficile de compter sur une victoire immédiate. La tentative d'aller de l'avant conduira bientôt à l'alternative : journées de juin 1848 ou journées de juillet 1917 ? Autrement dit : écrasement pour de longues années, avec le triomphe inévitable de la réaction fasciste, ou bien une simple leçon de stratégie dont la classe ouvrière sortira incomparablement mûrie, et après laquelle elle renouvellera sa direction et pourra préparer les conditions de sa victoire future.

Le prolétariat français n'est pas un novice. Il a derrière lui le plus grand nombre de batailles de l'Histoire. Il faut certes que la nouvelle génération apprenne, à chaque pas, de sa propre expérience-mais pas depuis le début ni tout : en suivant pour ainsi dire un cours accéléré. Une grande tradition vit dans ses os et l'aide à choisir son chemin. Déjà, en juin, les chefs anonymes de la classe en éveil ont, avec un magnifique doigté révolutionnaire, trouvé les méthodes et les formes de la lutte. Le travail moléculaire de la conscience de la masse qui se poursuit actuellement ne s'arrête même pas une heure. Tout cela permet d'escompter que non seulement la nouvelle couche des chefs restera fidèle à la masse aux jours de l'inévitable et sans doute assez proche nouvelle étape du conflit, mais aussi qu'elle saura retirer du combat, avant qu'elle ne soit écrasée, l'armée insuffisamment préparée.

Il n'est pas vrai que les révolutionnaires de France soient intéressés à ce que le conflit soit accéléré ou à ce qu'il soit "artificiellement " provoqué : seuls peuvent le penser d'obtus cerveaux de policiers. Les marxistes révolutionnaires voient leur devoir, qui est de regarder la réalité en face et de nommer chaque chose par son nom. Tirer à temps de la situation objective la perspective de la seconde étape, c'est aider les ouvriers avancés à ne pas être pris à l'Improviste et à apporter dans la conscience des masses en lutte la plus grande clarté possible. C'est précisément en cela que consiste actuellement la véritable tâche d'une direction politique sérieuse.

L'heure de la décision approche : sur la situation en France (18 décembre 1938)

Chaque jour, que nous le voulons ou non, nous nous persuadons que la Terre continue à tourner autour de son axe. De même, les lois de la lutte des classes agissent indépendamment du fait que nous les reconnaissons ou non. Elles continuent à agir en dépit de la politique du Front populaire. La lutte des classes fait des Fronts populaires son instrument. Après l'expérience de la Tchécoslovaquie, c'est maintenant le tour de la France : les plus bornés et les plus arriérés ont une nouvelle occasion de s'instruire.

Le Front populaire est une coalition de partis. Toute coalition, c'est-à-dire toute alliance politique durable a nécessairement comme programme d'action, le programme du plus mesuré des partis coalisés. Le Front populaire signifiait dès le début que socialistes et communistes plaçaient leur activité politique sous le contrôle des radicaux. Les radicaux français représentent le flanc gauche de la bourgeoisie impérialiste. Sur le drapeau du parti radical sont inscrits "patriotisme" et "démocratie". Le patriotisme signifie la défense de l'empire colonial de la France ; la "démocratie" ne signifie rien de réel, mais sert seulement à enchaîner au char de l'impérialisme les classes petites-bourgeoises. C'est précisément parce que les radicaux unissent l'impérialisme pillard à une démocratie de façade que, plus que tout autre parti, ils sont contraints de mentir et de tromper les masses populaires. On peut dire sans exagération que le parti de Herriot-Daladier est le plus dépravé de tous les partis français, représentant une sorte de bouillon de culture pour les carriéristes, les individus vénaux, les affairistes de la Bourse et, en général, les aventuriers de toute sorte. Puisque les partis du Front populaire ne pouvaient aller au-delà du programme des radicaux, cela signifiait pratiquement qu'il soumettait les ouvriers et les paysans au programme impérialiste de l'aile la plus corrompue de la bourgeoisie.

LE ROLE DU PARTI RADICAL.

Pour justifier la politique du Front populaire, on invoqua la nécessité de l'alliance du prolétariat et de la petite bourgeoisie. Il est impossible d'imaginer mensonge plus grossier ! Le parti radical exprime les intérêts de la grande bourgeoisie et non de la petite. Par son essence même, il représente l'appareil politique de l'exploitation de la petite bourgeoisie par l'impérialisme. L'alliance avec le parti radical est par conséquent une alliance, non avec la petite bourgeoisie, mais avec ses exploités. Réaliser la véritable alliance des ouvriers et des paysans n'est possible qu'en enseignant à la petite bourgeoisie comment s'affranchir du parti radical et rejeter une fois pour toutes son joug de sa nuque. Cependant le Front populaire agit en sens exactement opposé : entrés dans ce "front", socialistes et communistes prennent sur eux la responsabilité du parti radical et l'aident ainsi à exploiter et à tromper les masses populaires.

En 1936, socialistes, communistes et anarcho-syndicalistes aidèrent le parti radical à freiner et à émietter le puissant mouvement révolutionnaire. Le grand capital réussit dans les deux dernières années et demie à se remettre quelque peu de son effroi. Le Front populaire, ayant rempli son rôle de frein, ne représente dès lors pour la bourgeoisie qu'une gêne inutile. L'orientation internationale de l'impérialisme français changea aussi. L'alliance avec l'U.R.S.S. fut reconnue de peu de valeur et de grand risque, l'accord avec l'Allemagne nécessaire. Les radicaux reçurent du capital financier l'ordre de rompre avec leurs alliés, les socialistes et les communistes²⁵. Comme toujours, ils l'exécutèrent sans broncher. L'absence d'opposition chez les radicaux lors du changement de cours démontra une fois de plus que ce parti était impérialiste par essence et "démocratique" seulement en paroles. Le gouvernement radical, rejetant toutes les leçons du Komintern sur le "Front unique des démocraties", se rapproche de l'Allemagne fasciste et, en passant, comme c'était évident, reprend toutes les "lois sociales" qui avaient été le produit

²⁵ Les décrets lois Paul Reynaud prévoient le rétablissement de la semaine de six jours ("la fin de la semaine des deux dimanches", comme dit le ministre) la suppression des majorations pour les deux cent cinquante premières heures supplémentaires, le rétablissement du travail aux pièces, etc., et le recrutement de 1500 gendarmes supplémentaires.

accessoire du mouvement des ouvriers en 1936. Tout cela s'accomplit selon les strictes lois de la lutte des classes, et c'est pourquoi cela pouvait être prévu-et le fut en effet.

Mais les socialistes et les communistes, petits-bourgeois aveugles, se sont trouvés pris à l'improviste et ont couvert leur désarroi de vides déclamations : comment ? Eux, patriotes et démocrates, ils ont aidé à rétablir l'ordre, ils sont venus à bout du mouvement ouvrier, ils ont rendu des services inappréciables à la "République", c'est-à-dire à la bourgeoisie impérialiste, et maintenant, on les jette sans cérémonie à la poubelle. En fait, s'ils sont jetés dehors, c'est précisément pour avoir rendu à la bourgeoisie tous les services énumérés ci-dessus. La reconnaissance n'a jamais encore été un facteur de la lutte des classes.

LE MECONTENTEMENT DES MASSES.

Le mécontentement des masses trompées est grand. Jouhaux, Blum et Thorez sont contraints de faire quelque chose pour ne pas perdre définitivement leur crédit. En réponse au mouvement spontané des ouvriers, Jouhaux proclame la "grève générale", la protestation des "bras croisés" ; Protestation légale, pacifique, tout à fait inoffensive ! Pour vingt-quatre heures seulement, explique-t-il avec un sourire déférent à l'adresse de la bourgeoisie. L'ordre ne sera pas troublé, les ouvriers conserveront un calme "digne", pas un cheveu ne tombera de la tête des classes dominantes. Il en donne la garantie, lui, Jouhaux. "Ne me connaissez-vous pas, messieurs les banquiers, les industriels et les généraux ? Avez-vous oublié que je vous ai sauvés lors de la guerre de 1914-1918 ?" Blum et Thorez secondent, de leur côté, le secrétaire général de la C.G.T. : "Uniquement une protestation pacifique, une petite protestation sympathique, patriotique !". Entre-temps, Daladier rappelle des catégories importantes d'ouvriers et met la troupe en alerte. Face au prolétariat aux bras croisés, la bourgeoisie, affranchie, grâce au Front populaire, de sa panique, ne se prépare nullement, elle, à croiser les bras ; elle a l'intention d'utiliser la démoralisation engendrée par le Front populaire dans les rangs ouvriers pour porter un coup décisif. Dans ces conditions, la grève ne pouvait se terminer que par un échec.

Les ouvriers français avaient passé récemment par un tumultueux mouvement gréviste avec occupation des usines. L'étape suivante ne pouvait être pour eux qu'une véritable grève générale révolutionnaire qui mît à l'ordre du jour la conquête du pouvoir. Personne n'indique ni ne peut indiquer aux masses aucune autre issue à la crise intérieure, aucun autre moyen de lutter contre le fascisme qui vient et la guerre qui approche. Chaque prolétaire français qui réfléchit comprend que le lendemain d'une grève théâtrale de 24 heures, les "bras croisés", la situation n'est pas meilleure, mais pire. Cependant, les catégories les plus importantes d'ouvriers risquent de la payer cruellement-et par la perte du travail, et par les amendes et par des peines de prison.

Au nom de quoi ? L'ordre ne sera en aucun cas troublé, Jouhaux le jure. Tout restera en place : la propriété, la démocratie, les colonies et, avec elles, la misère, la vie chère, la réaction et le danger de guerre. Les masses sont capables de supporter les plus grands sacrifices, mais elles veulent savoir clairement quel est l'objectif, quelles sont les méthodes, qui est l'ami, qui est l'ennemi. Cependant les dirigeants des organisations ouvrières ont tout fait pour égarer et désorienter le prolétariat. Hier encore, le parti radical était glorifié comme le plus important élément du Front populaire, comme le représentant du progrès, de la démocratie, de la paix, etc. La confiance des ouvriers dans les radicaux n'était, certes, pas très grande. Mais ils *toléraient* les radicaux dans la mesure où ils *faisaient confiance* aux partis socialiste et communiste et à l'organisation syndicale. La rupture au sommet se produisit, comme toujours en pareil cas, inopinément. Les masses furent maintenues dans l'ignorance jusqu'au dernier moment. Pis encore, les masses reçurent toujours des informations propres à permettre à la bourgeoisie de prendre les ouvriers à l'improviste. Et pourtant les ouvriers se disposèrent d'eux-mêmes à entrer en lutte. Empêtrés dans leurs propres filets, les "chefs" appellent les masses -ne riez pas !- à la "grève générale". Contre qui ? Contre les "amis" d'hier. Au nom de quoi ? Nul ne le sait. L'opportunisme s'accompagne toujours de contorsions accessoires d'aventurisme.

DE JUIN 1936 A LA GREVE DU 30 NOVEMBRE.

La grève générale est, par son essence même, un moyen révolutionnaire de lutte. Dans la grève générale, le prolétariat se rassemble, en tant que classe, contre son ennemi de classe. L'emploi de la grève générale est absolument incompatible avec la politique du Front populaire, laquelle signifie l'alliance avec la bourgeoisie, c'est-à-dire la soumission du prolétariat à la bourgeoisie. Les misérables bureaucrates des partis socialiste et communiste, de même que des syndicats, considèrent le prolétariat comme un simple instrument auxiliaire de leurs combinaisons de coulisse avec la bourgeoisie. On proposait aux ouvriers de payer une simple démonstration par des sacrifices qui ne pouvaient avoir de sens qu'au cas où il se fût agi d'une lutte décisive²⁶. Comme si l'on pouvait faire faire à ces masses de millions de travailleurs des demi-tours à droite et à gauche, selon les combinaisons parlementaires ! Au fond, Jouhaux, Blum et Thorez ont tout fait pour assurer l'échec de la grève ; eux-mêmes ne craignent pas la lutte moins que la bourgeoisie. Mais en même temps, ils se sont efforcés de se forger un alibi aux yeux du prolétariat. C'est l'habituelle ruse de guerre des réformistes: préparer l'échec de l'action des masses et accuser ensuite les masses de l'insuccès ou, ce qui ne vaut pas mieux, se vanter d'un succès qui n'a pas eu lieu. Peut-on s'étonner de ce que l'opportunisme, complété par des doses homéopathiques d'aventurisme, n'apporte aux ouvriers que défaites et humiliations ?

Le 9 juin 1936, nous écrivions : "*La Révolution française a commencé.*" Il peut sembler que les événements aient réfuté ce diagnostic. La question est en réalité plus compliquée. Que la situation objective en France ait été et reste révolutionnaire, il ne peut y avoir de doute. Crise de la situation internationale de l'impérialisme français ; liée à elle, crise interne du capitalisme français ; crise financière de l'État ; crise politique de la démocratie ; désarroi extrême de la bourgeoisie ; absence manifeste d'issues dans les anciennes voies traditionnelles. Cependant, comme l'indiquait déjà Lénine en 1915 : "Ce n'est pas de toute situation révolutionnaire que surgit la révolution, mais seulement d'une situation telle qu'au changement objectif se joint un changement subjectif, à savoir la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse suffisamment puissantes pour briser (...) l'ancien gouvernement qui, jamais, même en période de crise, ne "tombe" si on ne le "fait" pas tomber." L'histoire récente a apporté une série de tragiques confirmations au fait que la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire, mais qu'une situation révolutionnaire devient contre-révolutionnaire si le facteur subjectif, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire, ne vient pas à temps en aide au facteur objectif.

Le grandiose tournant des grèves de 1936 a montré que le prolétariat français était prêt à la lutte révolutionnaire et qu'il était déjà entré dans la voie de la lutte. En ce sens, nous avons le plein droit d'écrire : "*La Révolution française a commencé.*" Mais si "la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire", toute révolution *commençante* n'est pas non plus assurée d'un développement ultérieur continu. Le commencement d'une révolution qui jette dans l'arène de jeunes générations est toujours teinté d'illusions, d'espoirs naïfs et de crédulité. La révolution a d'ordinaire besoin d'un rude coup de la part de la réaction pour faire un pas en avant plus décisif. Si la bourgeoisie française avait répondu aux grèves avec occupation des usines et aux démonstrations par des mesures policières et militaires-et cela se serait inévitablement produit si elle n'avait pas eu à son service Blum, Jouhaux, Thorez et Cie-, le mouvement, à un rythme accéléré, fut parvenu à un degré plus élevé, la lutte pour le pouvoir se serait indubitablement posée à l'ordre du jour. Mais la bourgeoisie, utilisant les services du Front populaire, a répondu par un recul apparent et des concessions temporaires : à l'offensive des grévistes, elle a opposé le ministère Blum, qui apparut aux ouvriers comme leur propre ou presque leur propre gouvernement. La C.G.T. et le Komintern ont soutenu de toutes leurs forces cette tromperie.

²⁶ Selon Maurice Thorez, le bilan fut de 40 000 licenciés dans l'aviation, 32 000 lock-outés chez Renault, des dizaines de milliers dans la banlieue parisienne, 100 000 à Marseille, 80 000 mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, 100 000 dans le textile. Il faut ajouter à ce bilan des licenciements, les lourdes condamnations pour "atteinte à la liberté du travail", les déplacements d'office de fonctionnaires, etc.

Quand on mène une lutte révolutionnaire pour le pouvoir, il faut voir clairement la classe à laquelle le pouvoir doit être arraché. Les ouvriers ne reconnaissent pas l'ennemi, car il était déguisé en ami. Quand on lutte pour le pouvoir, il faut, en outre, des instruments de combat, le parti, les syndicats, les soviets. Ces instruments ont été enlevés aux ouvriers, car les chefs des organisations ouvrières ont construit un rempart autour du pouvoir bourgeois afin de le masquer, de le rendre méconnaissable et invulnérable. Ainsi la révolution commencée s'est trouvée freinée, arrêtée, démoralisée.

Les deux années et demie écoulées depuis lors ont découvert peu à peu l'impuissance, la fausseté et le vide du Front populaire. Ce qui était apparu aux masses travailleuses comme un gouvernement "populaire" s'est révélé un simple masque provisoire de la bourgeoisie impérialiste. Ce masque est maintenant jeté. La bourgeoisie pense, apparemment, que les ouvriers sont suffisamment trompés et affaiblis et que le danger immédiat de révolution est passé. Le ministère Daladier est seulement, selon le dessein de la bourgeoisie, une étape avant un gouvernement plus fort et plus sérieux de dictature impérialiste.

LA CRISE FRANÇAISE ET LE PROLETARIAT.

La bourgeoisie a-t-elle raison dans son diagnostic ? Le danger immédiat est-il réellement passé pour elle ? Autrement dit, la révolution est-elle réellement remise à un avenir indéterminé, c'est-à-dire plus lointain ? Ce n'est nullement démontré. Des affirmations de ce genre sont pour le moins hâtives et prématurées. Le dernier mot de la crise *actuelle* n'est pas encore dit. En tout cas, il ne convient nullement au parti révolutionnaire d'être optimiste pour le compte de la bourgeoisie : c'est lui qui pénètre le premier sur le champ de bataille et le quitte le dernier.

La "démocratie" bourgeoise est devenue maintenant le privilège des nations exploiteuses et esclavagistes les plus puissantes et les plus riches. La France est de ce nombre : mais elle est, parmi elles, le chaînon le plus faible. Son poids économique spécifique ne correspond plus, depuis longtemps, à la situation mondiale qu'elle a héritée du passé. Voilà pourquoi la France impérialiste est en train de tomber sous les coups de l'Histoire qu'elle ne pourra esquiver. Les éléments fondamentaux de la situation révolutionnaire, non seulement n'ont pas disparu, mais se sont au contraire considérablement renforcés. La situation internationale et intérieure du pays a beaucoup empiré. Le danger de guerre s'est rapproché. Si l'effroi de la bourgeoisie devant la révolution s'est affaibli, la conscience générale de l'absence d'issue s'est plutôt accrue.

Mais comment se présentent les choses du point de vue du "facteur subjectif", c'est-à-dire de la disposition du prolétariat à lutter ? Cette question-précisément parce qu'elle concerne la sphère subjective et non objective-ne se résout pas par une investigation précise a priori. Ce qui décide, en fin de compte, c'est l'action vivante, c'est-à-dire la marche réelle de la lutte. Cependant certains points existent, non négligeables, qui permettent d'apprécier le "facteur subjectif" : on peut, même à grande distance, les déduire de l'expérience de la dernière "grève générale".

Nous ne pouvons malheureusement pas fournir ici une analyse détaillée de la lutte des ouvriers français dans la deuxième moitié de novembre et les premiers jours de décembre. Mais même les données les plus générales sont suffisantes pour la question qui nous intéresse. La participation à la grève de démonstration, alors qu'il y a cinq millions de membres de la C.G.T. du moins sur le papier-est une défaite. Mais en tenant compte des conditions politiques indiquées plus haut et surtout du fait que les principaux "organiseurs" de la grève étaient en même temps les principaux briseurs de grève, le chiffre de deux millions de grévistes témoigne d'un esprit de lutte élevé de la part du prolétariat français. Cette conclusion devient beaucoup plus évidente et plus claire à la lumière des événements antérieurs. Les meetings et les manifestations tumultueuses, les rencontres avec la police et l'armée, les grèves, les occupations d'usines commencent le 17 novembre et vont en croissant avec la participation active des communistes, des socialistes et des syndicalistes du rang²⁷. La C.G.T. commence manifestement à perdre pied dans les événements. Le

²⁷ L'usine Renault, occupée le 23 novembre par les grévistes, est mise en état de défense par les travailleurs, malgré les efforts du maire SFIO de Boulogne, Morizet, et du député communiste Alfred Costes en faveur d'une évacuation. Pendant que

25 novembre, les bureaucrates syndicaux appellent à une grève pacifique, "non politique", pour le 30 novembre, c'est-à-dire cinq jours plus tard.

En d'autres termes, *au lieu de développer, d'étendre et de généraliser le mouvement réel qui prend des formes de plus en plus combatives, Jouhaux et Cie opposent à ce mouvement révolutionnaire l'idée creuse d'une protestation platonique.* Le délai de cinq jours, dans un moment où chaque jour était un mois, était nécessaire aux bureaucrates pour paralyser, écraser, par une collaboration tacite avec les autorités, le mouvement qui se développait de façon indépendante et dont ils n'étaient pas moins effrayés que la bourgeoisie. Les mesures policières et militaires de Daladier ne purent avoir de sérieux effets que parce que Jouhaux et Cie poussèrent le mouvement dans une impasse.

La non-participation-ou la faible participation-à la "grève générale" des cheminots, des ouvriers de l'industrie de guerre, des métallurgistes et autres couches avancées du prolétariat n'eut nullement pour origine quelque indifférence de leur part : durant les deux semaines antérieures, les ouvriers de ces catégories avaient pris une part active à la lutte. Mais, précisément, les couches avancées comprirent mieux que les autres, surtout après les mesures de Daladier, qu'il ne s'agissait désormais ni de manifestations, ni de protestations platoniques, mais de la lutte pour le pouvoir. La participation à la grève de démonstration des couches ouvrières les plus arriérées ou les moins importantes du point de vue social témoigne d'autre part de la profondeur de la crise du pays et du fait que, dans les masses ouvrières, l'énergie révolutionnaire subsiste, en dépit des années de politique diluante du Front populaire.

Certes, il est arrivé dans l'histoire que, même après une défaite décisive et définitive de la révolution, les couches les plus retardataires de travailleurs aient continué à mener l'offensive, tandis que les cheminots, les métallurgistes et autres demeuraient passifs : c'est par exemple ce qui s'est passé en Russie après l'écrasement de l'insurrection de décembre 1905. Mais une telle situation était le résultat du fait que les couches avancées avaient déjà épuisé leurs forces auparavant, au cours de longs combats, grèves, lock-outs, manifestations, rencontres avec la police et l'armée, insurrections. On ne peut parler de rien de tel dans le cas du prolétariat français. Le mouvement de 1936 n'a nullement épuisé les forces de l'avant-garde. La déception provoquée par le Front populaire a pu, assurément, apporter une démoralisation temporaire dans certaines couches ; en revanche, elle a dû exacerber la révolte et l'impatience des autres couches. En même temps, les mouvements de 1936 comme de 1938 ont dû enrichir tout le prolétariat d'une inappréciable expérience et faire surgir des milliers de chefs ouvriers locaux, indépendants de la bureaucratie officielle. Il faut savoir trouver accès à ces chefs, les lier entre eux, les armer d'un programme révolutionnaire.

Nous n'avons nullement l'intention de donner de loin des conseils à nos amis français qui se trouvent sur le terrain de l'action et peuvent tâter beaucoup mieux que nous le pouls des masses. Cependant, pour tous les marxistes révolutionnaires, il est maintenant plus que jamais évident que l'unique mesure sérieuse et définitive du rapport des forces, y compris de la disposition des masses à lutter, c'est l'action. La critique impitoyable de la II^e et de la III^e Internationales n'a une valeur révolutionnaire que dans la mesure où elle aide à mobiliser l'avant-garde pour une intervention directe dans les événements. Les mots d'ordre fondamentaux de la mobilisation sont donnés par le programme de la IV^e Internationale, lequel, dans la période présente, a en France un caractère plus actuel que dans tout autre pays. Sur nos camarades repose une responsabilité politique immense. Aider la section française de la IV^e Internationale de toutes ses forces et par tous les moyens, moraux et matériels, est le devoir le plus important et le plus impérieux de l'avant-garde révolutionnaire.

le gouvernement concentre 100 pelotons de gardes mobiles et 1 500 agents autour des bâtiments, aucun tract n'appelle les entreprises voisines à la solidarité avec Renault. La bataille, commencée à 20 heures, dure jusqu'à 1 heure du matin, les ouvriers résistant d'atelier en atelier. L'Union syndicale de la région parisienne et la Fédération des Métaux (le Peuple, 25 novembre) appellent les ouvriers à "*ne déclencher aucun mouvement prématuré*". Les tribunaux prononceront plusieurs centaines de condamnations à des peines de prison ferme. Le député Costes, devant les juges, incrimine "*une poignée d'agitateurs se prétendant membres d'une IV^e Internationale*".